

MASSACRE DU 5 JUILLET 1962 A ORAN - ALGÉRIE. ENQUÊTES ET DÉVELOPPEMENTS



Jean-François PAYA,

Né à Ain-Temouchent le 4 août 1933, École de l'Air de cap Matifou, licencié de Sociologie et d'Économie politique. Bien qu'il ait poursuivi une carrière dans la Marine nationale et non dans l'Université, J-F Paya est ici classé *historien* pour avoir tiré au clair les tenants et aboutissants politiques du massacre des Européens le 5 juillet 1962 à Oran.

Il a montré comment ce crime de guerre (ainsi que d'autres enlèvements et massacres perpétrés durant la même période dans d'autres départements algériens) s'est clairement inscrit dans la stratégie du *groupe d'Oujda* (Ben Bella-Boumediene) pour s'emparer du pouvoir détenu à Alger, suite aux « accords d'Évian », par le GPRA (Ben Khedda, Mostefaï et le peu qui restait des forces de l'intérieur).

Il en a déduit la responsabilité, peut-être la complicité du pouvoir gaulliste qui, informé des événements et disposant de 18.000 hommes à Oran même, a laissé se dérouler les massacres, s'exécuter le coup d'État et s'installer pour longtemps à Alger un pouvoir militaro-affairiste.

PAYA JEAN-FRANCOIS

Membre du cercle Algérieniste du Poitou.

Œuvre :

Nombreux articles et documents, Notamment dans *l'Écho de l'Oranie* et dans *Pieds-noirs H. A.* seule revue à l'époque à publier ses articles sur la forfaiture Gaullienne.

Consultant bénévole pour recherches en histoire sur la guerre d'Algérie.

Ancien combattant d'Algérie présent sur la base de Mers El Kébir jusqu'à fin 1964 et notamment le 5 juillet en Oranie où il débute ses recherches sur ce drame relaté dès 1966 dans "L'AGONIE D'ORAN" VOL II puis en 2001 40 pages dans cet ouvrage collectif Vol III sous la direction de Geneviève De Ternant.

En juillet 1998 la revue "P.N.H.A. titrait "De Gaulle est bien responsable des massacres d'Oran" sans les poursuites espérées. Enfin en septembre 2002 sous l'impulsion du regretté Philippe Aziz de la revue "LES DOSSIERS SECRETS DE L'HISTOIRE" n° 42 faisait paraître l'article "5 JUILLET 62 LE MASSACRE D'ORAN" qui ouvrit la porte à d'autres éditions relayées ensuite sur de nombreux blogs et revues du web et notamment sur « [popodoran](#) » et « [Études coloniales](#) ».

Chers Amis Algérieniste n'ayant pas d'éditions "Papier" J'ai l'honneur de postuler pour une mention "honorable" soumise à votre appréciation Bien cordialement.

Jean François Paya

[images Algérie 1958 et 1962](#) *il y a 289 jours*

par [michelrenard](#) 1958 et 1962 Jean-François PAYA.

[le 5 juillet 1962, par Jean-François Paya](#) *il y a 436 jours* par [michelrenard](#) Document ALN du 5 juillet 1962

[l'armée des frontières, par Jean-François Paya](#) *il y a 524 jours*

par [michelrenard](#) GROUPE RECHERCHE HISTORIQUE Jean-François PAYA L'armée des frontières...

[Débat idéologique \(Jean-François Paya\) Oran, juillet 1962](#)

[Un canon historique : de Brest à Alger en 2012 ?](#)

[Tournants dans la guerre d'Algérie](#)

A un ami Algérieniste merci pour votre avis transmis par ma secrétaire ;mais suite aux ouvrages de Jean Monneret Guillaume Zeller et JJ Jordi postérieurs à mes recherches dont certaines les ont inspiré est-il opportun d'essayer de sortir un autre livre sur la base de certains de mes articles en PJ certainement complémentaires car ils abordent la possibilité d'un "DEAL" Gaullo / ALN extérieure favorisant la prise de pouvoir de cette dernière en tout cas essayant de démontrer "le coup monté" du 5 Juillet repris en débat par Jordi et Zeller dénié par Monneret (et c'est son droit) A mon âge cela devient fatigant ,c'est pour cela que j'ai décidé de publier certains de mes articles parus sur le web.

Bien Cordialement JF Paya AC/ Algérie classe 54/2 jusqu'à 1965 en Oranie.

PAYA JEAN-FRANÇOIS - LE 5 JUILLET 1962 A ORAN

Série de VI messages à suivre. Photos et plans disponibles.

Pourquoi pas un livre?

Réponse de Jean-François Paya à un message de lecteur internet / Pas de livre parce que pas d'Éditeur, tout est sur Internet à la disposition de tous donc pas de papier à vendre Taper "JF PAYA" et "Jean François paya" sur Google. Pour les circonstances Taper "Massacres ORAN 5 Juillet 62"

Bien compris qu'il y a longtemps que vous attendez lisez d'abord mon enquête je suis le seul à avoir été sur le terrain et resté jusqu'en 1965 à Mers el Kébir les autorités refusant à l'époque de faire des recherches qui furent interdites ! J'y suis retourné plus tard non sans prendre de risques.

Quant au chiffrage des victimes je l'avais estimé à près du millier on en est à 800 aujourd'hui avec incertitude sur "les non déclarés"(voir mes arguments et sources)

Mais le plus important c'est surtout les raisons et les motifs de cette provocation qui a conduit à ce massacre et là j'ai des arguments solides en plus de témoignages j'attends que l'on me démontre le contraire même des Historiens peu favorables aux PN comme M Harbi et G Meynier qui a corrigé à ce sujet la deuxième édition de son "histoire intérieure du FLN" ...(sur le massacre d'Oran décrit comme une échauffourée) en ont convenus documents et témoignages à l'appuis. Alors j'estime depuis 40 ans avoir fait mon devoir, j'attends toujours d'autres avis mais plus le temps et moins nous aurons de témoins vivants pour verser au dossier de cette tragédie unique dans l'histoire. En lisant ce document vous saurez pourquoi ?

AUTRE SITE Commentaires possibles sur ce blog
[5 juillet 1962 - ENQUÊTES JEAN-FRANCOIS PAYA](#)

On ne peut qu'être satisfaits du retentissement que semble connaître le livre de JJ Jordi sur « Les disparus d'Algérie » (CEPENDANT OCCULTE PAR CERTAINS MEDIAS DONT TÉLÉVISIONS) et moi particulièrement sur ses recherches sur le drame du 5 Juillet 62 à Oran qui pour l'essentiel corroborent les miennes depuis 40 ans ; dont j'ai saturé le Web faute d'éditeur et de médias ; ce qui se vérifie lorsque dans la presse on lit « JJ Jordi a pu réaliser un PREMIER Travail historique sur le Massacre d'Oran du 5 Juillet » L'auteur m'avait fait parvenir à titre Confidentiel ce passage de son livre avant sa sortie.

Je suis particulièrement satisfait lorsqu'il déclare « Opération planifiée Depuis le 26 Juin » c'est ce que je n'ai cessé d'essayer de démontrer pour la provocation délibérée commanditée par l'État-Major de l'ALN D'Oujda en en donnant les causes et les raisons. Cette thèse fut abordée dans « L'Agonie d'Oran » volume II sous la direction de Geneviève de Ternant en 1996 (p 33 à 36) et développée dans le volume III par la suite P11 à 14 / 26 à 30 / 137 à 138.

Thèse contredite dans le livre "« La Tragédie Dissimulée » par J Monneret sans donner à mon avis un éclaircissement sur les causes de ce drame.

D'aucun pourrons se demander pourquoi JJ Jordi à obtenu seul il y a quatre ans une dérogation spéciale pour fouiller dans certaines archives ;j'avoue que pour moi la question reste secondaire ce qui compte c'est le résultat, en étant persuadé qu'il n'a pas eu toutes les archives dont je ne fais pas un culte surtout lorsqu'elles n'existent pas où qu'elles ont disparues comme nous l'avons démontré (voir la pièce jointe en archive) et il faut bien se reporter aux témoignages y compris venus d'Algérie qui existent encore.

Ci joint la vidéo d'une conférence de JJ Jordi où il confirme ce que nous disions il y a près de 40 ans sur le "coup monté " de la provocation et des massacres du 5 Juillet 62 à Oran par les services de l'ALN d'Oujda en en donnant les raisons. Thèse niée dans le livre "la tragédie dissimulée " de Jean Monneret sans démonstration valable comme démontré dans l'enquête ci-dessus de ce blog et notre critique de ce livre :

commentaire :sur "études Coloniales"

Complot du 5 Juillet 62 Ci joint vidéo d'une conférence de JJ Jordi où il confirme [...]

[Voir le commentaire](#)

Auteur : JF Paya

PAYA JEAN FRANCOIS - LE 5 JUILLET 1962 A ORAN M I

Voir aussi les 3 Tomes de "AGONIE D'ORAN" sous la direction de Geneviève de Ternant ex directrice de l'ÉCHO D'ORANIE auxquels j'ai collaboré (Pages 11 à 14/ 26 à 30 / 137 à 169) surtout pour l'enquête du Tome 3 à suivre avec les témoignages venus maintenant d'Algérie devant la carence des militaires Français pourtant nombreux à Oran : 12 000 intra muros d'après les archives et notes de service.

LES RAISONS DU MASSACRE D'ORAN

Cinq Juillet 1962

Cette date est celle de l'indépendance pour les Algériens. Cependant pour les Français d'Oran, seule ville où ils étaient majoritaires, elle évoque une journée d'horreur où près d'un millier d'entre eux furent massacrés en présence d'une garnison Française de 18000 hommes strictement consignée dans ses cantonnements (1) (2)

Ces forces françaises avaient cependant un rôle théorique de protection de leurs ressortissants, d'après les déclarations publiques et les promesses faites par écrit et diffusées en Algérie comme en métropole. Les accords d'Evian prévoyaient la remise des pouvoirs à " l'exécutif provisoire " mis en place depuis le 19 Mars 1962. Celui-ci devait maintenir l'ordre avec une " force locale " quasiment volatilisée à Oran, assistée de l'Armée Française ; et ce en principe jusqu'à la transmission de ses pouvoirs à une assemblée nationale élue au suffrage universel.

Ceci ne fut effectif que le 27 Septembre 1962. Mais les accords d'Evian ne faisaient nullement référence au GPRA et à l'ALN dans ce processus... Les dits accords ayant été ratifiés par la population algérienne dans la question posée au référendum du 1er Juillet 62, cela déterminait le droit, y compris sur le plan international puisqu'ils figurent au rang des traités internationaux à l'ONU ; ils contenaient aussi une clause d'amnistie générale réciproque qui fut violée sous la responsabilité du FLN pour les harkis.

En réalité l'indépendance de l'Algérie fut proclamée officiellement le 3 Juillet 1962 avec l'arrivée du GPRA et de son président Ben Khedda à Alger. Ce dernier entérina la date historique du 5 Juillet (prise d'Alger en 1830) qui avait été choisie par le comité inter willayas de l'intérieur (la willaya V d'ORANIE étant volontairement absente) opposé à l'Etat-major de l'ALN extérieure basée à Oujda au Maroc et à son

chef, le colonel Boumediene. Le 30 Juin cet état -major avait été dissous et son chef destitué par le GPRA mais rejoint par Ben Bella lui aussi opposé au GPRA d'Alger.

La lutte pour le pouvoir commençait.

Selon Mohamed Harbi, historien et ex-responsable FLN avec la France, la Tunisie et le Maroc, " il faut bien manœuvrer car si ces Etats apportent leur soutien au GPRA et bloquent l'ALN à l'extérieur, c'en est fini de la coalition ben-belliste ". En ORANIE la willaya V appendice de l'ALN d'Oujda, était surtout composée de ralliés de la dernière heure et de déserteurs de la Force locale musulmane. Il faut souligner qu'en ORANIE les katibas de l'intérieur avaient été pratiquement anéanties par l'Armée Française. Le chef de cette willaya, le colonel Othmane acquis à Boumediene, préconisa des défilés de manifestations encadrés dès le 3 Juillet, y compris à Oran où 4 à 5 katibas (compagnies) de l'ALN locale reconstituée après le 19 Mars, défilèrent à la limite des quartiers musulmans. Il en fut de même dans toute l'Oranie sans incident notable.

A Oran un "comité de réconciliation " avait été créé avec des notables Européens, et les derniers commandos de l'OAS vogaient vers l'Espagne avec l'accord tacite des autorités, tandis que les Européens, résignés participaient en majorité au référendum du 1er Juillet pour des raisons évidentes de sécurité.

Armée des frontières contre GPRA

Mais pour radio Alger, de nouvelles manifestations furent demandées par le GPRA pour le 5 Juillet, destinées à le " faire valoir ". Cette manifestation à Alger devait être présidée par Ben Khedda et Krim Belkacem les ennemis jurés de Boumediene et de Ben Bella. Pour les conjurés d'Oujda qui allaient ensuite s'installer à Tlemcen, cela ne pouvait se passer ainsi. Ils leur fallait démontrer que les partisans du GPRA n'étaient pas capables d'assurer l'ordre tout en conjurant le risque d'une enclave européenne dans la zone Oran - Oran Mers el Kébir.

Mais surtout ils préféraient avoir un prétexte pour faire intervenir massivement cette armée des frontières sans paraître faire un coup d'Etat. Bien sur la population ne comprenait rien à ce qui se passait et nous l'avons vue après le 5 Juillet, le long de la route Tlemcen Oran. , acclamer ces troupes, casquées, équipées de neuf, qui étaient supposées " aller combattre l'OAS à Oran ". Mais une fois sur place, elles mirent surtout au pas leurs opposants et les éléments musulmans perturbateurs que la provocation avait déchaînés (3)

Au départ un défilé pacifique

Il faut signaler qu'à l'intérieur de l'Oranie bien tenue en main par les Ben bellistes, aucune manifestation pour le 5 juillet n'était prévue ; mais difficile de contrecarrer l'appel du GPRA diffusé par Radio Alger ; surtout à Oran, où les éléments anti-Etat-major étaient influents parmi certains cadres intellectuels FLN, syndicalistes UGTA et scouts Musulmans avec un vieux fond messaliste persistant et une question lancinante : "Où était cette armée de parade pendant les années de braises ? " Aussi ces responsables s'empressèrent-ils de suivre les consignes d'Alger, alors que le capitaine Bakhti représentant la willaya V et parachuté à Oran après le 19 Mars, avait prétendu " que rien n'était prévu à Oran " où l'activité reprenait. Des banderoles significatives furent préparées, telles " Non au culte de la personnalité " " Un seul héros le peuple " parmi les slogans habituels aux " martyrs de la révolution " allusions à peine voilées contre le groupe dissident d'Oujda, sibyllines pour la population mais moins pour les journalistes qui couvraient l'événement dont beaucoup se réfugièrent ensuite dans le bâtiment de " l'Echo d'Oran " durant le reste de la journée.

Une provocation qui conduira au massacre des Européens

Il est aujourd'hui acquis, et nos enquêtes le prouvent, que les agents de Boumediene et certains partisans de Ben Bella eurent pour mission de saboter cette manifestation par des tirs venant de certaines terrasses sur le défilé dès son arrivée au centre ville. Un scout musulman sera tué, d'autres sont blessés dont un agent temporaire ATO. Des comparses se répandent alors dans la foule en hurlant "C'est l'OAS ! C'est l'OAS ! " (4).

Et le massacre des Européens commence, anarchique ou structuré après enlèvement vers les quartiers périphériques. Il n'est pas possible, dans cet article, de démonter entièrement le puzzle de cette tragédie. Mais nous l'avons fait avant d'autres, dans un ouvrage : L'Agonie d'Oran, ignoré des médias depuis près de vingt ans et dont le troisième volume, qui contient le rappel des faits, de nouveaux témoignages et les résultats de l'enquête qui fut menée sur le terrain et poursuivie jusqu'à nos jours.

Nous avons pu éliminer la cause purement fortuite de la provocation en nous basant sur l'analyse des témoignages, y compris de militants algériens, sur les rares archives militaires, sur le déroulement des incidents et sur quelques images filmées au début de la provocation. De source privée, nous avons aussi eu accès à des textes inédits, classés " secret confidentiel " par l'armée française et émanant de l'Etat Major de l'ALN, datés du 5 juillet 1962, jour du drame. Des textes qui démontrent la virulence de l'opposition avec le GPRA et préparent les troupes à intervenir, pour rétablir l'ordre, alors que personne ne savait ce qui se passait à Oran ! (5)

Les pompiers pyromanes de l'ALN .

Bien sûr, nous n'aurons jamais un ordre de mission signé de Boumediene. Mais Mohamed Harbi a écrit : L'Etat -major a une vue cynique des choses ; il désire ruiner l'autorité du GPRA ; avec Ben Bella, il ne reculera devant aucun procédé pour se saisir du pouvoir. Et le garder... La suite l'a prouvé ! S'il était besoin d'autres preuves de ces assertions, la crise ayant éclaté au grand jour, nous avons retrouvé dans la presse des communiqués moins confidentiels que le nôtre : tandis que le " groupe de Tlemcen " faisait appel à l'Etat major " pour rétablir l'ordre et la sécurité à Alger ", un communiqué des willayas III et IV " accusait un réseau dirigé par Yacef Saadi " de tirer sur les djounouds, espérant profiter de la confusion pour occuper la capitale et préparer l'arrivée des bataillons de l'ex Etat major " (Le Monde). Ils ne purent y pénétrer que le 9 septembre. Idem un message " géné-super " de l'armée française signale des tirs et des provocations dans les quartiers de l'Agha et des facultés à Alger ; des cris incriminant l'OAS auraient aussi été entendus ! Mais le procédé qui avait si bien réussi à Oran fit long feu... Dans cette ville, l'avancée de l'ALN du Maroc (qui dût cependant réquisitionner camions et bus privés) venue " rétablir l'ordre " en pompiers pyromanes avait été avalisée par un GPRA abusé qui, dans un communiqué du 6 juillet, annonce " une attaque de l'OAS " avancée dans un premier temps par les benbelliste d'Oran, argument vite abandonné pour incriminer ensuite des " des bandes anarchiques "(6)

Les victimes du 5 juillet boutées hors de l'histoire.

Ce troisième volume de L'Agonie d'Oran se veut plus technique que les précédents, chiffrant les effectifs, énumérant les unités des forces Françaises présentes à Oran, situant leurs cantonnements imbriqués dans la ville, à proximité des premières exactions : 18000 hommes strictement consignés, comme le rappellent plusieurs fois les journaux de marche (JMO) de certaines unités, qui relatent avec parcimonie ce qu'elles ont pu voir de " leurs balcons " Certaines sont intervenues parfois pour ouvrir leurs portes aux fugitifs ou en cas de légitime défense patente, comme à la gare d'Oran. (7)

Il faut tout de même signaler une initiative remarquable : celle du lieutenant Kheliff qui intervint avec son unité loin de sa base. Le général Katz, chef du secteur autonome d'Oran se raccrochera plus tard à ces quelques rares mais précieuses interventions d'initiatives " humanitaires " en se couvrant derrière des "ordres supérieurs", venus du sommet de l'Etat. Il n'en reste pas moins que madame de Ternant, ordonnatrice de l'ouvrage, a raison d'écrire :

C'est le seul exemple dans l'Histoire, d'un massacre perpétré sur une communauté sans défense en présence de son armée qui laisse assassiner et enlever ses ressortissants sans intervenir.

Et elle pouvait ajouter d'une armée invaincue !

Selon le vote unanime de l'Assemblée Nationale, la guerre d'Algérie a officiellement cessé le 2 juillet 1962. Ce n'est pas une raison pour bouter hors de l'histoire les victimes du 5 juillet à Oran.

Par Jean-François PAYA Ancien combattant d'Algérie classe : /54 En service à la Base de Mers-el-Kébir jusqu'en 65.

ORIGINE DES COUPS DE FEU ET DE LA PROVOCATION INITIALE.

le 20-12-09

Nous venons de retrouver un article du professeur émérite membre de l'institut Bruno ETIENNE plutôt favorable à l'indépendance de l'Algérie / référence "culture et révolution " édition du seuil 1977 / qui indique : " Le groupe opérationnel de Cheir-Belkacem commandant du camp A de Dar Kaddani (Maroc) est entré à Oran les premiers jours de Juillet 62. C'est lui qui paraît responsable des massacres et des disparitions du 5 juillet à Oran "

Si l'info est exacte ce groupe incognito sur le terrain, peut être en civil, entré avec les premiers "réfugiés" du Maroc avant l'indépendance ne peut que renforcer la thèse du coup monté par Oujda et la provocation facile à exécuter à Oran mais ratée sur Alger le 25 Juillet avec le même prétexte OAS un peu réchauffé à cette date il faudrait que Bruno Etienne nous donne ses sources qui ne peuvent être que musulmanes vu ses affinités et ces relations bien connues (malheureusement Bruno Etienne vient de décéder, mais un homme comme lui suivant ses convictions n'écrivait pas sans sources)

D'autre part nous avons eu communication de plusieurs interventions qui n'ont pas été classifiées dans les "archives" militaires comme celle des commandos marine qui en dépit des ordres ont patrouillé en armes dans le quartier de la Marine où quelques "émeutiers" ont rebroussé chemin en les voyant !(ce qui prouve une certaine efficacité si non consignation des troupes!) Le fait aussi que dans l'avenue de sidi Chami face à la "BAO" une section postée dans un collège a dû riposter tout l'après midi à des tirs venant de véhicules qui passaient non loin de la gare où une attaque avait eu lieu (tout cela très édulcoré ou inexistant dans les "JMO"archivés!) Par ailleurs je viens de réaliser une présentation du journal tenu au jour le jour du Père de Laparre à Oran 61/62 avec des éléments capitaux sur le 5 Juillet à Oran, document qui a été snobé et négligé par les historiens (sauf dans l'Agonie d'Oran) comme un des éléments de ce dossier, où vu l'absence d'enquête et la consignation des troupes ;elles n'ont pas vu grand chose ou n'ont pas signalé ou minimisé des interventions interdites (comme celle du Lieutenant Kheliff) Ce qui a appauvri les archives officielles !

Certains historiens disent "origine des coups de feu inconnue" laissant planer un doute sans donner tous les éléments pour juger. Coups de feu initiaux vers 11 h 15 place karghenta et boulevard Joffre sur le défilé FLN structuré qui venait de "la ville nouvelle" on en est pratiquement sûr par divers témoignages tant algériens que PN et militaires (Cdt du service social des armées et sa secrétaire placés sur la terrasse de leur villa Boulevard Joffre "venant d'un grand immeuble situe plus haut film Pathé) Capitaine Gaston cité par le Général Katz a vu des tirs venant de la maison de l'agriculture place Karghenta témoignages d'ATO touchés et scouts musulmans ainsi Katz conclut donc sans preuves à des "desperados OAS".

C'est ce que les meneurs de l'émeute crient en bas "C'EST L'OAS" Mais il faut dire que pas un seul tireur européen na été trouvé autour de ces immeubles cernés par les miliciens FLN en armes qui ont envahi les étages et fouillent partout et quoi de plus ressemblant dans la confusion totale à un musulman armé qu'un autre musulman armé qui fait semblant de chercher aussi ! Personne ne pouvait supputer le tir des uns sur les autres ! Et pas beaucoup n'étaient au courant.

Des divergences Oujda GPRA même nos services ont mis le temps à le comprendre voir dans mes archives le document classifié du 2^{em} bureau d'Oran qui vient de découvrir 15 jours après l'Ordre du Jour du 5 juillet de l'EMG d'Oujda, qui prévoyait prémonitoirement qu'il faudra protéger la minorité européenne et que le GPRA n'était ni capable de maintenir l'ordre ni de gouverner l'Algérie!

A mon avis les historiens en ne donnant pas tous ces éléments se réfugient dans une fausse neutralité qui nuit à la recherche de la vérité. Maintenant il ne s'agit là que de logique. Pour ma part j'ai eu du côté des informateurs algériens d'autres certitudes quant à la provocation montée par l'EMG du Maroc et même les auteurs qui sont loin d'être favorables aux PN en ont convenus.

Voir mes textes suivants et NOTE SUR LE CHIFFRAGE DES VICTIMES.

MISE AU POINT SUR LE MASSACRE DU 5 JUILLET (SUITE)

Pour en revenir a ma critique sur l'indication "coups de feu origine inconnue" vrai dans l'absolu mais déséquilibrant de plus que le Général Katz dans son rapport officiel stigmatise sans preuves de supposés "desperados OAS " et d'autres des européens "provoqués" par la vue de drapeaux Algériens ! On rejoint ici le vieux débat sur l'apparence et la réalité (la terre est fixe le soleil tourne autour).

Qui peut tirer sur des musulmans le jour de l'indépendance ? Sinon des gens de l'autre communauté. Depuis on sait que des Algériens tirent facilement sur d'autres Algériens par provocation. Maman tu avais raison écrivait Jules Roy dans un dernier ouvrage "ils se tuent entre eux! ".

Ensuite au sujet du chiffrage des victimes (cadavres enlevés/+ disparus/ + décès) les mots ont leur importance. Un historien a parle d'"enlèvements" signalés à diverses unités JMO transmis au deuxième bureau (routine), il s'agit d'"actions ponctuelles visibles minoritaires (J Monneret repris par M Faivre) 435 ramenés à 365 après moins libérations et décès donc on en a déduit abusivement "victimes" en oubliant les décès! (A la grande satisfaction d'une certaine presse algérienne qui stigmatise la presse "ultra") en se souvenant que le bilan officiel donné par le Général Katz sur le rapport du directeur algérien de l'hôpital qui est de 101 décès dont 76 musulmans et 25 européens ! Un massacre de musulmans en sorte, repris par l'amiral De Gaulle !

Certes un enlevé est un disparu mais la grande majorité de ces derniers n'ont pas été vus et ne sont simplement pas revenus a la maison ? C'est très différent: 800 a écrit JP Chevènement lieutenant détaché au consulat d'Oran qui avait pour tache de rechercher sans mettre en doute les capacités du futur ministre des armées. Avec quels moyens?

Ce chiffre à 100 près (700) aurait été repris par des historiens Algériens au colloque de Lyon en 2007. D'autre part près de 400 plaintes selon le consul Herly ont été déposées au consulat d'Oran. Là aussi les mots ont leur importance. J'ai la preuve par témoignage perso qu'une plainte pouvait recouvrir plusieurs personnes (perso 2 amis) d'une même famille alors multiplié par X. Pour les friands d'archives ou sont passés les cahiers de ces relevés vus au consulat? De plus on m'a dit de ne pas surestimer "les non déclarés" parce qu'ils étaient seuls à Oran, les familles étant parties.

Où sont les relevés des jugements d'absences disséminées à travers la France ? A Oran ville sur environ 220000 FSE d'après les autorisations de sorties le 5 juillet 65000 seraient partis la plus part des femmes des enfants et personnes âgées / l'OAS ayant interdit en principe le départ des hommes mobilisables, même en poussant la famille élargie à 10 personnes cela donne 6500 hommes isolés minimum ce qui n'est guère négligeable en sachant que beaucoup mangent le midi dans les petits restaurants qui abondent dans les ruelles du centre d'Oran où on démarrés les incidents, sans parler des gens de l'intérieur venus chercher des places d'avion ou de bateau à Oran (confiant aux déclarations rassurantes de "l'Echo d'Oran" la bible des ORANIENS)

Pour exemple dans mon village d'Ain-Temouchent ou la transition s'est bien faite le 3 Juillet la moitié des hommes sont seuls et certains vont "disparaître" ce jour la !

VOILA DES ÉLÉMENTS A DEBATTRE BIEN SUR POUR AUTANT QU'IL Y AI DES DEBATTEURS

COMMUNIQUE

Notre enquête sur le 5 Juillet n'est pas close nous essayons d'avoir des témoignages via l'Algérie par des voies diverses et honorables avec peut être plus de succès que pour les militaires de la garnison d'Oran ! (12000h) consignés il est vrai mais qui n'ont pas pu ne pas avoir des échos ! (Pour l'instant les doigts d'une main) Notamment nous cherchons des témoignages sur les centaines d'internés au stade municipal et sur les exécutions qui se seraient poursuivies jusqu'au 10 Juillet selon nos témoins musulmans (mais pas "d'archives " et pas de rescapés) Ce qui fait que pour certains "historiens" la chose est inconnue ! (Difficile de trouver un chat noir dans une pièce noire surtout lorsqu'il n'y a pas de chat " proverbe chinois).

PAYA JEAN FRANÇOIS - LE 5 JUILLET 1962 A ORAN M II

Vérité sur le 5 Juillet 1962 à Oran Jean-François PAYA (dans la revue ÉTUDES COLONIALES)

IL N'EST PAS JUSTE DE DIRE QUE "l'armée française, qui n'avait plus le droit d'intervenir", comme l'écrit le journaliste P. DAUM dans un article du Monde Diplomatique (janvier 2012) (1).

On trouve dans Les Archives de la Révolution Algérienne (2) copies d'une lettre du Groupe FLN (5 membres) de l'Exécutif Provisoire, adressée au GPRA en date du 27 juin 62. Ce groupe se plaint, entre autres, de ne pouvoir signer divers protocoles prévus avec les autorités françaises avant le 11 juillet, vu le manque de directives dudit GPRA, et notamment le protocole sur le maintien de l'ordre, laissant ainsi la «porte ouverte aux risques d'intervention de l'Armée française après le 2 juillet en cas de débordements».

Comme le général Katz le reconnaît dans son livre (3) : le statut des forces armées françaises en Algérie qui découle de la déclaration de principe des Accords d'Évian (JO du 20 mars) reste imprécis et ambigu et ce au moins jusqu'à la remise des pouvoirs de l'Exécutif Provisoire à une Assemblée Nationale Algérienne élue (prévue dans le chapitre V des accords d'Évian) qui ne sera effective que le 27 septembre 62 par Abderrahmane Farés en personne à la tribune de cette Assemblée à Alger.(4).

Cet état de fait permet à Katz d'écrire avec raison dans sa note n°99 du 20 juin 62, adressée à ses chefs de corps, que les forces armées françaises «contribueront par leur présence à rétablir et développer la confiance entre les communautés et qu'elles seront en mesure d'intervenir pour porter secours en cas d'agression aux ressortissants se réclamant de la nationalité française» (5).

Inutile de dire que cette note restera lettre morte et qu'elle fut contredite par des ordres stricts de non-intervention la veille de l'indépendance. Il ressort clairement de tout cela que la France était en droit d'intervenir pour protéger ses ressortissants selon les accords signés et en l'absence d'un protocole additionnel plus restrictif (puisque non signé du fait du FLN) au moins jusqu'à la fin des pouvoirs de l'exécutif provisoire, comme les délégués FLN l'écrivaient eux-mêmes au GPRA (qui avait sûrement d'autres chats à fouetter, vu ses dissensions internes).

C'est donc bien la France en la personne du Général de Gaulle (6) qui, de façon unilatérale, n'a pas utilisé de ses prérogatives – abandonnant au massacre des citoyens français, européens et musulmans, et ce au moins juridiquement jusqu'au 27 septembre 62 où la clause de remise totale de souveraineté prévue par les accords d'Évian a été remplie avec retard du fait de la lutte pour le pouvoir qui sera encore sanglante (7).

À noter qu'on ne trouve pas trace d'un ordre écrit de non-intervention aux Archives (8). Cependant, la mention de «rappel de consignment des troupes» figure dans certains JMO d'unités (journal de marche et d'opérations) consultés aux Archives, alors que des exactions sur des Français sont signalées (9). Comment comprendre que, pour les victimes françaises, l'Armée Française s'en soit tenue, sans plus approfondir, au chiffre du directeur FLN de l'hôpital d'Oran – 25 morts ! –, alors qu'au Consulat de France on déclarait 800 "disparus" dès les premiers jours (10) ? Aucune enquête sérieuse n'a été effectuée dans les quartiers musulmans où les gens enlevés avaient été amenés et il y eut une complicité évidente entre les autorités militaires françaises et algériennes pour étouffer l'affaire dans le désordre et le chaos provoqués par l'exode des Français d'Oranie (11).

La provocation du 5 juillet avait bien abouti : faire avancer vers le pouvoir l'Armée des frontières, sous prétexte de rétablir l'ordre, faire peur aux Français dans la ville la plus européenne d'Algérie, ce qui correspondait aux vues du clan arabisant d'Oujda conduit par Boumediène et Ben Bella qui faisaient d'une pierre deux coups avec leurs services spéciaux (12) – ils sont toujours au pouvoir en Algérie.

Non-assistance à personnes en danger.

Les Forces françaises en présence à Oran, le 5 juillet 1962, passibles de non-assistance à personnes en danger

En fonction des Archives militaires et des destinataires des circulaires du Commandement du "Secteur Autonome d'Oran" nous pouvons donner la liste des unités et des effectifs – 18 000 hommes – présents à Oran ce jour-là (13).

En fait ce 5 juillet à Oran fut ponctuellement la journée la plus sanglante depuis le début de la guerre d'Algérie, mais elle a surtout le triste privilège d'être un cas unique dans l'histoire d'une armée présente sur le terrain à proximité de ses ressortissants civils désarmés et pacifiques les a laissés se faire massacrer par des éléments étrangers sans intervenir – sauf cas rares et isolés.

Si on doit reparler du 17 octobre 61 à Paris qui a eu lieu en pleine guerre d'Algérie alors que le FLN était encore "l'ennemi officiel", pourquoi ne le fait-on pas de cette journée occultée par l'historiographie gaullienne et FLN, qui a eu lieu après la fin supposée de toutes les hostilités et en voie d'effacement de notre histoire avec son millier de victimes identifiables et appelées hypocritement "disparus".

D'autre part cette journée fut un des actes fondateurs de l'État Algérien dans sa composante militaro-mafieuse manipulateur et provocatrice dont les effets sont plus que jamais présents à ce jour.

Le communiqué de l'état-major général de l'ALN (14).

Ce communiqué de trois pages, diffusé aux cadres le matin du 5 Juillet, ne fait pas référence à cette journée comme historique. Il explique pourquoi le GPRA qui l'a dissous «a failli à sa mission en bafouant la légalité sur tous les plans ...» après une référence appuyée aux accords d'Évian ! Il cite la date du 1er Juillet «où le peuple s'est prononcé» comme historique, proclamant que le GPRA «est incapable de maintenir l'ordre», et il se propose de le faire en allant «protéger la minorité européenne» alors qu'on ne sait pas encore ce qui se passe à Oran !

Il faut préciser que, dépourvue de moyens logistiques de transports après réquisition de camions et de bus privés dans la zone Tlemcen-Ain-Temouchent, l'ALN des frontières arriva à Oran le dimanche 8 Juillet et rétablit effectivement l'ordre tout en prenant le pouvoir. Pour Alger ce fut une autre histoire elle n'y entra qu'en Septembre après des combats avec les willayas 3 et 4 au niveau d'Orléansville et après une négociation (15)

NB Toutes les notes sont de Jean-François Paya.

1 - Le Monde Diplomatique, janvier 2012. L'article de Jean-François Paya, qui suit, intitulé «De Gaulle est bien responsable des massacres», est cité page 81, «pour en savoir plus», du N° 231, Avril 1999, de la revue L'Histoire – sans aucune contestation depuis lors.

2- Les Archives de la révolution algérienne, rassemblées et commentées par Mohamed Harbi, éd. Jeune Afrique, Paris 1981 - Page 340, document 64.

3 - Joseph Katz, L'Honneur d'un Général, Oran - 1962, éd. Harmattan, 1993.

4 En effet les Accords d'Évian n'ont jamais prévu la remise des pouvoirs au GPRA mais à une "Assemblée Nationale Algérienne" élue.

5 - Cette note fait référence à une "période de transition" après l'indépendance sous la direction de l'exécutif provisoire qui était une création juridique française.

6 - Cf. Alain Peyrefitte, C'était de Gaulle, éd. Gallimard, coll. Quarto.

7 - La responsabilité juridique et morale du pouvoir français était donc bien engagée.

8 - Du moins aux archives "consultables" – pour les autres il faudra attendre 60 ans !

9 - Certains officiers dont le lieutenant Khellif affirment avoir dû émarger la veille de l'indépendance.

10 - Voir Le Vieux, la crise, le neuf, éd. Flammarion, de Jean-Pierre Chevènement, officier issu de l'ENA, chef de cabinet adjoint du Préfet chargé des liaisons militaires et à ce titre supervisant le colonel de la force locale attaché à Jean Herly, consul général de France à Oran (critiqué par Katz qui le trouvait trop curieux sur les "disparus").

11 - Au sujet des victimes, sans entrer dans le débat sur leur nombre évoqué dans la note précédente, il a été signalé 440 plaintes au consulat d'Oran, en sachant qu'une plainte pouvait recouvrir plusieurs personnes d'une même famille et que de nombreux hommes isolés (leurs familles étant déjà parties) n'ont pas été signalés à Oran. Signalons aussi le « Bulletin de renseignement » du 2^e Bureau/1515 EM:2^{em} B/ du 12/7/62 classé secret, signalant «l'enfouissement de cadavres F.S.E., victimes du "pogrom" du 5 juillet au bord du Petit lac à coup de bulldozer» ; une reconnaissance par hélicoptère fut ordonnée et des photos prises dans la soirée du 7 Juillet, mais aucune enquête officielle ne fut déclenchée. 44 ans après les faits, on procède enfin à une recherche sur la base de documents, à mon avis, aléatoires. À ma connaissance, les documents originaux comme les registres de relevés de plaintes déposées au consulat n'ont pas été communiqués (j'y étais passé personnellement déposer une plainte pour deux amis "disparus"). En sachant que certains historiens algériens que je salue reconnaissent au moins 2 charniers au "Petit lac" et au cimetière Tamashouet.

12 - Un montage médiatique fut organisé par les responsables FLN d'Oran à Pont-St-Albin le 10 juillet pour tout "mettre sur le dos d'un sanguinaire mais minable chef de bande M. Attou qui sévissait dans les quartiers Est depuis le 19 Mars (voir presse locale dont l'Écho d'Oran sous "influence depuis l'indépendance). Le pseudo commandant Bakhti (de son vrai nom Némiche) complice de Ben-Bella dans l'affaire de la poste d'Oran et qui lui était tout dévoué tirait les ficelles de cette affaire que personne ne crut à Oran même chez les Musulmans.

13 Liste des unités présentes à Oran ou à proximité, le 5 juillet 1962

Secteur Oran Ville

3 Régiments d'Infanterie + 1 bataillon : 5è RI - 21è - 67è - 3/43è RI -

3 Régiments d'Infanterie de marine + 3 Bataillons : 8è RIMA - 22è - 66è - 1/2è - 1/75è - RIMA - 1/2è RAMA

2 Régiments de Zouaves : 2è et 4è Zouaves

1 Régiment de Cuirassiers : 3è Cuir

3 Bataillons de Chasseurs Portés 10è - 29è - 30è BCP

2 Bataillons RA : 1/27è et 324è RA

2 Groupements GAAL : 452è et 457è

Enfin 23 escadrons de Gendarmerie Mobile

Il faut ajouter les éléments de l'Armée de l'Air basés à la Sénia et de la Marine à Mers-el-Kébir, Arzew et Tafaraoui (Aéronavale). Soit une garnison totale de 18 000 hommes dont 12 000 sur le seul secteur d'Oran-Ville cantonnés sur plusieurs sites, casernes, lycées, collèges, stades, écoles imbriqués dans la ville à proximité immédiate des événements tragiques qui ont eu lieu.

14 - Note de renseignement 1266:B2:sec-conf /odj EMG ALN du 5 juillet 62.

15 - Cf. le texte intégral dans le volume 3 du livre L'Agonie d'Oran, publié en 1999. (Éditions Gandini Nice)

Personnellement j'adhère à la thèse défendue aussi par certains historiens algériens selon laquelle de Gaulle avait choisi de favoriser l'accession au pouvoir du clan d'Oujda.

Complément d'information

Il faut aussi admettre que le général Katz a Oran à bien reçu des ordres supérieurs et au-dessus de sa hiérarchie normale pour ne pas appliquer ses propres directives du 20 juin (défendre nos ressortissants) donc contact avec l'Élysée pas virtuel, il faut aussi admettre que Katz n'a pas été désavoué par ses supérieurs militaires et même récompensé par une 4ème étoile (général d'armée) et fait grand officier de la légion d'honneur remise par De Gaulle en personne.

Comme je l'ai dit je reste persuadé que si le FLN (fraction provocatrice) avait su que l'armée Française pouvait intervenir la provocation et le massacre n'auraient pas eu lieu et les incidents seraient restés mineurs comme chaque fois qu'il y eut intervention en dépit des ordres (les FAF étaient encore craintes),

Éléments prouvant que Paris était informé (parmi d'autres) mais disparus des Archives !

Témoignage de monsieur Étienne ESTÈVE-CASTILLA Radio Télégraphiste PTT Oran (donné dans le livre « Agonie d'Oran») Il appelait sur les ondes radio : Au secours en mer ! Ici on massacre femmes, enfants et vieillards. La station de Gibraltar radio me répondit la première.

Elle me rappela un peu après et me dit que l'escadre anglaise, en alerte, appareillait pour porter secours. Il était déjà 12 heures 45, le navire français Colomb-Béchar me contacta. Son Cdt se mit à ma disposition.

Je lui dictais un message de secours immédiat adressé au Ministre des P.T.T. et au Ministre de l'Intérieur à Paris. Le message reçu par le navire fut transmis au ministère par la station de Marseille Radio.

Plus tard, ayant rejoint le Bureau Central Radio de Paris, j'ai pu voir la copie du message reçu par la "Gare Centrale Radio" à 13 h 05 et retransmis aux Ministères.

Intervention Forces Armées Françaises possible.

Le général Katz dans son livre parle du statut des FAF qui découlerait des Accords d'Évian (JO du 20 mars) pas du GPRA jamais cite ni reconnu dans ces "accords" ni du fait que l'exécutif provisoire (seule entité reconnue) n'ai pas signé "le protocole Du maintien de l'ordre "C'est Harbi qui le dit et c'est un fait d'où "risque d'intervention" etc. et ils ont raison(membres FLN de l'exécutif) ce fait renforce la possibilité d'intervention des FAF avec une force locale bien mal en point, du fait des désertions en masse vers l'ALN intérieure.(pas prévue comme l'ALN externe dans les accords) Les directives militaires antérieures ont sûrement servies a Katz pour lancer sa note du 20 juin reproduite dans son livre Ensuite que s'est-il passé, la consignation stricte des troupes même devant les agressions de nos ressortissants ,les provocateurs FLN le savaient-ils ? (à mon avis et selon nos informateurs muslims a posteriori oui (voir témoignage ex responsables FLN d'Oran en annexe). Paris pas au courant à démontrer mais a mon avis un caporal comme Katz n'aurait pas sollicité des directives, surprenant, et sans celles-ci avait un prétexte en or pour prendre des initiatives courageuses (c'est là sa faute) mais il n'eut pas l'âme de Von Choltitz a Paris ! Il y eu bien d'autres affaires que le "comité des Affaires Algérie" ne fut pas au courant et le débat reste ouvert pour les collusions pouvoir gaulliste / ALN extérieur comme l'affirme aujourd'hui des intervenants Algériens, le GPRA était considéré par certains comme marxiste (un gag de certains services français), et on était en pleine guerre froide et l'essentiel pour de Gaulle était les essais nucléaires au Sahara le reste..... Tout cela pour démentir ce que dit cet ignorant de Daum (mais non historien) "l'armée française, qui n'avait plus le droit d'intervenir", comme il l'écrit dans son article du Monde Diplomatique et puis au-delà de tout, le simple devoir de protéger ses ressortissants essence et raison d'être d'une Armée en dernier ressort 3 documents essentiels pratiquement inconnus ou inutilisés par journalistes et Historiens

- 1) Le document du groupe FLN de l'exécutif provisoire adressé au GPRA en date du 27 juin 62 qui faute de directives se plaint de ne pouvoir signer " le protocole de maintien de l'ordre " D'où risques d'interventions de l'Armée française après le 2 Juillet en cas de débordements " (citation sources archives du FLN M Harbi)
- 2) Le document Note no 99 du 20 juin 62 du Général Katz à ces unités qui prévoyait l'intervention en cas d'agressions de nos ressortissants (non appliqué ;suite ordres supérieurs) après l'indépendance dans la période transition vers un pouvoir Algérien élu prévu par les accords d'Évian ! (Document reproduit dans le livre de J Katz l'honneur d'un général)
- 3) Le document classifié du 2em bureau d'Oran présentant (dans "Agonie d'Oran vol 3) et <http://etudescoloniales.canalblog.com/archives/2011/12/15/22986756.html> l'ordre du jour du 5 Juillet 62 de L'ALN d'Oujda prévoyant de manière prémonitoire sa vocation de maintenir l'ordre, et sa condamnation du GPRA (texte intégral volume 3 Agonie d'Oran).

Voici des éléments d'archives chères aux historiens mais négligés par certains qui nous reprochaient de nous appuyer que sur la Mémoire ! Quant au film d'Yves Courrière " la guerre d'Algérie " analysé par JF Paya nous avons signalé à Courrière (volume III) qu'il utilisait des images anti datées et manipulées prises à Oran le 5 Juillet sans obtenir de réponses.

Voilà quelques précisions à notre avis utiles pour enrichir les références du dossier relatif au drame du 5 Juillet 62 à Oran Certains historiens disent "origine des coups de feu inconnue" laissant planer un doute sans donner tous les éléments pour juger. Coups de feu initiaux vers 11 h 15 place karghenta et boulevard Joffre sur le défilé FLN structuré qui venait de "la ville nouvelle" on en est pratiquement sûr par divers témoignages tant algériens que PN et militaires (Cdt du service social des armées et sa secrétaire placés sur la terrasse du service social des Armées boulevard Joffre "venant d'un grand immeuble situe plus haut (film Pathé) Capitaine Gaston cité par le Général Katz a vu des tirs venant de la maison de l'agriculture place Karghenta témoignages d'ATO touchés et scouts musulmans ainsi Katz conclut donc sans preuves à des "desperados OAS". C'est ce que les meneurs de l'émeute crient en bas "C'est l'OAS" mais il faut dire que pas un seul tireur européen n'a été trouvé autour de ces immeubles cernés par les miliciens FLN en armes

qui ont envahi les étages et fouillent partout et quoi de plus ressemblant dans la confusion totale à un musulman armé qu'un autre musulman armé qui fait semblant de chercher aussi!

Personne ne pouvait supputer le tir des uns sur les autres ! Et pas beaucoup n'étaient au courant des divergences Oujda GPRA même nos services ont mis le temps à le comprendre voir dans mes archives le document classifié du 2^{em} bureau d'Oran qui vient de découvrir 15 jours après l'Ordre du Jour du 5 juillet de l'EMG d'Oujda, qui prévoyait prémonitoirement qu'il faudra protéger la minorité européenne et que le GPRA n'était pas capable de maintenir l'ordre ni de gouverner l'Algérie. A mon avis les historiens en ne donnant pas tous ces éléments se réfugient dans une fausse neutralité qui nuit à la recherche de la vérité. Maintenant il ne s'agit là que de logique. Pour ma part j'ai eu côté informateurs algériens d'autres certitudes quant à la provocation montée par l'EMG du Maroc et même des auteurs qui sont loin d'être favorables aux PN en ont convenus.

Voir mes textes NOTE SUR LE CHIFFRAGE DES VICTIMES. ON SOUS ESTIME TOUJOURS LE NOMBRE DE CHEFS DE FAMILLES SEULS A ORAN QUI N'ONT PU ÊTRE SIGNALES "DISPARUS" LE 5 JUILLET.

Synthèse des renseignements venant des « correspondants » algériens proches de l'État-Major de la Willaya V de janvier 62 à juin 62. (Sources archives privées) :

A posteriori, on se rend compte que les renseignements d'ordre militaire devenaient de moins en moins importants côté français (la Willaya V intérieure étant réduite à sa plus simple expression avant le 19 mars). C'était surtout à partir des « négociations », la position politique de l'EMG d'Oujda qui importait et son avis sur la contrôle français de la base de Mers El Kébir, sachant que le dit EMG-ALN n'était pas directement impliqué dans ces négociations et de plus en plus hostile au G.P.R.A. dont le président Bkhédja passait pour un « marxiste » voir « pro chinois » pour les français. Ce qui expliquerait le choix de De Gaulle, son poulain F. Abbas ayant été évincé, pour la tendance « extérieure » en apparence plus islamiste : Boumediene / Ben-Bella.

Pour l'EMG d'Oujda la « hantise » était la crainte de la création d'une enclave « européenne » de facto à Oran et ses environs, justifiée par une présence qui se concentrerait des français d'Oranie sur le site amorcée par le « leurre » Gaulliste de la partition, condamnée primitivement par l'OAS (exécution Leroy, Villard) et repris en catastrophe les deux derniers mois par l'OAS d'Oran (Général Gardy)) sur « la plateforme territoriale oranaise » : un des éléments parmi d'autres (éviction totale du GPRA et de ses partisans en Oranie) de la provocation d'Oran du 5 juillet 62, pour faire peur aux Européens et venir « rétablir l'ordre » tout en mettant au pas les opposants (voir liquidation de certains, soit disant « évacué » par Mers El Kébir !) : nous ignorons si une tractation sur la base des éléments A et B a pu exister ? En tout cas pas localement. Le général Katz prévoyant des interventions en « légitime défense », des ressortissants français dans sa note du 20 juin. En tout cas, cette note fut contredite au dernier moment par des ordres de consignes strictes des troupes, alors que le contraire avait été promis, par des tracts et la presse locale (l'Écho d'Oran). « L'armée restera pour vous protéger » les semaines précédentes. Le pouvoir central Français est directement impliqué Katz ne faisant que se parjurer en exécutant les ordres.

De Gaulle et le FLN Objet : "SILENCE D'ÉTAT " le Dernier Livre de J JORDI.

Complots et manœuvres pour chasser les PN d'Algérie voilà ce qu'enseigne le livre de Jordi mais je vais plus loin en essayant de démontrer un lien objectif entre le pouvoir Gaulliste et les "putschistes" Algériens de 1962 de l'Armée des Frontières comme le déclare aussi une certaine opposition Algérienne.

D'AUTRE PART .LE COMITE DES AFFAIRES ALGÉRIENNES AU VU DES ARCHIVES (LIVRE DE M FAIVRE) NE TRAITE PAS DANS LA PROCÉDURE AVEC LE GPRA MAIS (Pages 300 ET 320 RÉUNION DU 5 juillet 62) UNIQUEMENT AVEC "L EXÉCUTIF PROVISOIRE" A QUI LE GENERAL D GAULLE SIGNE UNE LETTRE (A son président Abderrahmane FARÉS) DE RECONNAISSANCE/ RÉUNION DU 5 JUILLET 1ER APRÈS INDÉPENDANCE TOUJOURS RELATIONS AVEC EXÉCUTIF PROVISOIRE INFLUENCE DE BEN-BELLA ÉVOQUE DÉsertION FORCE LOCALE EN SA FAVEUR SIGNALÉE.

Remarquez que ce comité " des affaires algériennes "traite avec "l'exécutif provisoire" (protocoles et conventions additifs à Évian du 28 Août qui nous régissent encore) Voir les Pièces Jointes pour infos à suivre et il devra remettre formellement ses pouvoirs non à GPRA où ALN /Ben-Bella mais à une assemblée élue qu'il ne fera que fin Septembre donc officiellement la France est neutre mais de ce FAIT FAVORISE CEUX QUI VIOLENT dès le 3 Juillet les accords d'Évian (ca dire EMG Oujda et Ben-Bella) MAIS A MON AVIS UN POUVOIR RESPONSABLE NE PEUT PAS NE PAS AVOIR UNE POSITION AU MOINS OFFICIEUSE tout au moins pour certaines clauses de l'application des "Accords" notamment sur les bases militaires et il faut remarquer que dès Juillet certaines autorités Françaises traitent avec l'ALN du Maroc et Ben-Bella en Oranie alors qu'ils ne sont pas au pouvoir (Farès en septembre remet ses pouvoirs à l'assemblée où domine les hommes de Ben-Bella et Boumediene)

NB : De Gaulle n'a jamais rien signé avec le GPRA (échange de lettre) mais avec l'exécutif provisoire et à Évian ses représentants avec le FLN dont faisait partie Ben-Bella !
AUSSI ET PAS FORMELLEMENT AVEC LE GPRA que De Gaulle n'a jamais reconnu (votre courrier)

Enfin le 5 juillet pour Oran les ordres de Katz qui prévoyait intervention en cas "de légitime défense" de nos ressortissants ont bien été changés pour laisser le maintien de l'ordre à l'ALN extérieure (non prévue dans les accords d'ÉVIAN mais aussi on ne peut que remarquer les points de vue de l'opposition Algérienne citée dans <http://etudescoloniales.canalblog.com/archives/2011/11/16/22645173.html>

A la demande de certains J'explique "la relation possible en marge des "accords d'Évian" non signés par ceux de l'ALN du Maroc qui allaient prendre le pouvoir c'est à dire conservation des bases militaires et surtout d'essais Atomiques Françaises contre appuis tacites pour prise de pouvoir ,ouverture des frontières et non possibilité d'enclave Européenne à Oran Kébir en sachant que "la charte de Tripoli" du FLN du 27 Mai 62 prévoyait dans une clause secrète "qu'il fallait encourager les Français d'Algérie à partir et qu'il faudrait progressivement "liquider les accords d'Évian". En tout cas c'est bien ce qui s'est Passé. L'objectif de De Gaulle était avant tout de terminer les essais de sa bombe, le sort des PN et des Harkis lui était indifférent. Si on réfléchit bien jamais un mot de compassion ne fut prononcé par lui !

Jean-François PAYA P/Jtes GPRA Marxiste!!

Exemple de la Position de certains Services Français en Août 1961 lors des Changements au Sein du GPRA.

« Lors de la réunion du CNRA à Tripoli du 9 au 27 Aout 61 les dissensions entre ses membres apparaissent au grand jour, la Tendance « Dure » celle des « Marxistes », l'emporte : Ferhat Abbas est écarté, remplacé par Ben Khedda ancien militant du PPA et du MTLD, les 3 B (Boussouf, Ben Tobal, Belkacem) Issus de la »résistance « intérieure « semblent en perte de vitesse. Les tendances « Socialistes » du nouveau gouvernement sont évidentes. Ben Khedda admirateur de la Chine et de la Yougoslavie (en opposition idéologique!) refuse toute idée d'association avec la France ! «

A notre Avis « Un Gag » qui va faciliter la montée de Ben Bella et de l'EMG opposés à GPRA. Ne pas oublier que l'on est en pleine période de "guerre froide" et que nos services sont obnubilés par le "danger communiste" et qu'il faut aussi faire peur aux Américains qui soutiennent le FLN.

SOURCES : écrits du Colonel Pierre Le Goyet Ancien chef de la section des « Archives Contemporaines » au Service Historique de l'Armée, puis de la section « Études » Membre du comité d'histoire militaire comparée.

Fausses Neutralités Commentaire reçu :

JF PAYA à Raison la Neutralité dans certaines circonstances signifie "prise de position" dans le cas des autorités Françaises sous les ordres de De Gaulle ces dernières étaient responsables avec l'exécutif provisoire de faire respecter les "Accords d'Évian, la pseudo neutralité en fait avantageait "les violeurs" idem pour "LE MALG" ministère armement liaisons générales en réalité service de renseignement et actions Algérien "sous l'autorité d'A Boussouf "neutre" pour la prise de pouvoir en 62 avancé par certains, on peut en douter le rôle du MALG était de protéger le GPRA de tout complot donc neutralité veut dire prise de position en faveur des comploteurs !

Voici ce qu'en disait le commandant Azzedine, ex-responsable de la Zone autonome d'Alger (conférence publique).

Posté par Jean François Paya

RESTER DANS UN DÉBAT HISTORIQUE VALABLE NÉCESSITE DE CITER CES SOURCES ET DE NE PAS ROMANCER

Ce dossier du 5 juillet 62 à Oran n'est pas clos il nécessite une "veille historique" permanente des infos arrivent toujours maintenant faute d'archives puisqu'il n'y a pas eu volontairement d'enquête tant côté Algérien que Français. Nos militaires présents sont très peu enclins à témoigner, un courant se dessine aujourd'hui en Algérie même pour ce faire sur la base de critiques vis à vis du régime issu de ce drame, la provocation des "putschistes" d'Oujda et généralement admise mais l'hypothèse d'un DEAL de facto avec le pouvoir Gaulliste semble logique mais difficile à prouver mais tout s'est passé comme si ! En tout cas à suivre d'autres dossiers dans l'histoire se sont révélés bien après (voir massacre de Katyn) Jean François Paya du cercle Algérieniste du Poitou Synthèse des renseignements venant des « correspondants » algériens proches de l'état-major de la Willaya V de janvier 62 à juin 62.

A posteriori, on se rend compte que les renseignements d'ordre militaire devenaient de moins en moins importants côté français (la Willaya V intérieure étant réduite à sa plus simple expression avant le 19 mars). C'était surtout à partir des « négociations », la position politique de l'état-major d'Oujda qui importait et son avis sur le contrôle français de la base de Mers El Kébir, sachant que le dit EMG-ALN n'était pas directement impliqué dans ces négociations et de plus en plus hostile au G.P.R.A dont le président Benkhédou passait pour un « marxiste » voir « pro chinois » pour les français. Ce qui expliquerait le choix de De Gaulle, (son poulain primitif F. Abbas ayant été évincé,) pour la tendance « extérieure » en apparence plus islamiste : Boumediène / Ben Bella.

Pour l'EMG d'Oujda la « hantise » était la crainte de la création d'une enclave « européenne » de facto à Oran et ses environs, justifiée par une présence qui se concentrerait des français d'Oranie sur le site amorcée par le « leurre » Gaulliste de la partition, condamnée primitivement par l'OAS qui a (exécuté Leroy, Villard) et repris en catastrophe les deux derniers mois par l'OAS d'Oran (Général Gardy). Sur « la plateforme territoriale oranaise » un des éléments parmi d'autres (évacuation totale du GPRA et de ses partisans en Oranie) de la provocation d'Oran du 5 juillet 62, pour faire peur aux Européens et venir « rétablir l'ordre » tout en mettant au pas les opposants (voir liquidation de certains, soit disant « évacué » par Mers El Kébir!) Nous ignorons si une tractation sur la base des éléments A et B a pu exister? En tout cas pas localement, le général Katz prévoyant des interventions en « légitime défense », des ressortissants français dans sa note du 20 juin.

En tout cas, cette note fut contredite au dernier moment par des ordres de consignes strictes des troupes, alors que le contraire avait été promis, par des tracts et la presse locale (l'Écho d'Oran), les semaines précédentes. « L'armée restera pour vous protéger » le pouvoir central Français est directement impliqué, Katz ne faisant que se parjurer en exécutant les ordres. Pour la période transitoire dans l'attente d'un gouvernement Algérien : Facile de dire a posteriori que l'ALN du Maroc n'avait pas besoin d'un prétexte pour prendre le pouvoir à Oran sans connaître les réactions de la France. D'autre part il fallait éviter une trop grande concentration d'Européens à Oran, leur faire peur et s'affirmer comme force d'intervention devant l'armée Française (mais cela nous l'avons dit mille fois!) Quant à la division du FLN à Oran une délégation s'était même rendue à Alger pour contacter le GPRA (colloque de Jussieu par F Soufi et d'autres).

Pouvait-on prévoir les massacres du 5 Juillet à Oran ?

Supputations découlant de la situation stratégique d'Oran mais non fondées à priori à moins de bien connaître les luttes internes du FLN et le fait que l'armée Française ne protégerait pas ses ressortissants. Or se souvenir de la note aux chefs de Corps n°99 / saor / 3 / ope du 20 juin signée général Katz qui prévoit l'usage de la "légitime défense " y compris pour les ressortissants Français après le 3 juillet (non appliquée sur l'ordre du pouvoir central la veille de l'indépendance, avec l'ordre strict de consigner les troupes).

Ordre d'autant plus criminel sur le plan local si on avait su à l'avance mais rien ne l'indique dans les rapports du 2em Bureau même favorables aux PN ni dans ceux de la partie du FLN locale vite débordée par l'extérieur. Pour moi la question reste posée d'un "deal" au plus haut niveau avec ceux qui allaient réellement prendre le pouvoir en Algérie! Deal de facto, non pour le massacre bien sûr, mais pour ne pas intervenir dans le rétablissement de l'ordre. Se souvenir de la note (doc 64 M Harbi) du groupe FLN de l'exécutif provisoire au GPRA du 27 Juin 62 qui faute de directives se plaint de ne pouvoir signer le protocole prévu sur le maintien de l'ordre d'où "Porte ouverte aux risques d'interventions de l'Armée Française après le 2 Juillet en cas de débordements" Dixit (ce protocole ne fut jamais signé).

A la demande de certains j'explique "le Deal" possible en marge des "accords d'Évian" non signés par ceux de l'ALN du Maroc qui allaient prendre le pouvoir c'est à dire conservation des bases militaires et surtout d'essais Atomiques Françaises contre appuis tacites pour prise de pouvoir, ouverture des frontières et non possibilité d'enclaver l'Europe à Oran Kébir en sachant que "la charte de Tripoli" du FLN du 27 Mai 62 prévoyait dans une clause secrète "qu'il fallait encourager les Français d'Algérie partir" et qu'il faudrait progressivement "liquider les accords d'Évian".

En tout cas c'est ce qui s'est bien passé! L'objectif de De Gaulle était avant tout de terminer les essais de sa Bombe le sort des PN et des Harkis lui était indifférent. Si on réfléchit bien jamais un mot de compassion ne fut prononcé par lui!

JF PAYA Tragédie Oran.

Responsabilités (note reçue)

Les institutions issues du suffrage universel (terme d'Évian) en Algérie indépendante n'ont donc été mises en place qu'à fin septembre 1962. Entre temps, le Haut-Commissaire représentant le gouvernement français et l'Exécutif provisoire, doté d'une force locale, devaient assurer le maintien de l'ordre.

La rédaction a été assez floue pour que de Gaulle se sente dégagé de toutes responsabilités durant 3 mois, à partir du moment où le FLN lui garantissait l'usage de la base d'Hammaguir et du Sahara pour expérimenter sa bombe et ses fusées. Du 19 mars et surtout après début juillet 1962, le massacre des harkis et les enlèvements de PN et de soldats français ont donc pu se faire allégrement alors que le Haut-commissariat pouvait et devait intervenir durant au moins 3 mois!

Tous les parfums de l'Arabie n'effaceront jamais cette tache sur le Général et son Armée, et les pierres elles-mêmes crieront quand bien même on multiplierait les Fondations de Gaulle et autres machines à fabriquer sa légende.

LES CAUSES HISTORIQUE DES MASSACRES DU 5 JUILLET 1962 A ORAN

Chers compatriotes il ne s'agit pas de focaliser toute la guerre d'Algérie sur sa conclusion c'est "un créneau" qu'il faut bien étudier pour certains (peu nombreux) de plus motivés pour l'avoir vécu dans ses dessous et ses causes d'autant plus remarquable qu'il est occulté en Algérie (normal) mais aussi en France. Exemple unique dans l'histoire où en présence de leur armée (nombreuse et invaincue) des citoyens désarmés pacifiques résignés non manifestants se font massacrer.

D'autre part ce fut aussi sûrement ponctuellement le jour le plus sanglant de ce conflit (hors guerre) et l'origine du nouveau pouvoir Algérien. Tout ceci mérite attention et difficile d'en parler dans les médias (pas une seule émission télé) même en Espagne pour les raisons diplomatiques que j'ai indiquées.

Maintenant pour les conditions relire les écrits de Mo Harbi, G Meynier et d'autres spécialistes du FLN à priori "les carottes n'étaient pas cuites" pour l'ALN extérieure et l'Oranie était plus près qu'Alger ! Avec ses wilayas 3 et 4 regonflées hostiles à Boumediene (3 mois et des combats pour entrer à Alger).

Donc 1er étape prise du pouvoir à Oran avec prétexte de rétablir l'ordre, pas prévu par Évian donc nécessité feu vert des autorités Françaises contrepartie possible l'accord pour les bases d'essais militaires et pas d'enclave Européenne autour d'Oran (Mers El Kébir) cette éventualité inexistante à Alger (évoquée il est vrai par l'OAS d'Oranie) était crainte par l'état-major ALN d'Oujda. Oran avec les environs était la région la plus "européenne d'Algérie" évidemment la question reste posée?

Mais les effets furent bien cela ! Maintenant difficile de refaire l'histoire avec plus ou moins d'OAS elle fut la résultante inéluctable de la trahison Gaulliste venue trop tardivement pour certains mais c'est un autre débat !

Des provocations par massacres organisés eurent lieu en d'autres circonstances comme en Août 55 à El Halia sans OAS. Et rien ne les justifie surtout quand la guerre est terminée, que la situation est connue des autorités Françaises et qu'elles ont les moyens, le pouvoir et le droit de maintenir l'ordre (des exemples pratiques à Oran l'on démontré) devant la carence de "la force locale" prévue par la déclaration d'Évian qui venait d'être plébiscitée le 1er Juillet en Algérie!

Enfin pour conclure provisoirement la fraction FLN qui dirigeait à Alger avec le GPRA avait tout intérêt à démontrer devant les observateurs internationaux sa capacité de gouverner ce fut bien ce qu'il fallait ruiner pour la fraction extérieure à Oran en se souvenant que des Défilés "pacifiques" du 5 Juillet furent commandités à l'origine par Alger suite à la décision des wilayas de l'intérieur (sauf la V d'Oujda) à Zémorra en Juin 62 et qu'ils furent transformés en émeute provoquée à Oran et chasse aux Européens.

NB : Ne pas trop se faire d'illusions sur les Archives dans ce dossier déjà celles du consulat d'Oran et de la gendarmerie locale il faudrait avoir les authentiques! Celles de l'armée Française qui selon des témoins aurait ramassé et enseveli des cadavres? A moins qu'il n'y ait pas de traces écrites ce qui est possible dans le contexte du moment, dans ce cas cela sort de l'Histoire?

Comme pour les internés du stade municipal! C'est tout le débat sur la fiabilité des archives par omissions surtout lorsque l'on sait qu'il n'y a pas eu volontairement d'enquête! Sous le faux prétexte de Katz que l'ALN n'en voulait pas, lui qui avait dans le passé travaillé dans les services de renseignements et avec de nombreux informateurs Musulmans en Oranie

JF Paya

PAYA JEAN FRANÇOIS - LE 5 JUILLET 1962 A ORAN suite III

Témoignage d'un vieil Algérien Militant du FLN en 1962.

Il est très discret sur les opérations de nettoyages mais enfin l'ensemble est crédible.

J Pierre Lledo

Bien d'accord mais on ne peut demander plus et cela peut ouvrir la voie à d'autres "confidences" voir à une polémique souhaitable pour réveiller la galerie qui se complait dans le silence de part et d'autre en France et en Algérie sur une affaire unique dans l'histoire (pas le massacre mais en présence de l'Armée des massacrés) et le fait que ce fut en somme l'acte fondateur du pouvoir Algérien et ponctuellement le jour le plus sanglant de cette guerre qui était normalement finie (3 raisons d'occultation en France et en Algérie)

Débat en cours notre témoin cite des faits connus dont acte, sauf l'organisation du FLN avant le 19 mars à Oran et ses rivalités internes. Bien sûr à la gare "légitime défense de facto" comme le suggère **A Llobregat** de la section du 8em Rima agressée par la foule lancée par meneurs Ben-Bellistes selon nous pour perturber l'arrivée des émissaires d'Alger. Cependant quelques européens réfugiés dans la gare dont le mari de **Geneviève de Ternant** pharmacien au plateau st Michel épisode très "édulcoré" dans le JMO de l'unité et ces victimes musulmanes mise sur le compte de l'OAS par les meneurs (par commodité les FAF ne devant pas intervenir) n'ont pas du arranger le sort de nos malheureux compatriotes enlevés, puis "disparus" Le témoin branché sur "l'instant" ne donne pas de chiffres qui seraient "à posteriori".

Puis visiblement dérive sur la suite historique des événements en Algérie qui a pu renforcer ses convictions primitives quel que soit la source ce sont les faits qui nous intéressent ce qui nous pousse à faire connaître. A remarquer que ce témoin pour se défendre de la sienne nous renvoie à notre naïveté avec De Gaulle tout aussi "tragique" à notre avis.

JF Paya

TÉMOIGNAGE - ORAN 5 JUILLET 1962

Quarante-sept ans après, il est temps de parler de cette horrible journée du 5 Juillet 1962 Oran. Je faisais partie d'un groupe de responsables de l'organisation FLN de la zone urbaine d'Oran devenue «autonome» après le 19 Mars 1962, car en réalité avant cette date il ne nous restait pas grand-chose en Oranie du point de vue militaire et même pour l'OPA (organisation politico administrative) à Oran ou nous en étions réduits à dépendre de la zone 7 de Sidi Bel abbés où quelques maquis ALN subsistaient péniblement après les ratissages et le verrouillage des frontières par l'Armée Française

Avec les frères Kader et Nejdi, nous étions chargés d'animer une organisation virtuelle de l'UGTA syndicat clandestin. Naturellement, après le 19 Mars et la libération des internés, l'arrêt des poursuites par la police et l'Armée Française, l'organisation s'étoffait et à Oran, on a pu créer une zone autonome (ZAO) qui eut pour tâche principale d'encadrer la population et de mener la lutte contre l'OAS qui devenait notre seul adversaire, avec l'aide des services Gaullistes Français.

La date du référendum du 1er Juillet 1962, formellement dans le cadre des accords d'Évian « arrivait inexorablement l'ALN extérieure d'Oujda, nous avait délégué le Capitaine Bakhti (Némiche Djelloul) originaire d'Oran chargé d'assurer la liaison avec commission de cessez-le-feu et l'armée Française prévue par les accords d'Évian. Bakhti se bombarda chef de la ZAO et une ALN intérieure se constitua avec des cadres libérés et surtout des déserteurs de la force locale équipée et armée par les forces Françaises.

Les derniers commandos OAS quittèrent Oran avec la bénédiction de tous, surtout par le port d'Arzew et des chalutiers qu'ils avaient affrétés vers l'Espagne. A Oran, nous sentions déjà les dissensions internes de l'organisation tirailler entre l'état-major d'Oujda et le GPRA qui arrivait à Alger. Mon groupe avait opté majoritairement pour la légalité avec Alger non par sympathie débordante, mais surtout par méfiance contre cette armée du Maroc qui ne nous avait pas beaucoup aidé lorsqu'ils auraient pu par infiltrations durant la lutte de libération et contre l'OAS, armée plutôt constituée selon nous pour imposer ses points de vue et ses dirigeants que certains d'entre nous considéraient comme «fasciste militaires « opposés au régime démocratique dont nous rêvions pour l'Algérie et prévue par la déclaration du 1er Novembre 1954 du FLN plus nous prenions de coups à l'intérieur plus cela semblait arranger les gens de l'extérieur tant ils étaient certains de gagner avec la politique gaulliste après 1959.

L'armée Française manipulée n'avait d'autre choix que d'éradiquer l'intérieur et encore Boumediene n'entra en Alger qu'en Septembre 1962 après des combats avec des willayas de l'intérieur. Le 1er Juillet 1962 avec l'indépendance, le maintien de l'ordre jusqu'à des élections libres, devait être assuré par l'exécutif provisoire avec l'aide d'une force locale et d'une police auxiliaire (ATO) selon les accords d'Évian. L'ALN extérieure ou intérieure n'étant pas prévue, tout cela était très formel, mais la France pouvait l'exiger et intervenir en cas de carence.

Le général Katz (FAF) à Oran avait prévu dans un ordre du jour à ses unités «que l'Armée Française n'interviendrait plus, sauf en cas de légitime défense d'elle-même et de ses ressortissants». Nous le savions et donc avons nous a mis en garde nos compatriotes contre des exactions sur les Européens pour ne pas donner prétexte aux FAF d'intervenir et aussi par principe d'une Algérie multi-ethnique.

Le 3 Juillet date officielle de l'Indépendance, défilé de l'ALN intérieure reconstituée sur les boulevards extérieurs dans un enthousiasme indescriptible, constitution d'un comité de réconciliation avec les représentants des Européens, discours lénifiants en attendant un préfet qui devait être nommé par Alger ou le GPRA respectueux des accords avait refusé la démission de l'exécutif provisoire, mais avait demandé, relayé par radio Alger, de fêter l'Indépendance le 5 Juillet 1962, en mémoire de la reddition d'Alger en 1830. A première vue l'EMG d'Oujda était contre puisque la chose était télécommandée par ses rivaux d'Alger qui l'avait dissout avec le Colonel Boumediene démit de ses fonctions par le GPRA.

Décidés à suivre les directives de notre gouvernement légal, nous organisons cette manifestation que nous voulions pacifique pour montrer la maturité de notre peuple à la presse internationale, et l'adhésion au gouvernement Algérien après, des préparations houleuses avec les Ben-Bellistes, et partisans de l'EMG du Maroc qui nous promirent les pires avatars.

Et voilà, après un défilé ordonné des mouvements de jeunesse, scouts recrutés en masse depuis le 19 mars, syndicalistes, mouvements féminins etc. suivi par une foule considérable venue de toute la région. Vers 11 heures, des tirs sur ce défilé après le passage devant la grande Synagogue Bd. Joffre et place Karghenta, deux petits scouts sont gravement atteints et un ATO blessé, des meneurs se déchaînent «c'est l'OAS» excitant la foule chauffée à blanc et le massacre de tout ce qui était européen commence de manière anarchique se poursuivant avec l'attaque de la gare d'Oran vers 13 heures. Où des émissaires d'Alger étaient présumés arriver.

L'Armée Française en poste à la gare tire au FM, de nombreux morts et blessés qui ramenés en ville nouvelle proche furent mis sur le compte de l'OAS par des agitateurs irresponsables. Ensuite, pour préserver certains Européens et pour contrôle d'identité, on nous disposa de listes de suspects OAS fournies par des gardes mobiles Français. Des arrestations se pratiquent dans la plus grande confusion par n'importe qui dans le plus désordre amenés au commissariat central où internés au palais des sports, et au stade municipal aussi dans des lieux privés à Lamur en zone musulmane.

Les FAF consignées depuis la veille n'interviennent pratiquement pas et les gendarmes mobiles Français prennent position dans l'après-midi dans la ville européenne déserte et seulement là, aux principaux carrefours sans s'avancer plus pour délivrer leurs compatriotes (lorsqu'il y a eu intervention les otages furent libérés sans affrontements)

Les appartements des immeubles d'où sont venus les tirs sont visités, des hommes amenés, mais aucune arme trouvée sauf celles des nôtres en civil ou treillis militaires qui courent et se croisent dans les étages sans aucun contrôle ni encadrement ordonné, allez savoir qui a tiré, mais à postériori, nous avons notre idée la dessus.

Ensuite des otages sont exécutés de façon sommaire par des bandes plus ou moins organisées au petit lac et ailleurs, aussi pendant la nuit, nous ne contrôlons plus rien! Bahti a disparu quelques heures.

Le lendemain l'ALN du Maroc dont le gros n'arrive que le dimanche 8 Juillet faute de transports, à un prétexte en or pour prendre le pouvoir et maintenir l'ordre en mettant en place son préfet, nomination qu'Alger subjugué dut entériner de facto.

Certains de nos frères de l'organisation d'Oran durent se cacher quelques jours craignant des exécutions sommaires et des règlements de compte et nous dûment à contre cœur faire amende honorable aux putschistes d'Oujda (qui ne sont pas partisans de conserver une forte minorité européenne par idéologie mais aussi pour se partager le butin de guerre) comme l'a dit Mohamed Harbi, naïfs comme les Européens avec De Gaulle, nous avons appris ce qui allait être la stratégie provocatrice et criminelle des services spéciaux de Boumediene (Colonel) qui s'est poursuivie jusqu'à nos jours avec la disparition de milliers d'Algériens et d'autres provocations par la suite, que les coupables se reconnaissent.

Mais pardon pour cette naïveté tragique à nos frères Oranais européens et juifs qui ont vu trahis les idéaux de notre révolution d'une Algérie multiethnique et fraternelle qui devait effacer les combats légitimes de chacun. AMANT ALLAH! CHEIK BENZAOUÏ (pour l'amour de dieu, je vous en prie).

Document charniers - Le coin du popodoran

Document ALN du 5 juillet 1962 – études coloniales-

15 déc. 2011 – l'Armée française en Algérie en juillet 1962 :

RAPPELS Andogènes (Question posée au référendum du 1er juillet 1962)

Notes JF Paya

Question posée au référendum du 1er juillet 1962 «Voulez-vous que l'Algérie devienne un état indépendant coopérant avec la France dans les conditions définies par la déclaration d'Évian du 19 Mars 1962»

-Déclaration de Bastien Thiry à son procès «Même si je suis en désaccord avec ces accords, ceux qui les ont fait passer étaient chargés de les faire appliquer»

- En droit international un accord est valable à condition que les 2 parties l'appliquent dès le départ et l'intervention de l'ALN n'était pas prévue. En cas de carence de la force locale l'Armée française pouvait et devait intervenir en légitime défense comme prévu dans un communiqué précédent de Katz diffusé à toutes les unités le 20 Juin 62 avec la liste des unités présentes à Oran sous son commandement.

Nous avons réclamé vainement les véritables archives c'est à dire les cahiers du consulat où étaient déposées "les plaintes" que nous avons vus "une plainte" pouvant recouvrir plusieurs personnes ! Quant aux J.de Marche et d'Opérations JMO de certaines unités ils ne pouvaient que signaler des "enlèvements" ponctuels et beaucoup ne se sont pas adressés à des unités de l'Armée après leur carence et leur non visibilité mais plutôt au consulat et à l'ALN du Maroc qui semblait rétablir l'ordre. Pour ma part (naïfs) avec une délégation nous avons contacté le Capitaine Bakhti le Dimanche 8 Juillet au collège Ardaillon où son État-Major était basé. Aussi contactés les gendarmes (blanche Square Garbé) de la judiciaire qui ne dépendaient pas de Katz et qui en bons policiers avaient commencé une enquête avec photos de cadavres, témoignages etc.. Elle a disparue et depuis la chape de plomb est tombée.

PAR JEAN FRANÇOIS PAYA cercle Algérieniste du Poitou

À PROPOS DES MASSACRES DU 5 JUILLET A ORAN

Journal d'un Prêtre en Algérie ORAN 1961 – 1962 Michel de Laparre

Ce livre capital d'un témoin et d'un acteur de terrain a été « snobé » et négligé par la plupart si non tous les historiens qui ont prétendus étudier cet épisode dramatique du début de l'indépendance en Algérie sauf dans « l'Agonie d'Oran » 3 volumes de témoignages et d'enquêtes sous la direction de Geneviève de Ternant (éditions Gandini) qui lui consacre 10 pages dans le volume 2.

D'ailleurs ces livres aussi pionniers de ce dossier ont été très peu exploités et cités dans les différentes études sur le sujet (sauf enquête de JF Paya qui y est partiellement incluse) Pourquoi alors n'y a-t-il jamais eu d'enquête officielle et très peu d'archives souvent caviardées ou édulcorées? Bien sur il s'agit d'une chronique de faits et d'événements qui sont souvent rapportés au Père dans son patronage de St Eugène rare les nombreux visiteurs souvent militaires. Il n'a pas tout vu et cela est livré brut d'émotion et sans sélection qualitative pro ou anti OAS où FLN ; mais c'est un journal précieux pour un historien digne de ce nom qui utilise volontiers avec les réserves d'usage ce genre de document (avec d'autres) dans toutes les études historiques même pour ceux qui sont écrits à posteriori (sans parler du Coran de la Bible où des évangiles) Ce document fut écrit au jour le jour Dont Acte.

Mais revenons au jour tragique du 5 juillet que nous avance-t-il? En vrac vers 11 heure le père « fait un tour en ville » au centre cohue, foule Musulmane quelques Européens circulent apparemment sans problèmes il rejoint son dispensaire (nous avons le témoignage d'un mandataire aux halles aujourd'hui à Perpignan qui y a passé toute la matinée avec ses collègues Musulmans sans rien savoir).

A St Eugène on entend des coups de feu au loin sans plus ! Les jours d'après on apprend les horreurs qui se sont passées au centre-ville les disparitions, les morts, les bruits alarmants courent mais on ne sait rien de ce qui s'est passé dans les quartiers Musulmans ni en périphérie au stade Municipal où de nombreux survivants qu'on ne reverra plus ont été amenés. Note capitale selon des officiers de l'état-major "cette attaque contre les Français mais surtout l'ouverture des hostilités entre FLN Ben Bella / Ben Khedda" donc, on sait mais pas d'enquête pas d'archives! On rapporte des interventions d'officiers courageux qui ont agi seuls et qui ont sauvé des gens! Épisode de la gare à l'arrivée du train d'Alger où l'armée Française a tiré sur les émeutiers (section 8èm rima très édulcoré dans le JMO)

Lundi 9 Juillet le Père reçoit 2 officiers supérieurs de l'état-major Marine qui parlent de « l'ALN du Maroc qui est arrivée hier « bien armée et disciplinée» (dimanche 8 Juillet c'est ce que nous avons toujours avancé selon nos témoignages personnel de terrain) on parle de 150 corps de victimes carbonisés du Cdt Grusset qui a eu les yeux arrachés. On parle aussi de la RTF qui rassure et qui abonde dans le sens du FLN qui prétend que ces exactions sont le fait de bandes incontrôlées qui vont être durement châtiées (mis en scène de Pont St Albin par Bakhti) mais personne n'a vu la suite.

Le 11 Juillet sur les bus heure de vérité inscriptions à bas le GPRA vive Ben Bella chiffre avancé de 700 victimes. La lutte est commencée entre les fractions FLN, le sous-directeur de la poste raflé par les ATO le 5 avec 1000 autres conduits au stade avait été relâché vu ses fonctions, vu au volant de sa voiture mais disparu depuis.

Jeudi 12 Juillet visite éclair de Ben Bella à Oran qui retourne à Tlemcen attendre prudemment la suite de événements Le 14 Juillet les autorités musulmanes reconnaissent officiellement que ce sont leurs francs-tireurs qui avaient organisés l'affaire ce qui nous fait paraître encore plus amer le premier mouvement du gouvernement Français et de la RTF qui avaient de mettre cela à notre compte. On a vu plusieurs camions de cadavres ramassés au hasard dans les rues jetés au petit lac avec les enlèvements des jours précédents cela ferait 800 disparus (Tient cela correspond au chiffre cité par le lieutenant JP Chevènement attaché au consul de France) Suivent d'autres témoignages et d'autres horreurs et la description du terrible exode qui vide la cité de la majorité de sa population Française.

LE BUT EST ATTEINT. VOICI UN RÉSUMÉ DE CETTE CHRONIQUE CAPITALE QUI AVEC D'AUTRES ÉLÉMENTS BIEN SUR AURAIT DU INTÉRESSER NOS HISTORIENS.

Correspondance suite au journal du père Delaparre en Algérie 1961-1962 Sujet : Fw: Bruno Etienne et de Laparre.

Familles de disparus du 5 Juillet (Viviane, Jo) et les autres j'ai besoin de votre avis sur ces éléments et sur le texte du RP Delaparre à rajouter aux dossiers "preuves" qui sont sur Google ("jean François paya") cela conditionnera la suite des recherches qui se poursuivent aujourd'hui en Algérie via certains contacts réactivés.

NB : j'ai expédié le dossier à J Monneret je suis prêt à collaborer avec toutes les bonnes volontés quelques soient les origines ; les opinions et les divergences.

Bien cordialement JF. P

Viviane:

Bonsoir Jean François

J'ai pris connaissance de votre message seulement ce matin, mon ordinateur était en panne. Sur le témoignage du Prêtre, je relève que le 5 Juillet à 11 h, il a fait un tour en ville et que tout était tranquille, je pense qu'il se trompe sur l'horaire et qu'il s'agit de 10 heures et non 11 heures, c'est l'heure ou tout a

basculé au centre-ville, je me trouvais Bd Seguin, la foule était surexcitée et les coups de feu ont commencés à retentir.

Le centre-ville, Bd Séguin, rue d'Arzew, place Jeanne d'Arc, le quartier juif, la grande poste ont payés un lourd tribut. Je sais par des témoignages que tous les quartiers ont été touchés.

Le 7 Juillet, je me suis présentée avec maman à l'hôpital d'Oran pour rechercher mon père, on nous a interdit l'accès, nous sommes restés à l'extérieur, j'ai discuté avec un journaliste américain qui m'a affirmé qu'ils avaient emmenés 1000 ou plus de personnes au Palais des Sports, que sont-ils devenus ? Je n'en sais rien.

J'ai su également par un militaire Français que l'armée Française était intervenue vers 17 heures pour charger les corps des victimes, il y a donc un charnier dont l'armée Française connaît l'emplacement, il s'agit de plusieurs camions soit plusieurs centaines de corps. Quant aux rivalités inter Algériennes seuls les autorités Françaises et Algériennes détiennent la réponse.

En tapant, ce texte, je n'ai pas pu retenir mes larmes 47 ans, la douleur de cette journée est toujours présente.

Amitiés Viviane

Réponse de JF. P

Chère Amie

Désolé de vous avoir fait remémorer ces instants terribles moi j'étais à Ain-Temouchent et ne suis entré à Oran que le Dimanche 8 Juillet rechercher 2 amis (comme des frères) instituteurs qui avaient disparus (rien retrouvé, même pas la voiture j'étais cependant accompagné d'un de leur collègue responsable du FLN avec ordre de mission du sous-préfet resté en place sous l'autorité de l'exécutif provisoire. L'ALN du Maroc arrivait aussi "pour rétablir l'ordre " et en réalité prendre le pouvoir grâce à la provocation que ses responsables avaient suscité (mais cela su bien plus tard). C'est eux qui avaient fait tirer vers 11h15 sur le défilé de scouts musulmans Bd Joffre et place Karghenta pour exciter la foule.

Vous avez raison pour l'heure du père Delaparre et il a du remonter avant 11 heures à st Eugène. Pour le palais des sports aussi et le stade F Duparc un seul rescapé retrouvé et pas d'archives mais des témoins musulmans qui eux n'ont pas participé aux tueries et pour certains pensaient mettre nos compatriotes selon eux à l'abri. Mais cela est inconnu pour nos "historiens" ne jurant que par les archives si bien qu'en alignant des "enlèvements" signalés à certaines unités (aléatoire) on en est arrivé à 365 victimes. Mais on a pas eu les VRAIES ARCHIVES relevées par le consulat de France, les 800 de Chevènement plus les isolés non déclarés à Oran (voir mon estimation d'hommes seuls à Oran 6500 à ce jour) et les 440 plaintes du consul Herly qui avait oublié qu'une plainte pouvait être multipliée par X (une famille) 2 pour moi. Enfin le document du 5 juillet d'Oujda retrouvé bien plus tard par le 2em bureau militaire d'Oran. Que dire encore de ces familles qu'on a fait taire tant côté Algérien que Français en jouant sur le risque de mettre en danger "des disparus" alors qu'une négociation secrète aurait été menée!!!

Allégation fausse qui a pu durer plusieurs années. Voilà pourquoi je déplore qu'un travail collectif n'ait pas été mené au lieu de sortir du papier chacun de son côté. Mais rien n'est perdu et forcément la synthèse se fera.

Amicalement Jean François Paya

PAYA JEAN FRANÇOIS - LE 5 JUILLET 1962 A ORAN suite IV

Vérité sur le 5 Juillet 1962 à Oran (suite) Jean-François PAYA

Additif voir les documents joints dans l'article et commentaire ci-dessous:

Pour la période transitoire dans l'attente d'un gouvernement Algérien, facile de dire à posteriori que l'ALN du Maroc n'avait pas besoin d'un prétexte pour prendre le pouvoir à Oran sans connaître les réactions de la France (rupture des accords d'Évian). D'autre part, par peur il fallait éviter une trop grande concentration d'européens à Oran, et s'affirmer comme force d'intervention devant l'armée Française (mais cela nous l'avons dit mille fois).

Quant à la division du FLN à Oran, une délégation s'était même rendue à Alger contacter le GPRA (colloque de Jussieu par F Soufi et d'autres). Débat sur les causes des massacres d'Oran du 5 Juillet 62 qui auraient pu être évités si l'Armée Française avait protégé ses ressortissants mais la prise du pouvoir par l'extérieur alors rendue plus aléatoire.

Pour mémoire:

Nous avons écrit il y a quelques années au sujet de la prise du pouvoir en Algérie "Non les carottes n'étaient pas cuites" pour l'ALN extérieure et l'Oranie était plus près qu'Alger. Avec ses willayas 3 et 4 regonflées hostiles à Boumediene (3 mois et des combats pour entrer à Alger), donc première étape prise du pouvoir à Oran avec prétexte de rétablir l'ordre. L'ALN non prévue par Évian donc nécessité non intervention des troupes Françaises. En contrepartie possible l'accord pour les bases d'essais militaires et pas d'enclave Européenne autour d'Oran-Mers-El-Kébir, cette éventualité était inexistante à Alger (évoquée il est vrai par l'OAS Oranie) était crainte par l'état-major ALN d'Oujda. Oran avec les environs était la région la plus "européenne d'Algérie" évidemment la question reste posée? Mais les effets furent bien ceux-là! Maintenant il est difficile de refaire l'histoire mais c'est un autre débat.

J-F PAYA

Additif/ Mars 2011

Selon des informations nouvelles d'origine des ex secrétaires militaires à l'État-major ALN d'Oujda en 1962, les craintes non fondées mais latentes dans ce milieu très "marocanisé" d'une possibilité "d'Enclave Européenne" de facto autour de la ville d'Oran à l'instar des cités de Ceuta et Melilla restées Espagnoles depuis 1494 eu égard à leur forte population d'origine ibérique. D'autant que la France conservait la base de Mers-El-Kébir si les "accords" étaient respectés par les "putschistes d'Oujda" et surtout les bases d'essais Atomiques du Sud.

J-F PAYA

DOCUMENT CORROBORANT NOTRE ENQUÊTE

Article «Le Soir d'Algérie»

COMMÉMORATION DU CINQUANTENAIRE DE L'EMG.

Le pouvoir, les troupes et la légalité révolutionnaire.

L'état-major général (EMG) a voté contre les accords d'Évian. C'est loin, certes, d'être une révélation mais il importe toujours que des acteurs de la Révolution en fassent le rappel. Parmi ceux-là, le commandant Azzedine qui reste l'un des rares à tordre le cou aux usurpations historiques.

Sofiane Aït-Iflis - Alger (Le Soir) - On ne reparle pas de la création de l'état-major général comme d'une épopée au-dessus des critiques. Cela se vérifie à chaque fois que la mémoire est sollicitée pour témoigner de cet épisode de la guerre de Libération nationale. Cela a été précisément le cas hier, au forum d'El Moudjahid qui a abrité une commémoration du cinquantenaire de la création de l'EMG et où le commandant Azzedine a relaté la vérité historique telle que vécue. Non seulement cela mais aussi la vérité historique dans ses prolongements futurs, ses implications post-indépendance. Il en ressort, en définitive, que l'état-major général, dirigé à l'époque par Houari Boumediene, s'est inscrit, dès sa mise sur pied, dans la logique de la prise de pouvoir. Aussi ce dernier s'était-il attelé à gripper la machine du Gouvernement provisoire de la république algérienne (GPRA) et à sectionner les cordons de cohésion du Conseil national

de la révolution algérienne (CNRA). En fait, plus prosaïquement, l'état-major général, dès sa création, activait à couper l'herbe sous le pied des structures intérieures de la Révolution, c'est-à-dire les wilayas de l'intérieur, et ce, dans la perspective de mettre main basse sur le pouvoir une fois l'indépendance acquise. Et cette logique du pouvoir a indiqué à l'EMG de se mettre en porte-à-faux avec le GPRA qui, lui, était favorable à la négociation des accords d'Évian pour l'indépendance nationale.

Il vota contre ces accords, témoigne le commandant Azzedine. Cependant, il fera contre mauvaise fortune bon cœur, en ce sens qu'il ne tenta point de saborder le processus. Le commandant Azzedine dut démissionner en 1960 de l'EMG en pleine réunion du CNRA. Lui, légaliste, s'opposait au congrès de Tripoli. Un congrès qui n'avait pas lieu d'être, encore moins de se tenir à l'étranger, d'autant que les textes du CNRA, de la Révolution, donc, attestaient qu'après le congrès de la Soummam en 1956, le prochain congrès devait se tenir, après l'indépendance sur le sol de l'Algérie libérée. «J'ai retiré mes billes du jeu, car j'étais légaliste» a témoigné le commandant Azzedine qui, au passage a expliqué que la crise entre l'EMG et le GPRA est véritablement née à Tunis pour éclater avec fracas à Tripoli. C'est à Tripoli que l'EMG et ses partisans détruisirent le CNRA et égorgèrent le GPRA. L'EMG, fort de l'armée des frontières qu'il a structurée et des appuis internationaux qu'il s'est assuré, a organisé et réussi la prise de pouvoir. Même la réunion des Wilayas II, III, IV, la Zone autonome d'Alger et les Fédérations de Tunisie, Maroc et France du 25 juin 1962 à Zemmoura n'y a rien pu contre l'EMG. L'initiative fut inopérante devant le forçage de l'EMG. Le journaliste Mohamed Abbas qui pioche de ce côté-ci de l'histoire, a attesté lui que «l'Algérie n'est toujours pas sortie de l'ère EMG», ceci même s'il encense quelque peu feu Houari Boumediene à qui il reconnaît l'intelligence d'avoir assis son action politique sur des programmes. Mohamed Abbas a considéré aussi que les années 1980 ont accouché de l'anti-EMG, en ce sens dit-il, qu'il y eut remise en cause des projections de l'EMG, version Boumediene. Mais visiblement, ce n'était qu'un interlude puisque Abbas soutient que le pays est toujours sous l'ère de l'EMG. Plus clairement il s'est opéré une réappropriation du pouvoir par les l'EMG, dans sa conception originelle, sinon par sa déclinaison présente, en l'occurrence l'armée.

S. A. I. EN MARGE D'UNE CONTROVERSE Sur les causes du massacre d'Oran du 5 juillet 1962.

Pour info et piste de recherche "DEAL" De facto ALN / Pouvoir Gaulliste

Difficile de prouver le "deal" mais tout se passe comme si les effets justifiaient la cause et en histoire cela compte (L'ordre de consigner les troupes arrive la veille alors que Katz avait prévu dans une directive 99 du 20 Juin l'intervention possible des troupes "en cas de légitime défense de nos ressortissants" après l'indépendance)

Besoin de l'accord des putschistes d'Oujda opposés à Évian pour garder les bases militaires d'essais: Jean Monneret et d'autres ne donnent aucune raisons spécifiques a Oran, si non des généralités valables pour toute l'Algérie pour un massacre "spontané"(alors que le film de JP Lledo nous apprend qu'aucun ne le fut !) Sur des questions ponctuelles ou il ne répond pas. aucun texte valable dans ses annexes sauf un du 17/5/61 antérieur au 5 juillet (il avait avancé une quantité d'archives /même pas référencés des fameux JMO sur "les enlèvements " signalés à certaines unités et pas des "disparus" ce qui est plus large signalés a Oran et en France pour les isolés ;(familles parties) P111 il suggère responsabilités des Oranais Donc si la provocation de la foule est admise de toutes façons (Deal ou pas) dans ce contexte nous avons raison et certains avertissements ont circulés la veille ! Mais aller sur notre site et plus loin les cahiers du Révérend Père Delaparré négligés par les "historiens"

ORIGINE DES COUPS DE FEU ET DE LA PROVOCATION INITIALE

Certains historiens disent "origine des coups de feu inconnue " laissant planer un doute sans donner tous les éléments pour juger. Coups de feu initiaux vers 11 h 15 place karghenta et boulevard Joffre sur le défilé FLN structure qui venait de "la ville nouvelle" on en est pratiquement sûr par divers témoignages tant algériens que PN et militaires (commandant du service social des armées et sa secrétaire placés sur la terrasse de leur villa Boulevard Joffre "venant d'un grand immeuble situé plus haut film Pathé) Capitaine Gaston cité par Général Katz vu des tirs venant de la maison de l'agriculture place Karghenta témoignages d'ATO touchés et scouts musulmans aussi bien sûr Katz conclu sans preuves à des "desperados OAS"

C'est ce que les meneurs de l'émeute crient en bas "C'est l'OAS" Mais il faut dire que pas un seul tireur européen n'a été trouvé autour de ces immeubles cernés par les miliciens FLN en armes qui ont envahis les étages et fouillé partout et quoi de plus ressemblant dans la confusion totale à un musulman armé qu'un autre musulman armé qui fait semblant de chercher aussi ! Personne ne pouvait supputer le tir des uns sur les autres ! Et pas beaucoup n'étaient au courant des divergences Oujda GPRA même nos services ont mis le temps à le comprendre voir dans mes archives le document classifié du 2^{ém} bureau Oran qui vient de découvrir 15 jours après l'Ordre Du Jour du 5 juillet de l'EMG d'Oujda, qui prévoyait prémonitoirement "qu'il faudra protéger la minorité européenne et que le GPRA n'était pas capable de maintenir l'ordre ni de gouverner l'Algérie.

A mon avis les historiens en ne donnant pas tous ces éléments se réfugient dans une fausse neutralité qui nuit à la recherche de la vérité. Maintenant il ne s'agit-là que de logique pour ma part j'ai eu côté informateurs algériens d'autres certitudes quant à la provocation montée par l'EMG du Maroc et même des auteurs qui sont loin d'être favorables aux PN en ont convenus, voir mes textes sur NOTE SUR LE CHIFFRAGE DES VICTIMES

Pour la période transitoire dans l'attente d'un gouvernement Algérien / Facile de dire à posteriori que l'ALN du Maroc n'avait pas besoin d'un prétexte pour prendre le pouvoir à Oran sans connaître les réactions de la France? D'autre part il fallait éviter une trop grande concentration d'Européens à Oran, leur faire peur, et s'affirmer comme force d'intervention devant l'armée Française (mais cela nous l'avons dit mille fois!) Quant à la division du FLN à Oran une délégation était même rendue à Alger contacter le GPRA (colloque de Jussieu par F Soufi et d'autres). Débat causes des massacres d'Oran du 5 Juillet 62 qui auraient pu être évités si l'Armée Française avait protégé ses ressortissants, mais la prise du pouvoir par "l'extérieur" rendue plus aléatoire.

Extrait «les règles énoncées par la présente déclaration d'Évian générale et les déclarations jointes entreront en même temps en vigueur. L'Exécutif provisoire organisera, dans un délai de trois semaines, des élections pour la désignation de l'Assemblée nationale algérienne à laquelle il remettra ses pouvoirs » sauf que le délai durera plus de 2 mois vu les luttes Algériennes internes ce qui théoriquement rallongeait les pouvoirs de l'exécutif et le statut prévu notamment en matière de maintien de l'ordre (couverture possible pour les autorités Françaises "non utilisée" pour défendre leurs ressortissants et supplétifs)

LES GARANTIES ÉTAIENT LÀ ! IL FALLAIT LES PRENDRE sans compter LE ROBINET FINANCIER / CI DESSOUS " ORIGINE DU POUVOIR ALGÉRIEN "sources algériennes négligées par certains comme ce témoignage.

Laissant les politiques se charger des négociations d'Évian, et après la sortie des cinq historiques de prison, l'état-major général sous Boumediène trouve le moment propice pour actionner le coup d'état contre le GPRA. (Initié par la provocation d'Oran le 5 juillet). Pour donner du poids à ce coup de force, il fallait une couverture politique via un des historiques. Seul Ben Bella, animé aussi par l'amour du pouvoir, accepta l'offre de l'EMG. En légalistes, Aït Ahmed et Boudiaf refusèrent de cautionner le putsch. L'armée de Boumediène avait un double atout considérable, sa force et son unité favorisés par un long travail d'endoctrinement. Mais elle n'avait que peu de répondants dans la société algérienne et son leadership était rejeté par plusieurs wilayas. Il fallait à Boumediène de bien faire jouer le prestige de Ben Bella pour s'implanter politiquement.

Si cela permet le débat ? Pourquoi pas.....

NOTE CERTAINE PRESSE ALGÉRIENNE RÉCENTE.

Accords secrets d'Évian strictement respectés Seule chose qui importait pour de Gaulle "Tout a commencé au début des années 1950, quand l'armée coloniale procède, dans ce centre de tirs d'essais installé sur un plateau calcaire dominé par les falaises d'Oued Namous, à des manœuvres de tir d'armes chimiques et bactériologiques. Après sept ans de guerre de libération, les indépendantistes du FLN et l'ex-métropole entament des négociations à Évian qui déboucheront sur un accord de cessez-le-feu et l'organisation d'un référendum d'autodétermination. Mais les accords d'Évian contenaient une annexe secrète la France conservera durant une période de cinq ans quatre centres d'essais au Sahara : Reggane et In Ekker, pour le nucléaire, Colomb-Béchar (futur B2-Namous) pour les armes chimiques et bactériologiques, et enfin Hammaguir pour la balistique et les fusées spatiales. À l'échéance du délai convenu, Alger et Paris confirment officiellement la fermeture de tous les sites sahariens de l'armée française. Sauf celle de B2-

Namous. Guerre froide et course aux armements incitent Charles de Gaulle à demander à Boumediene la prorogation de l'accord pour le maintien du centre de Beni Ounif. Contre toute attente, le leader algérien concède une période supplémentaire de cinq ans. Il impose cependant une condition : B2-Namous sera exclusivement une affaire militaire. En d'autres termes, pas question d'y associer ou d'en informer les circuits diplomatiques, donc Bouteflika. Un accord-cadre est secrètement signé, le 27 mai 1967, entre l'ambassadeur de France (contrairement à Alger, Paris n'a aucun a priori à l'égard des autorités civiles) et le commandant Abdelkader Chabou, secrétaire général du ministère de la Défense et homme fort de l'armée algérienne

PAYA JEAN FRANÇOIS - suite V

LA TRAGÉDIE DISSIMULÉE DE J MONNERET ET ENFIN SORTIE DU LIVRE DE JJ JORDI 40 ANS APRÈS NOS ANALYSES

C'est avec un vif intérêt que j'ai pris connaissance du livre de Jean Monneret "La tragédie dissimulée – Oran 5 Juillet 1962" en considérant qu'est très positif tout ce qui contribue à lever le voile sur ce drame occulté même si nous avons des désaccords. C'est ce que j'avais dit publiquement à l'historien algérien Fouad Soufi au colloque de Jussieu en 2002 "au moins que l'on en parle".

A mon avis ce drame est significatif des premiers jours de l'Algérie indépendante, hors conflits, plus que ceux qui ont eu lieu de part et d'autres en pleines actions de guerre et de terrorisme abordés plus abondamment, selon les tendances et les opinions.

Mais venons en directement aux faits, notre ami comme beaucoup d'historiens se méfient de la mémoire et travaillent surtout sur les archives : mais faut-il encore qu'il y en ait, qu'elles soient fiables et qu'elles ne soient pas édulcorées ou caviardées, j'avoue que muni de dérogations le chercheur dispose de sources d'investigations non négligeables, mais je suis resté sur ma faim. En effet, plusieurs nouveaux documents sont cités dans cet ouvrage mais presque tous antérieurs au 5 Juillet (par exemple en annexe, un document 2ème Bureau du 17/05/62) et peu de chose de nouveau sur cette journée, car comme je l'avais signalé dans la quarantaine de pages que j'avais écrit pour L'Agonie d'Oran (Monneret n'en utilise que deux extraits d'un article, forcément synthétique). Il n'y a pas eu d'enquête effectuée et on ne peut trouver ce qui n'existe pas! Les seuls dossiers cités du 2ème Bureau (p150) n'analysent pas les causes et les responsabilités (voir l'affaire d'un présumé tué par l'armée Française en Côte d'Ivoire?) mais sont relatifs à un recensement non exhaustif de certaines disparitions signalées par différents services dans le désordre d'une population affolée qui quittait le territoire : 453 signalements ramenés à 365 après soustraction de gens retrouvés sans qu'on soit assuré qu'il y ait eu confrontation des deux listes et en faisant abstraction comme nous l'avons souvent dit de très nombreuses personnes isolées surtout de sexe masculin (famille déjà parties) qui de ce fait n'ont pas pu être signalées sur place, plus tard en France, elles n'ont pu être ciblées le 5 juillet (déclarations d'absence sur les lieux de résidence familiale), c'était des conditions différentes de la période antérieure qu'avait étudié avec brio notre auteur.

Par ailleurs, il aurait été intéressant de confronter ces chiffres à celui des 800 disparus du 5 Juillet (dixit) que déclare être chargé de rechercher Jean Pierre Chevènement – Attaché Militaire au Consulat d'Oran après l'Indépendance, selon lui, il n'en a retrouvé aucun ! (voir son ouvrage). Le Consul M. HERLY déclara plus tard que ses services avaient enregistré 440 plaintes à Oran. Mais pour être passé personnellement au Consulat en cette période, déclarer des amis disparus, j'ai pu constater qu'une plainte pouvait recouvrir plusieurs personnes et qu'on délivrait un récépissé au déposant ! Quant aux victimes musulmanes (près de 80), rien ne prouve qu'elles aient été toutes exécutées par l'ALN locale (reconstituée après le 19 mars) qui a le plus souvent mis la main à la pâte dans le massacre selon de rares témoignages de rescapés internés au Stade Municipal en ville nouvelle exécutés par petits groupes dans la nuit du 5 au 6 et jusqu'au 10 Juillet selon certains témoins musulmans. Donc duplicité de l'ALN des frontières qui était rentrée depuis, certains détenus n'étaient plus présentables, on n'en parle peu et donc fantasme des Oranais car il n'y a pas d'archives au sujet de ces victimes musulmanes, il ne faut pas oublier que la riposte vigoureuse au FM de la Section du 8ème RIMA en légitime défense contre la foule, aidée par des éléments armés, qu'on avait lancé contre la gare vers 13h à l'arrivée du train d'Alger (probablement pour perturber l'arrivée d'émissaires du GPRA, selon sources musulmanes) avait fait de nombreuses victimes, ramenées en ville nouvelle voisine par leurs coreligionnaires après le cessez le feu, d'où confusion, ce fait imprévisible fut très édulcoré de part et d'autre et pour cause, il était prévu que l'armée Française n'interviendrait pas et

le FLN (mais lequel ?) le savait, donc pas d'affrontement conséquent officiel, aussi on laissait planer le doute d'une prétendue riposte d'un commando OAS dans l'hystérie ambiante (toujours témoins musulmans) cela était évidemment criminel.

Ensuite, j'en arrive à mon enquête. Jean Monneret a une contradiction, d'un côté, il met en doute (p162) avec raison les témoignages publiés en Algérie où la liberté d'expression est restreinte... etc. et d'un autre côté, il préfère s'en tenir aux indications officielles fournies par Fouad Soufi (haut fonctionnaire en poste en Algérie, enfant au moment des faits) que nous avons vu en privé et entre Oranais au Colloque de Jussieu en 2002 et qui ne tient pas tout à fait le même discours qu'en public, sans aucune base d'archives. On attend toujours sa thèse définitive, car même édulcoré, le massacre du 5 Juillet n'existe pas en Algérie, je le signale, car moins qu'en France, il n'y a eu d'enquête! Bien sûr, il est évident qu'il ne peut reprendre à son compte la thèse du complot de l'EMG de Boumediene dont le fils spirituel Bouteflika est au pouvoir en Algérie et on le comprend. Néanmoins, il nous a confirmé et même en public (enregistré par moi) que la direction disons « intellectuelle » de l'OPA du FLN d'Oran était majoritairement sinon pro GPRA mais surtout anti état-major de l'extérieur, ce que nous savions depuis 40 ans sur le terrain (traité de « fasciste » par certains devant nous à l'époque). Le capitaine Bakhti, parachuté du Maroc à Oran, après le 19 mars, n'était pas a priori le chef incontesté de la zone autonome d'Oran mais d'abord le représentant officiel de la commission mixte de cessez-le-feu auprès de l'armée Française selon les accords d'Évian évidemment il était en froid avec les précédents et les intrigues commencèrent dès ce jour (selon ces accords, l'ALN ne devait jouer aucun rôle politique jusqu'à l'élection d'une Assemblée Nationale).

Bien sûr, les manifestations du 5 Juillet, date emblématique, furent décidées par le Comité Interwillayas (anti-état-major) à l'intérieur, sauf la Vème Oranie volontairement absente lors d'une réunion à Zémora après le 19 Mars (voir Mohamed Harbi) décision reprise par le GPRA à Alger ensuite, d'où le B.T du 26 Juin émis par le 2ème Bureau cité par J. Monneret et bien, je le répète que l'EMG d'Oujda ait interdit ces manifestations avec plus ou moins de succès à l'intérieur de l'Oranie. Bakhti qui avait promis au Général Katz que cela n'aurait pas lieu à Oran, devant l'appel lancé par radio Alger aux mains du GPRA ne put que s'incliner après des débats préparatoires houleux (toujours témoins musulmans) car les masses qui croyaient encore à l'unité du mouvement n'auraient rien compris à Oran, si la manifestation n'avait pas eu lieu. Un défilé a priori pacifique et structuré avec de nombreux petits scouts (recruté en masse pour leur circonstance) en uniforme était prévu avec le syndicat UGTA, les organisations féminines etc...(nous avons des photos) mais c'était sans compter avec les agents de Boumediene et certains partisans de Ben Bella qui manipulèrent la foule et le commandant du Service Social des armées (vit avec sa secrétaire les premiers coups de feu Bd Joffre sur le défilé) Bakhti le savait-il?

Peu importe, le secret n'était pas si étanche car plusieurs mises en garde individuelle parviennent à certains Européens voir "Agonie d'Oran et de ne pas se rendre à Oran pour l'intérieur (témoignage personnel). C'est pour cela que les 3 hypothèses que signale J. Monneret ne sont pas contradictoires, elles sont même concomitantes (p.97) quant à la sempiternelle théorie du complot qu'il dénonce, elle fait partie de toute l'Histoire intérieure du FLN, voir entre autre les ouvrages de deux spécialistes : Mohamed Harbi et Gilbert Meynier, ce dernier a même corrigé, suite à nos observations, la 2ème édition de sa volumineuse Histoire du FLN alors qu'il s'était contenté de reprendre la version du Général Katz : un affrontement de communautés avec 25 morts Européens.

De coup d'état en coup d'état G. Meynier – Science et vie cinquantenaire en 2004 énumération : en 57 contre Abanne R. ; en 60 Tripoli ; en 62 contre GPRA ; en 65 contre B. Bella etc...)

Cette politique manipulatoire et provocatrice émaille toute l'histoire de la rébellion depuis les origines du 1er Novembre 54 en passant par la liquidation d'Abane Ramdane "mort au champ d'honneur" l'éviction de Ben Bella et l'assassinat de Boudiaf, sans parler de l'utilisation du terrorisme Islamique plus actuelle. L'école de Boussouf rompu aux méthodes du KGB a fait recette en Algérie. La hantise de l'EMG d'Oujda était que se créer à Oran de facto avec Mers-el-Kébir une enclave Européenne et la volonté de chasser le maximum d'Européens avait été affirmée au congrès de Tripoli après les accords d'Évian sous la pression de l'ALN extérieure (avant la destitution de l'EMG et de Boumediene par le GPRA).

D'ailleurs, nous l'avons dit le même scénario fut tenté sans succès à Alger avec des Sbires dirigés par Yacef Saadi, agent de Boumediene (voir la presse) et le 6 Juillet le GPRA dans un communiqué publié avait gobé l'attaque des éléments colonialistes de l'OAS à Oran, ce faisant, cela l'obligeait d'admettre l'avancée de l'ALN d'Oujda qui imposait ses hommes aux postes clefs à Oran, ce qu'elle n'était pas habilitée à faire, dont le préfet Soutia, bien sûr, cette ALN préférait user de prétextes et de manœuvres pour prendre le pouvoir (voir toujours Harbi et Meynier et d'autres), il y en eu d'ailleurs aussi à Constantine sauf qu'il n'y

avait plus d'Européens et lorsqu'elle ne put plus manœuvrer, ce fut le choc frontal avec les willayas de l'intérieur au niveau d'Orléansville. Faut-il rappeler que l'ALN extérieure n'entra qu'en Septembre à Alger, il y aurait beaucoup de chose à rajouter que notre ami Monneret connaît bien, comme le fameux communiqué (classifié 2ème B. n°1266/B2/GAOR signé Coadic) de l'EMG d'Oujda en date du 5 Juillet 62 qui après avoir vilipendé le GPRA, prépare ses troupes à aller protéger la minorité Européenne, on ne peut faire mieux en cynisme pour des Pompiers Pyromanes, comme nous l'avons écrit (voir Agonie d'Oran – Volume 3).

Pourquoi Jean Monneret ne tient pas compte de cette archive (alors qu'elles sont rares) que je lui avait cependant communiqué et reproduite dans L'Agonie d'Oran. Je n'ai pas compris non plus, pourquoi le fait pour le FLN de poser son drapeau sur les bâtiments publics, fut une provocation, cela avait été fait dès le 3 Juillet dans toute l'Algérie, nous l'avons vu avec douleur mais résignation et une grande partie de nos compatriotes, il faut le dire, avait participé au référendum du 1er Juillet, surtout par crainte de cartes d'électeurs non tamponnées pour la suite, en se souvenant que l'équipe Susini appelait à voter oui à Alger (entendu à la radio et vu dans la presse). Il faut avoir vécu ces moments de désarroi pour se permettre de juger et nous avons bu la coupe jusqu'à la lie plus rien ne pouvait nous provoquer pour des gestes suicidaires alors que la France nous abandonnait. Il faut avoir vu dans les quartiers Européens des drapeaux dans les poubelles ! Alors suggérer que nous puissions tomber dans une provocation absurde !

Enfin, pour terminer au-delà de notre débat avec Jean Monneret, l'essentiel est que nous soyons d'accord pour dire que le massacre au-delà des causes et des chiffres fut effectué en présence de notre armée consignée dans cantonnement (voir plans dans P.N.H.A n°92 et Agonie d'Oran 3) sur ordres venus du plus haut sommet de l'État.

Dans le cadre de ce livre qui nous l'espérons aura une plus grande audience que L'Agonie d'Oran et qui après tout, fait aussi connaître notre thèse occultée, il aurait été bon pour souligner cette forfaiture de rappeler les effectifs et les unités dont disposait Katz à Oran : 12000 hommes intra-muros (voir son livre et les archives) plus les forces extérieures qui étaient aussi l'armée Française. Nous avons signalé cela dans la revue «Pieds Noirs d'Hier et d'Aujourd'hui» de Juillet 98 sous le titre courageux de la rédaction
« De Gaulle est bien responsable des Massacres de Juillet 62 à Oran ».

Il reste à étudier ce qui apparaît comme évident à mes yeux et comme l'a exprimé le Docteur JC PEREZ et même des chercheurs Algériens, pourquoi le choix politique Gaullien du FLN ALN extérieur sur le GPRA et l'intérieur mais c'est un autre débat.

Toutes choses qui justifient aussi le titre de l'ouvrage de Jean Monneret est le silence assourdissant sur ce drame.

Jean François PAYA (classe (54/2) présent à la base de Mers El Kébir jusqu'à fin 1964.

LA REVUE PIEDS NOIRS D'HIER ET D'AUJOURD'HUI N° 176 JUILLET /AOUT 2009

Publie les éléments de l'enquête de terrain de l'Auteur Jean-François Paya sur massacre du 5 Juillet 62 a Oran, ses causes et ses conséquences (sur 4 Pages).

Ce drame fut ponctuellement le jour le plus sanglant de la Guerre d'Algérie alors qu'elle était virtuellement terminée (selon la loi le 2 Juillet 62 et non le 19 Mars)

Cet événement a le triste privilège d'être un cas unique dans l'Histoire ou une armée (18000 hommes) en place a proximité de ses ressortissants les laisse se faire massacrer et enlever sans intervenir On comprend que ce fait demeure largement occulte par les Camarillas Gaullistes, Gauchistes et FLN et la plus part des medias.

La revue P.N.H.A a le mérite d'évoquer l'histoire de ce drame présenté par un des meilleurs spécialistes témoin et acteur dans ce dossier présent sur le terrain jusqu'en 65 a la base de Mers El Kébir poursuivant son enquête occultée par les autorités de l'époque.

Viviane Ezagouri Association des familles de disparus du 5 Juillet 62 a Oran.

Peral Roland Colonel (ER) des GMS en Oranie Membre du cercle Algérieniste de Tarn et Garonne.

L'Armée des frontières réussit son coup et pénétra d'un pied ferme dans ce qui est devenu le pouvoir algérien, sur des centaines de cadavres. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, Ben Bella, candidat unique, fut élu par l'Assemblée, chef d'un gouvernement de 19 portefeuilles. Boumediène qui s'adjoignit l'important poste de ministre de la Défense, proposa 4 postes: deux pour ses compagnons de l'armée des frontières d'Oujda, à savoir Bouteflika et Medeghri et deux autres pour l'armée des frontières de l'Est, à savoir Moussa Hassani et le docteur Nekkache.

Le putsch servit l'armée qui, depuis l'indépendance, a joué la carte de l'unité face aux divisions politiques. Le clan d'Oujda s'était ouvert au recrutement intensif de "soldats" venus des rangs de l'ALN, tout comme les "martiens" de tout bord avaient pris d'assaut les administrations, étaient avant tous des éléments opportunistes sans aucune conviction politique ou idéologique. Ils étaient recrutés non pas pour faire la guerre mais pour construire le nouvel État et provoquer le départ des Européens d'Algérie comme prévu au congrès de Tripoli après le 19 Mars soit par idéologie islamiste soit tout simplement pour récupérer places, appartements et butin comme l'a écrit Mohamed Harbi ex responsable de la fédération de France du FLN.

Avec les recrues des services de Boussouf devenu Sécurité militaire, et à leur tête Kasdi Merbah, et les tacticiens politiques de son groupe d'Oujda, Boumediène n'avait plus qu'à laisser mijoter son accession à la tête de l'État.

Synthèse Sujet mal connu par certains compatriotes.

JF Paya sources Algériennes diverses.

COMPLÉMENT D'INFO

Abdelhafid Boussouf, alias «Si Mabrouk», forte personnalité, débordant d'activité. Il aura pour conseiller et adjoint, à la fin de 1959, Mohamed Laroussi Khelifa, alias Abdelhafid, fonctionnaire français qui a rejoint le maquis en 1957. Ils mettent en place un système de surveillance et de répression durant la guerre d'indépendance, ce système s'installe au cœur l'État-FLN et va en infiltrer peu à peu tous les rouages, civils et militaires. Les détails de la naissance de la Sécurité Militaire (la fameuse SM), police politique algérienne, qui deviendra l'épine dorsale du régime de Houari Boumediene, méritent un rapide retour en arrière.

C'est en 1956, à Nador (Maroc espagnol), qu'est créé dans la clandestinité un premier service de transmissions et d'écoutes d'une remarquable efficacité. Il s'agit alors de protéger les dirigeants nationalistes et les chefs de l'ALN des infiltrations et des manipulations de l'ennemi. Mais très vite cette mission s'étend à la surveillance des membres du FLN eux-mêmes et, plus largement au contrôle et à l'espionnage des populations. On va vers ce que les historiens appellent une «Tcheka algérienne». À la fin des années 1950, après la création du GPRA (1956), le KGB accepte de recevoir dans ses écoles de formation des collaborateurs de Boussouf. Durant leur séjour à Moscou, ces derniers, pour la plupart des étudiants diplômés issus des classes moyennes et de la bourgeoisie qu'on appellera les «Boussouf boys» apprennent les techniques de la mise en scène et de l'organisation des provocations et des complots préventifs pour détruire l'adversaire. Cette première promotion (il y en aura d'autres) est connue sous le nom de code « Tapis rouge », ses membres vont former le noyau dirigeant du Ministère de l'Armement et des Liaisons générales (MALG), dont Abdelhafid Boussouf prend les commandes en janvier 1960.

Posté par JF Paya, mercredi 20 janvier 2010

Spécificité d'Oran très peu étudiée dans l'histoire de la guerre d'Algérie. Prochainement d'autres développements sur la base d'un mémoire à l'Université de Toulouse sous la direction du professeur G Pervillé.

Texte dédié entre autres au colonel SALA de Sidi-Bel-Abbès, polytechnicien, arabisant, capitaine au 2e Bureau d'Oran et à tous nos amis Musulmans de cette époque tragique.

Réflexions sur Oran

Particulier cette ville d'Oran et sa région longtemps considérés comme plus calmes qu'à l'Est (Alger et Constantine) et pourtant comme me le faisait remarquer un de mes profs Sociologue "la vulgate Marxiste voudrait que là où la présence plus massive des "exploiteurs" soit plus grande, la révolte le soit aussi. En Algérie c'est le contraire qui s'est produit avec une dominante plus islamique d'Ouest en Est" (propos à discuter). Il est vrai que souvent en Oranie les exactions de la "rébellion" furent suscitées de l'extérieur dans

les fermes avec menaces de mort sur les fellahs pour non-exécution des consignes du FLN. Un autre me disait dans les années 50 "Je me sens moins en Algérie à Oran qu'à Alger ou Constantine" (et pourquoi pas en Andalousie?) de quoi en faire bondir certains. Est-ce une raison pour les Oranais européens de se sentir plus chez eux et accrochés. Est-ce une raison pour que la rupture fût plus violente qu'ailleurs? Avec cette résultante de chasser ces "intrus" plus clairsemés et moins visibles ailleurs?

Réflexions et surtout pas réponses !

Posté par JF Paya

Terrorisme à Oran et victimes relativement moins forts que les dernières années 61/62 mais difficile de contrer tous les attentats individuels à l'arme blanche au revolver ou à la grenade comme dit. Le FLN même morcelé doit se manifester pour continuer d'impressionner la population musulmane afin de percevoir des cotisations nécessaires pour l'intérieur devant l'aide parcimonieuse de l'extérieur en argent et en armes. Il faut aussi faire peur à la population Européenne et susciter la répression des forces de l'ordre et agrandir le fossé entre communautés.

Le mois de Janvier 1957 est le plus marquant jusqu'aux années 60 (près de 30 tués et 50 attentats Individuels) venant d'une douzaine de victimes en octobre 56 et moins les mois précédents. D'avril 57 à Janvier 58 : 4 à 5 victimes par mois avec un pic en juillet et aout 58 une vingtaine de victimes. De 12 à 25 attentats de janvier à Aout 58, après l'espoir de Mai 58 c'est quasiment calme plat jusqu'au début de l'abandon Gaulliste qui réveille le FLN et suscite les réactions de l'OAS dernière arrivée dans ce scénario tragique.

Le FLN ne se réorganise vraiment structuré en ZAO zone urbaine d Oran qu'après le 19 Mars avec la bénédiction de l'autorité Française et le retour des internés graciés dont le fameux Commandant Bakhti alias Némiche Djelloul représentant de l'état-major ALN d Oujda à la commission mixte de "cessez le feu" des Accords d'Évian, mais les dissensions entre secteurs restent patentes certains pour le GPRA d'autres pour les futurs putschistes d'Oujda.

JF Paya dit "pas de Yacef Saadi Oranais" mais aussi pas de Harry Salem dit Henri Alleg ni Maillot ni Yvetton, pourtant a Oran un PCA très fort en 51 (26,6% et 35000 voix aux législatives) avec un député élu au début la rébellion FLN est prise avec circonspection.

Le 23 Janvier 55 le docteur Larribere responsable communiste à Oran déclare au comité régional du Parti "La rébellion fait le jeu des impérialistes déclenchée par un organisme irresponsable" ajoutant que "ni objectivement ni subjectivement les conditions d'une insurrection armée ne sont réunies en Algérie". Mais le 12 Juillet 55 le cte central du PCA décide de rejoindre cette rébellion sur directives extérieures malgré les réticences de la majorité de ses adhérents beaucoup d'origine Espagnole à Oran ont en mémoire les exactions des troupes maures de Franco pendant la guerre d'Espagne et de l'aide de ce dernier aux formations de l ALN au Maroc Espagnol par où transitent des armes les faisant douter d'une révolution progressiste.

J. F. Paya dossier Oran 5 Juillet 62 Le comble de l'ignominie

Chers compatriotes je pense que j'ai prouvé par mon enquête partie du terrain et non des archives tronquées où vides de Vincennes que la provocation de départ venait bien d'un complot ALN extérieure qui voulait prendre le pouvoir en Algérie. J'attends toujours qu'on me démontre le contraire. D'autres sites amis dont vous ont publiés certaines archives (rares mais il y en a de fonds privés) à la disposition de tous. Certains ont voulu nous mettre cette monstruosité sur le dos (voir l'article du quotidien d'Oran que je viens de découvrir qui en plus décrit un massacre de musulmans le 5 Juillet.

Le comble de l'ignominie est atteint

Merci pour votre soutien Bien cordialement.

Jean-François Paya

ENFIN SORTIE DU LIVRE DE JJ JORDI 40 ANS APRÈS NOS ANALYSES

On ne peut qu'être satisfaits du retentissement que semble connaître le livre de JJ Jordi sur « Les disparus d'Algérie » CEPENDANT OCCULTE PAR CERTAINS MEDIAS DONT LES TÉLÉVISIONS) et moi particulièrement sur ses recherches sur le drame du 5 Juillet 62 à Oran qui pour l'essentiel corroborent les miennes depuis 40 ans, dont j' ai saturé le Web faute d'éditeur et de médias, ce qui se vérifie lorsque dans la presse on lit « JJ Jordi a pu réaliser un PREMIER travail historique sur le Massacre d'Oran du 5 Juillet ». L'auteur m'avait fait parvenir à titre Confidentiel le passage sur le 5 juillet de son livre avant sa sortie.

Je suis particulièrement satisfait lorsqu'il déclare « Opération planifiée depuis le 26 Juin » c'est ce que je n'ai cessé d'essayer de démontrer pour la provocation délibérée commanditée par l'État-Major de l'ALN D'Oujda en en donnant les causes et les raisons. Cette thèse fut abordée dans « L'Agonie d'Oran » volume II sous la direction de Geneviève de Ternant en 1996 (p 33à 36) et développée dans le volume III par la suite (thèse contredite) par Jean Monneret dans son livre "« La Tragédie Dissimulée » sans donner à mon avis un éclaircissement sur les causes de ce drame.

D'aucun pourrons se demander pourquoi JJ Jordi à obtenu seul il y a quatre ans une dérogation spéciale pour fouiller dans certaines archives, j'avoue que pour moi la question reste secondaire ce qui compte c'est le résultat en étant persuadé qu'il n'a pas eu toutes les archives dont je ne fais pas un culte surtout lorsqu'elles n'existent pas.

où qu'elles ont disparues comme nous l'avons démontré (voir la pièce jointe à ce sujet) et il faut bien se reporter aux témoignages y compris venus d'Algérie qui existent encore ! Bien Cordialement JF PAYA

JF Paya

EXTRAITS DU LIVRE DE JORDI ORAN 5 JUILLET 62 QUI CONTRAIREMENT AUX DIRES DE CERTAINS PEUVENT PRÉSUMER DE LA THÈSE DU COMLOT ÉTUDIÉE DE MANIÈRE PLUS POUSSÉE PAR D'AUTRES CHERCHEURS.

CITATIONS

Il n'est pas question ici de retracer l'histoire des derniers mois de « l'Oranie française » mais de voir comment le « problème » des enlèvements et des disparus est directement intégré dans la politique de terreur qui se développe en Oranie et à Oran spécifiquement. Il est vrai que le 5 juillet à Oran est la journée la plus tragique concernant les disparitions d'Européens, et de toute la guerre d'Algérie, mais elle n'est pas le tonnerre qui éclaterait dans un ciel sans nuage. Le 5 juillet est une suite logique ORGANISÉE et PRÉMÉDITÉE par l'ALN stationnée sur la frontière Algéro-marocaine et par les dirigeants de la wilaya 5.

Ben Bella déclare même au roi Idriss qu'il avait l'appui de la majorité des chefs de Wilayas. Il s'agit donc pour l'EMG et Boumediene de discréditer le pouvoir civil du GPRA en montrant qu'il n'était pas capable de maintenir l'ordre et la sécurité en Algérie et il fallait un ÉVÈNEMENT DE GRANDE AMPLEUR. Bakhti, fidèle de Boumediene, est l'instrument de cette politique sur Oran.

COMMUNIQUE JF PAYA

Notre enquête sur le 5 Juillet n'est pas close nous essayons d'avoir des témoignages via l'Algérie par des voies diverses et honorables avec peut être plus de succès que pour les militaires de la garnison d'Oran (12000 hommes) consignés il est vrai mais qui n'ont pas pu ne pas avoir des échos (Pour l'instant les doigts d'une main). Notamment nous cherchons des témoignages sur les centaines d'internés au stade municipal et sur les exécutions qui se seraient poursuivies jusqu'au 10 Juillet selon nos témoins musulmans (mais pas d'archives ni de rescapés). Ce qui fait que pour certains historiens la chose est inconnue.

Difficile de trouver un chat noir dans une pièce noire surtout lorsqu'il n'y a pas de chat (proverbe chinois).

TOURNANT DANS LA GUERRE D'ALGÉRIE ET ORANIE

En lisant le livre de Roger Vétillard sur le 20 août 1955 et les massacres du Nord constantinois Il serait présomptueux de ma part de faire une présentation de cet ouvrage après la préface avisée d'un historien comme le professeur Pervillé. Cependant j'aurais tendance à trouver Roger Vétillard modeste avec un point d'interrogation à la fin de son titre.

Ceci suite à sa démonstration sur l'émergence de la thématique islamique et du terrorisme ethnique massif qui trouva son apogée le 5 Juillet 1962 à Oran.

Mais ce qui me fascine, sans me surprendre, habitué "des coups tordus" dans ce conflit, ce sont les quelques pages que l'auteur consacre à la possibilité, argumentée, dont il semble convaincu, selon laquelle certains éléments de l'Armée et de l'Administration aient pu ne pas être surpris par ces événements dramatiques qui selon lui ont été a priori sous-estimés dans leurs prévisions et leur ampleur.

D'aucuns risquent, comme ce fut le cas pour les massacres du 5 Juillet à Oran, de prétendre, même devant une certaine évidence à «l'invention de véritables romans policiers» (Nouvelle Revue d'Histoire).

Il est vrai que l'on disserte rarement «des trains qui arrivent à l'heure» et du non-événement préalablement évité.

Pourtant il faudrait bien qu'un jour on parle de la tranquillité relative de la ville d'Oran en cette période et pourquoi les réseaux bombes du FLN n'ont pu y proliférer, et ce ne fut pas pour ce dernier faute de l'avoir envisagé.

Pour nous résumer il faudrait développer sur le fait que l'organisation urbaine était largement infiltrée grâce à un travail remarquable de renseignements et de contacts. De ce fait les émissaires ou formateurs généralement venus de l'extérieur étaient vite neutralisés par des opérations de guerre ciblées mais comme on n'est pas "en guerre" on ne retrouvera pas de trace dans les archives militaires ou judiciaires. Aussi point de Yacef Saadi et Cie Oranais pour se pavaner ultérieurement. A mon avis c'est un des problèmes de cette guerre "à posteriori " pour les historiens pour les recherches dans les deux camps.

Pour en revenir aux massacres du 20 Août 55 Guy Pervillé conclue justement après démonstration implacable de R Vétillard "Le chef de la wilaya du Nord Constantinois a bien voulu délibérément provoquer des représailles des forces de l'ordre par des massacres aveugles de civils européens afin de rendre impossible tout retour en arrière " prenant en compte les arguments solides fournis par R Vétillard (p241 à 244 de son livre) sur ses doutes quant à l'effet de surprise dans la préparation de cette action relativement de masse qu'il a fallu forcément préparer à l'avance sur le terrain.

Ce ne fut pas le cas pour les attaques brutales de fermes le 6 Mai 56 dans la région d'Ain-Témouchent par des commandos ALN venus du Maroc nouvellement indépendant dont la frontière n'était pas encore étanche mais avec le même objectif, procéder à des exactions cruelles, massacre de commis et de femmes, enfants, vieillards avec mutilations, incendies, massacre du bétail. Ces commandos se mettant au plus vite à l'abri au Maroc, tout cela "pour réveiller l'Oranie endormie "selon les renseignements fournis à posteriori malheureusement.

Indépendance du Maroc le 8 Mars 56, ce pays en quelques mois devient (comme la Tunisie) la base arrière d'une rébellion qualifiée par des gouvernements socialistes de "Terroristes" comme aujourd'hui au Mali (2013).

Une partie de l'armement que la France fourni naïvement à l'armée nationale marocaine va directement vers l'ALN, on estime qu'à l'été 56 (250 à 300 armes + 2% de FM) passent mensuellement la frontière, mais après les verrouillages est et ouest dès 1960 l'ALN intérieure était laminée donc à l'EST comme à l'OUEST stratégie identique du FLN/ALN.

Il faut aussi reconnaître que ce travail de l'ombre dans une guerre reconnue à posteriori, était moins gratifiant pour ces acteurs que sous les "sunlights" d'Alger. Honneur à ceux qui firent "arriver les trains à l'heure" et peut-être encore aujourd'hui en les empêchant de dérailler.

Mais cela nous éloigne du livre de Roger Vétillard qui selon nous indique bien un véritable tournant dans la guerre d'Algérie.

NOTES SUR ORAN

La statue de Jeanne d'Arc érigée en 1931 à Oran le fut bien grâce à une souscription populaire dans toute l'Oranie à l'initiative de l'église Catholique qui voulait célébrer cette béatification tardive et contrer aussi un peu l'engouement de certains Oranais pour les Saints Espagnols, ce qui ne les empêchait pas de nommer la statue de la Sainte "El Cavallo de Oro" (le cheval d'or car doré à l'or fin) cette magnifique production a vu les horreurs du 5 juillet 62 affublée d'un drapeau vert et blanc. Allez l'admirer si vous passez à Caen place de la Résistance la bien nommée.

Le PCA a Oran

A Oran un PCA très fort en 1951 (26,6% et 35000 voix aux législatives) avec un député élu. Au début la rébellion FLN est prise avec circonspection.

Le 23 Janvier 1955 le docteur Larribere responsable communiste à Oran déclare au comité régional du Parti "La rébellion fait le jeu des impérialistes déclenchée par un organisme irresponsable" ajoutant que "ni objectivement ni subjectivement les conditions d'une insurrection armée ne sont réunies en Algérie"

Mais le 12 Juillet 1955 le Cte central du PCA décide de rejoindre cette rébellion sur directives extérieures malgré les réticences de la majorité de ses adhérents beaucoup d'origine Espagnole à Oran ont en mémoire les exactions des troupes maures de Franco pendant la guerre d'Espagne et connaissance de l'aide de ce dernier aux formations de l'ALN au Maroc Espagnol par où transitent des armes les faisant douter d'une révolution progressiste.

Le 12 Sept 1955 le PCA est interdit à Oran les éléments communistes actifs sont connus "comme le nez au milieu de la figure" des services de police judiciaire, certains qui auraient pu continuer d'être surveillés se cantonnent à travers le Secours Populaire Algérien à une aide logistique, humanitaire à la rébellion qui s'en méfie aussi et à l'édition symbolique d'une presse clandestine ils sont arrêtés par la PJ qui veut marquer des points sur les militaires début Septembre 1956 après le vote des pouvoirs spéciaux (votés aussi par le PCF en France) précédents qui donnaient des pouvoirs judiciaires aux militaires en Algérie.

LE FLN a Oran

Complément d'information.

Oran ville dépend de la wilaya 5 - zone 3. Elle est divisée en deux secteurs, 6 et 7. Un remaniement intervient après 1958 où le secteur 7 est démantelé grâce aux services de renseignement de l'armée française qui y a moins d'informateurs et donc plus d'utilité. Le FLN se restructure en zone 4 région 4 dans la Wilaya V mais comme le reconnaît l'universitaire Algérien Karim Rouina, ce schéma est purement théorique.

La réalité est fort différente. Oran est l'objet d'âpres disputes pour obtenir la mainmise sur les cotisations. Chaque zone, chaque région de la wilaya 5 et parfois des wilaya 3 et 4 y a son groupe de collecteurs de fonds et (ou) de fidayîns (terroristes urbains) donnant lieu parfois à des affrontements sanglants (provoqués ou non) malgré la vigilance des services de sécurité, les attentats à l'arme blanche, au pistolet, souvent contre des musulmans opposés au FLN dans leurs quartiers ne peuvent être évités semant la terreur parmi eux, certains attentats aussi en ville souvent à la limite des quartiers européens à la grenade DEF (défensive) non ciblés dans les cafés et restaurants populaires. Grenades fournies par les zones de l'intérieur pas toujours connues vu la dispersion des informateurs.

Il faut signaler aussi une bombe artisanale en avril 1957 dans un bus urbain le conducteur tué et 4 blessés mais les patrouilles d'unités territoriales qui sillonnent les quartiers européens et musulmans de jour comme de nuit sont rarement attaquées. En définitive se sont surtout des musulmans qui font les frais de ce terrorisme visant à les intimider.

L'OAS à Oran

RAPPORT D'UN EX RESPONSABLE OAS RELEVÉ DANS DES MÉMOIRES PUBLIÉES EN 2004.
ATTENTAT DU 28 FÉVRIER au PC du FLN à ORAN.

Par nos services de renseignement, nous savions donc que le PC du FLN à Oran se situait en Ville Nouvelle et que l'ancienne Medersa, Bd Joseph Andrieu, y servait de tribunal Juridique centre d'interrogatoire et de transit des déserteurs au profit de la rébellion PC des patrouilles dans le quartier. Il y régnait une intense activité de l'ALN et nous étions en pleine guerre officielle (même si l'armée française était moins active contre le FLN).

Nous décidons d'y porter un coup fatal BA notre spécialiste d'engins explosifs en tout genre, va préparer une machine infernale destinée à faire des dégâts et semer la terreur chez nos adversaires. La voiture piège utilisée a été récupérée par la " colline 5 "(Secteur OAS). C'est une 403 Peugeot.

L'Opération la plus délicate consiste à conduire le véhicule en pleine ville nouvelle et de le garer devant le PC du FLN où les partisans du FLN circulent en permanence. Le conducteur volontaire pour cette mission à très haut risque car il s'agit maintenant de franchir deux barrages, celui des gendarmes mobiles qui gardent maintenant les accès des quartiers musulmans mais qui se souciaient bien peu auparavant d'empêcher les tueurs du FLN de venir accomplir leurs actions dans les quartiers Européens. Mais revenons à notre conducteur il n'a droit qu'à un regard banal des gendarmes mobiles car c'est un de nos amis Musulmans MO.

Le second barrage est plus dangereux car tenu par l'ALN locale, les membres du barrage plus suspicieux le laisse passer, notre homme réussit à garer son véhicule à l'endroit voulu et à le quitter sans encombre le véhicule explose une demie heure plus tard près de ce PC FLN/ALN objectif militaire avec certainement des dégâts collatéraux toujours regrettables mais inévitables dans ce genre d'action. (ON) a parlé d'un second véhicule (fourgon Citroën) garé à proximité qui a aussi explosé augmentant les dégâts nous pensons qu'il s'agit d'un véhicule du FLN contenant des armes et des explosifs, mais il n'était pas à nous ce n'était déjà pas évident d'en faire passer déjà un alors moins une fourgonnette. Voilà pour une action de guerre toujours regrettable après les combats sur laquelle on peut toujours spéculer pour le nombre de victimes à posteriori (27 identifiées par la presse) et utilisable pour la bataille idéologique y compris de nos jours.

RAPPELONS QUE LE GENERAL KATZ PRIS SON COMMANDEMENT POUR COMBATTRE L'OAS A ORAN LE 19 FÉVRIER ET QUE LE " CESSEZ LE FEU " ALN /FAF DU 19 MARS VIT CERTAINS ÉLÉMENTS POLICIERS ET MILITAIRES LUTTER AVEC PLUS D'ARDEUR CONTRE "L'ORGANISATION SUBVERSIVE" SELON LES NORMES DE LA GUERRE CIVILE.

Au sujet du PC ALN / FLN situé en ville nouvelle, le Général Katz était bien au courant de son existence dès son arrivée par les services du 2em Bureau de l'Armée d'Oran qui avait largement infiltré le FLN ces dernières années, ce dernier étant toujours "l'ennemi officiel" rien ne fut entrepris pour neutraliser cet objectif qui se renforçait tous les jours. Alors le renseignement par "fuites calculées" aboutit à L'OAS qui dut le recouper par ses propres agents musulmans.

Le Général Katz se garde bien de le signaler dans ses mémoires.

Émissions pirates et tracts de l'OAS 5 semaines avant l'indépendance.

Le Massacre des Harkis était Prévisible (Directive de la Willaya V ORANIE). Dans certaines archives, il existe un tract significatif de l'OAS Oranie référence T 649 texte d'une émission pirate du 26 Mai 1962 qui révélait une directive secrète du FLN avec un commentaire très explicite à propos du sort réservé aux harkis après l'indépendance. Ce document de la Willaya V (Oranie) avait été remis par des correspondants placés dans les services de renseignement de l'armée qui faisaient bien leur travail même si leurs efforts n'étaient plus utilisés contre le FLN. Ces directives interceptées par l'Armée Française sont classifiées dans les archives à Vincennes mais on ne signale pas que l'OAS Oranie les avait fait connaître alors qu'elles étaient tenues cachées. Donc les plus hautes autorités étaient au courant des crimes qui se préparaient et contrairement à 1941 où aucun tract de la résistance, aucune émission radio n'avaient évoqué la solution finale. Ce drame algérien était prévisible.

Références :

Recueil de Messages, Directives et Commentaires de l'OAS Zone III Par Guy Pujante ex responsable OAS Diffusés par voie de Tracts et émissions pirates Radio et Télévision citation de la Directive secrète FLN "Archives inédites de la Politique Algérienne Interceptée par l'Armée Française" et classifiée Général Maurice Faivre P137.- Extrait " ces valets du régime ne trouverons le repos que dans la tombe"

Terrorisme FLN à Oran suite

Terrorisme à Oran et victimes relativement moins forts que les dernières années 61/62 mais difficile de contrer tous les attentats individuels à l'arme blanche au revolver où à la grenade comme dito. Le FLN même morcelé doit se manifester pour continuer d'impressionner la population musulmane de percevoir des cotisations nécessaires pour l'intérieur devant l'aide parcimonieuse de l'extérieur en argent et en armes ! Il faut aussi faire peur à la population européenne et susciter la répression des forces de l'ordre et agrandir le fossé entre communautés. Le mois de Janvier 1957 est le plus marquant jusqu'aux années 60 (près de 30 tués et 50 attentats individuels) venant d'une douzaine de victimes en octobre 56 et moins les mois précédents Avril 57 à Janvier 58 4 à 5 victimes par mois avec un pic en Juillet /Août 58 vingtaine de victimes et 12 à 25 attentats de Janvier à Août 58 après l'espoir de Mai 58 c'est quasiment calme plat jusqu'au début de l'abandon Gaulliste qui réveille le FLN et suscite les réaction de l'OAS dernière arrivée dans ce scénario tragique.

Le FLN ne se réorganise vraiment structuré en ZAO zone urbaine d Oran qu'après le 19 Mars avec la bénédiction de l'autorité Française, le retour des internés graciés, et le fameux Commandant Bakhti alias Némiche Djelloul représentant de l'état-major ALN d'Oujda à la commission mixte de "cessez le feu" des Accords d'Évian mais les dissensions entre secteurs restent patentes certains pour le GPRA d'autres pour les futurs putschistes d'Oujda.

Réflexions sur Oran

Particulier cette ville d'Oran et sa région longtemps considérés comme plus calmes qu'à l'Est, Alger et Constantine! Et pourtant comme me le faisait remarquer un de mes profs Sociologue "la vulgate Marxiste voudrait que là où la présence plus massive des" exploités" soit plus grande la révolte le soit aussi. En Algérie c'est le contraire qui s'est produit avec une dominante plus Islamique d'Ouest en Est" (propos à discuter). Il est vrai que souvent en Oranie les exactions de la "rébellion" furent suscitées de l'extérieur dans les fermes avec menaces de mort sur les fellahs pour non-exécution des consignes du FLN, un autre me disait dans les années 50 "Je me sens moins en Algérie à Oran qu'à Alger où Constantine" et pourquoi pas en Andalousie? De quoi en faire bondir certains! Est-ce une raison pour les Oranais européens de se sentir plus chez eux et accrochés.

Est-ce une raison pour que la rupture fût plus violente qu'ailleurs ? Avec cette résultante de chasser ces "intrus" plus clairsemés et moins visibles ailleurs. Réflexions et surtout pas réponses.

Révélation sur guerre Algérie.

M. Harbi, en 2012, on annonce l'ouverture d'une partie des archives françaises liées à la guerre de Libération nationale. D'aucuns y voient une opportunité pour apporter un éclairage décisif sur certaines zones d'ombre de la guerre d'indépendance. Comment appréhendez-vous ces archives ? (Non encore ouvertes à ce jour Avril 2013 à notre connaissance)

Il y a certainement des archives qui pourraient s'avérer fort pertinentes. Il y a par exemple le bulletin de renseignement et de documentation qu'établissait le MALG. Bien sûr, il glorifie le FLN mais il fournit une foule d'indications sur l'état d'esprit de la population, et ce bulletin ne laisse aucune impression d'unanimité des Algériens.

- Quel genre de renseignements livraient ces bulletins? Par exemple des renseignements sur la conduite des populations, leur rapport au FLN, leur rapport à la France. Je dis bien c'est le bulletin du FLN, donc tout est à la gloire du FLN. Toujours est-il qu'à travers ces descriptions, si un historien s'empare de ces documents, il va donner une autre idée de l'opinion algérienne face au FLN. En tout cas, je pense que ces archives sont

explosives. Moi, j'ai été au ministère des Forces armées comme conseiller de Krim Belkacem, et je peux vous dire que les dossiers sont terribles. Le rapport à la population n'est pas du tout ce qu'on dit. Ce sont des archives qui donnent une idée tout à fait différente de la révolution.

Sur la Colonisation de l'Algérie.

Grace à une question simpliste dans un Blog "Les Algériens avaient ils besoin d'être colonisés " Ce qui ramène au débat à mon avis stupide du rôle positif ou négatif de la colonisation. Ce fut un fait historique comme les migrations et conquêtes des peuples de l'Est vers l'Ouest, si positif veut dire créateur d'une entité de l'espace de facto nouvelle, par définition cela le fut pour cette création territoriale. A partir de cela on peut dire pour l'Algérie que le 5 juillet 1830 fut l'événement qui a provoqué le processus qui conduisit à l'émergence de ce Pays dans ce Maghreb Central dont les habitants ne se nommaient pas encore "Algériens" réservé aux seuls habitants de la ville d'Alger qui deviendront plus tard "Algérois" lorsque le toponyme "Algérie" fut instauré par la France avec une définition des frontières encore floues à l'Est et à l'Ouest sans parler du Sud Saharien qui n'avait rien d'Algérien à l'origine. On ne peut refaire l'Histoire mais que seraient devenus ces territoires vaguement sous tutelle Ottomane comme tout le Sud-méditerranéen après le dépeçage de cet Empire par les puissances gagnantes de 1918? Comme la Palestine, la Syrie, l'Arabie, la Jordanie etc.

Constructions laborieuses autours de noyaux institutionnels existants, l'ouest de ce Maghreb central aurait bien pu se trouver dévolu au royaume du Maroc pour les coutumes maraboutiques, la langue parlée et les parentés et l'Est au beylik Tunisien pour des raisons voisines où supposées aux grés des découpeurs de l'empire Ottoman. Cela n'a pu se produire car l'Algérie constituée par la France lui était constitutionnellement attachée et les deux ailes sous son "protectorat" après bien des vicissitudes dans le passé avec l'Allemagne et le Royaume Unis. Donc la réponse à la question primitive est matériellement OUI pour simplement exister en tant que tel. Après le sujet à grandit et c'est émancipé dans un processus historique complexe et douloureux qui n'est pas achevé à notre avis.

Il est certain que l'arrivée des Français dans ce Maghreb central Ottoman qui sera l'Algérie à infléchis l'Histoire comme l'arrivée des Francs en Gaule Romaine qui donna son nom à notre pays, sauf que les Gaulois disparurent en tant que Nation mais les Algériens actuels auront du mal à admettre cette thèse on leurs inculque que l'état Algérien a toujours existé du moins depuis l'arrivée de Arabes et à quoi sert de débattre la dessus si tout le monde est content et demeure avec sa mythologie comme chez les grecs Une première réponse est donnée par le président Algérien Dans un message à François Hollande, il écrit: «Il est temps d'exorciser le passé en faisant ensemble, dans des cadres appropriés, un examen lucide et courageux qui contribuera à renforcer nos liens d'estime et d'amitié.. Les relations entre l'Algérie et la France ont précédé la période coloniale qui a marqué plus particulièrement notre histoire commune et laissé des traces durables chez nos deux peuples. Espérons que le débat stupide (positif négatif) de la colonisation tombera dans les poubelles de l'histoire.

Rien ne justifie de mettre un peuple sous la domination d'un autre et surtout de lui imposer ses coutumes et sa religion par exemple les Arabes conquièrent sous Mahomet leur législateur une grande partie de l'Asie. Après sa mort (632) sous leurs Califes ils s'emparèrent du Nord de l'Afrique, de l'Espagne (711) et s'avancèrent jusqu'en France repoussés par le Conte Eude et Charles Martel symbole Poitiers 732) Musulmans Arabo-Maures chassés d'Espagne qu'en 1492 d'autres occupations coloniales comme aux Amériques se traduisirent par la disparition de peuples entiers avec imposition religieuse chrétienne. Les Européens y sont demeurés et ont prospéré, que dire de l'Australie où de la Nouvelle Zélande? Voir aussi le passé de l'Empire Ottoman, depuis la nuit des temps des peuples se déplace et en domine d'autres. En Europe en Asie et en Amérique même précolombienne Mayas Aztèques et Cie.

La France dans tout cela est un enfant de cœur. Elle ne fut même pas capable de préserver ces malheureux Pieds Noir en Algérie.

COMMUNIQUE JF PAYA

Notre enquête sur le 5 Juillet n'est pas close nous essayons d'avoir des témoignages via l'Algérie par des voies diverses et honorables avec peut être plus de succès que pour les militaires de la garnison d'Oran ! (12000 hommes) consignés il est vrai mais qui n'ont pas pu ne pas avoir des échos (Pour l'instant les doigts d'une main) notamment nous cherchons des témoignages sur les centaines d'internés au stade municipal et sur les exécutions qui se seraient poursuivies jusqu'au 10 Juillet selon nos témoins musulmans (mais pas d'archives ni de rescapés) Ce qui fait que pour certains historiens la chose est inconnue

Difficile de trouver un chat noir dans une pièce noire surtout lorsqu'il n'y a pas de chat (proverbe chinois).

[Tournant dans la guerre d'Algérie - études-coloniales](#) etudescoloniales.canalblog.com ›

[7 - Algérie-Maghreb histoires](#) - 16 juil. 2012 – en lisant le livre de Roger Vétillard sur le 20 août 1955 Jean-François PAYA

ETUDE SUR BOUMEDIENE ET LE GROUPE D'OUJDA - ORIGINE DU POUVOIR ALGÉRIEN

[PAYA Jean-François](#) Historien / AC Algérie / Cercle Algérianiste du Poitou.

Sujet mal connu par certains compatriotes (Remarquer la collusion indiquée avec le pouvoir Gaulliste) c'est ce noyau d'Algériens nés au Maroc, qui compte à son actif deux putschs, qui a permis à Boumediène de parvenir à ce destin de chef d'État de l'Algérie indépendante. Houari Boumediène était chef de la Wilaya 5 et installa son QG dans la ville marocaine frontalière avec l'ouest du pays, Oujda. Tout comme Boussof pour le MALG, Boumediène recruta des alliés parmi ces Algériens du Maroc pour l'état-major général de l'ALN. Le premier s'en servit pour porter le premier coup de l'armée contre les politiques en assassinant Abane Ramdane, et le second y trouva un appui pour porter le deuxième coup de force de l'armée contre le FLN en s'attaquant au Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (GPRA). Le groupe d'Oujda est entré de la sorte par effraction dans l'histoire de l'Algérie et il signera, avec Boumediène à sa tête, l'acte de naissance du régime algérien.

Algériens du Maroc nommés Wasti. Les membres du groupe ou clan d'Oujda sont désignés comme ceux qui sont nés ou ayant vécu au Maroc avant 1962. Les wasti, en référence à la position géographique de l'Algérie au centre du Maghreb, ou encore deuxième Francis, (français de seconde catégorie), comme aimaient à les qualifier les Marocains. Ce sont des Algériens qui sont nés au Maroc avant le déclenchement de la guerre de libération.

Après la soumission de l'émir Abdelkader en 1848, puis la défaite des soulèvements des Ouled Sidi Echeikh puis de Bouamama, une communauté algérienne s'est installée dans le pays voisin de l'ouest. Une autre communauté enrôlée quant à elle dans l'armée française pour imposer le protectorat au Maroc y a aussi trouvé asile. Une troisième migration d'Algériens a quant à elle rejoint le Maroc après 1954 par fuite des représailles de l'armée française. Le clan d'Oujda s'est bâti toutefois sur la première communauté d'Algériens au Maroc, qui était une communauté de petite bourgeoisie francophone composée soit de propriétaires terriens ou d'auxiliaires de l'administration marocaine. Cette dernière communauté trouva sa place dans les rangs de l'armée, de la sécurité militaire et du FLN. Le colonel Bencherif estime le nombre d'Algériens rentrés du Maroc en 1962 à pas moins de 10000 hommes entraînés uniquement pour prendre le pouvoir et mettre au pas toute opposition intérieure avec la bénédiction du pouvoir Gaulliste.

Le travail commencé par le MALG de Boussof au milieu des années 1950 a connu une suite avec Boumediène qui introduisit la logique des clans pour accéder au pouvoir. Entouré d'Ahmed Medeghri, Kaid Ahmed, Cherif Belkacem, Abdelaziz Bouteflika, Boumediène créa le groupe d'Oujda. Les "malgaches" de Boussof se fondèrent dans ce qui est devenu plus tard le clan d'Oujda. Le régionalisme s'est érigé en règle d'appartenance à ce clan. Mohamed Boukharouba s'affubla d'un nom de guerre qu'il emprunta au saint légendaire Boumediène, très connu dans l'Oranie, et du prénom de Houari, très répandu dans cette même région... dans le régionalisme qui sévissait dans l'armée des frontières, être à la fois, saint et oranais, c'était avoir toutes les chances avec soi (1). Le groupe d'Oujda, sous les commandes de Boumediène et toute l'armée des frontières, attendait la fin de la guerre de libération qui avait éprouvé les moudjahidines de l'intérieur du pays dans la lutte contre l'armée coloniale pour pouvoir entrer en jeu.

Certaines études précisent même que “le plan Challe” (liquider l'intérieur) initié par De Gaulle avait pour but inavoué de préparer le terrain (ndlr: ce fait est aussi signalé par le docteur JC Perez) laissant les politiques se charger des négociations d'Évian, et après la sortie des cinq historiques de prison, l'état-major général sous Boumediène trouve le moment propice pour actionner le coup d'état contre le GPRA. (initié par la provocation d'Oran le 5 juillet). Pour donner du poids à ce coup de force il fallait une couverture politique via un des historiques. Seul Ben Bella, animé aussi par l'amour du pouvoir accepta l'offre de l'EMG. En légalistes, Aït Ahmed et Boudiaf refusèrent de cautionner le putsch. L'armée de Boumediène avait un double atout considérable, sa force et son unité favorisées par un long travail d'endoctrinement. Mais elle n'avait que peu de répondants dans la société algérienne et son leadership était rejeté par plusieurs wilayas. Il fallait à Boumediène de bien faire jouer le prestige de Ben Bella pour s'implanter politiquement.

Afin de donner du crédit aux putschistes, un autre groupe baptisé “groupe de Tlemcen”, en opposition au groupe de Tizi-Ouzou qui était sous la coupe de Krim Belkacem, fut créé et mit au point la naissance du Bureau politique, un instrument politique pour le dénigrement du GPRA. Le groupe de Tlemcen regroupant Ben Bella, Khider, Mohammedi, Ferhat Abbas, Ahmed Boumendjel et Ahmed Francis a formé un duo avec le groupe d'Oujda pour mettre au pas les commandements des wilayas historiques notamment la III et la IV.

Ben Bella était tout désigné pour devenir le premier président de l'Algérie indépendante sous la bénédiction de l'EMG de l'ALN qui marcha sur Alger pour accéder au “trône”. La Zone autonome d'Alger sous Yacef Saadi (après échec de provocations en Juillet comme à Oran) ouvrit les portes de la capitale à la coalition Boumediène-Ben Bella que début Septembre au prix de plusieurs morts du fait d'affrontements avec les troupes de la Wilaya IV qui étaient ralliées au GPRA. Le cri “sept ans ça suffit” des populations a fini par mettre fin aux hostilités. Près d'un millier de victimes au niveau de l'ex Orléansville selon des sources internes ce qui stoppe l'avance des unités de Boumediène et l'oblige à négocier pour n'entrer que le 9 Septembre à Alger, (que ce serait-il passé si l'ALN de l'intérieur n'avait pas été laminée par l'Armée Française?).

L'armée des frontières réussit son coup et pénétra d'un pied ferme dans ce qui est devenu le pouvoir algérien, sur des centaines de cadavres. Dans la nuit du 28 au 29 septembre, Ben Bella, candidat unique, fut élu par l'Assemblée, chef d'un gouvernement de 19 portefeuilles. Boumediène qui s'adjudica l'important poste de ministre de la Défense, proposa 4 postes : deux pour ses compagnons de l'armée des frontières d'Oujda, à savoir Bouteflika et Medeghri et deux autres pour l'armée des frontières de l'Est, à savoir Moussa Hassani et le docteur Nekkache. Le putsch servit l'armée qui depuis l'indépendance a joué la carte de l'unité face aux divisions politiques. Le clan d'Oujda s'était ouvert au recrutement intensif de “soldats” venus des rangs de l'ALN, tout comme les “martiens” de tout bord avaient pris d'assaut les administrations, étaient avant tous des éléments opportunistes sans aucune conviction politique ou idéologique. Ils étaient recrutés non pas pour faire la guerre mais pour construire le nouvel état et provoquer le départ des Européens d'Algérie comme prévu au congrès de Tripoli après le 19 Mars soit par idéologie Islamiste soit tout simplement pour récupérer places appartements et butin comme l'a écrit Mohamed Harbi ex responsable de la fédération de France du FLN.

Avec les recrues des services de Boussouf devenu Sécurité militaire et à leur tête Kasdi Merbah, et les tacticiens politiques de son groupe d'Oujda, Boumediène n'avait plus qu'à laisser mijoter son accession à la tête de l'état.

Synthèse JF Paya sources Algériennes diverses.

DÉBAT DE GAULLE Algérie 1962 / Prise de pouvoir par BEN BELLA AU DELÀ DE LA PRÉSUMÉE NEUTRALITÉ" EXPRIMÉE DANS CERTAINES ARCHIVES.

Débat sur le rapport De Gaulle / B Bella (dans le dernier livre de G Pervillé) Exemple de la Position de certains Services Français en Aout 1961 lors des Changements au Sein du GPRA.

Citation « Lors de la réunion du CNRA à Tripoli du 9 au 27 Aout 61».

Les dissensions entre ses membres apparaissent au grand jour la Tendance dure celle des Marxistes l'emporte, Ferhat-Abbas est écarté remplacé par Ben Khedda ancien militant du PPA et du MTLD, les 3 B (Boussouf, Ben-Tobal, Belkacem) issus de la résistance intérieure semblent en perte de vitesse. Les tendances socialistes du nouveau gouvernement sont évidentes. Ben Khedda admirateur de la Chine et de la Yougoslavie (en opposition idéologique) refuse toute idée d'association avec la France. A notre avis un gag qui va faciliter la montée de Ben Bella et de l'EMG opposés à GPRA.

Ne pas oublier que l'on est en pleine période de "guerre froide" et que nos services sont obnubilés par le "danger communiste" et qu'il faut aussi faire peur aux Américains qui soutiennent le FLN (source écrits du Colonel Pierre Le Goyet Ancien chef de la section des Archives Contemporaines au Service Historique de l'Armée, puis de la section études membre du comité d'histoire militaire comparée).

Guy Pervillé à JF Paya :

J'ai été obligé de vous critiquer sur la question de la date du ralliement du général de Gaulle à la solution benbelliste. En effet, j'ai présenté successivement un exposé oral et tardif de l'ambassadeur Jeanneney prononcé en 1990 (p. 154), permettant d'admettre votre interprétation sur un pacte antérieur au 5 juillet 1962, puis l'exposé des faits datés d'après la thèse d'Eric Kocher-Marboeuf (pp. 155-156), qui me conduit à une conclusion très nette dans la note 40. Veuillez m'en excuser, mais il me semble que cet exemple illustre bien la différence entre une vision mémorielle rétrospective, à 28 ans de distance, et une vision historique fondée sur une chronologie rigoureuse.

JF Paya :

MON AVIS : La neutralité est parfois une forme de soutien au plus fort. Comme pour le MALG (services de sécurité Algérien) chargé de protéger le GPRA de complots et coups tordus, sa neutralité signifiait qu'il prenait parti pour l'état-major et Boumediene et Ben-Bella il en fut de même pour De Gaulle qui avait traité avec ce GPRA et l'exécutif provisoire jusqu'à des élections générales. La frontière fut bien ouverte pour cette armée ALN extérieure laissée libre de squatter la force locale et de fouler aux pieds les accords d'Évian à ce sujet neutralité qui conduisit les forces françaises à ne pas intervenir comme pour les massacres d'Oran.

Message du 29/09/12 17:10 INFOS de Guy PERVILLÉ à JF paya Objet : De Gaulle / Ben Bella.

Cher Jean-François Paya, j'ai reproduit dans mon nouveau livre des dizaines, voire des centaines de citations de Charles de Gaulle tirées pour la plupart des deux tomes d'Alain Peyrefitte. Et voici quelques-unes de ces citations parmi les plus claires :

- au Conseil des affaires algériennes du 5 juillet 1962 (heure à vérifier par rapport à celle des troubles d'Oran) (p.137 de mon livre): « L'Ambassadeur, Haut représentant de la République française en Algérie, se fondera dans son action sur le principe essentiel que la France, ayant reconnu l'indépendance du nouvel état et lui ayant transféré les compétences afférentes à la souveraineté, ne doit pas prendre parti dans les querelles qui divisent des factions politiques locales ». Ce qui signifiait que les autorités légales étaient « l'exécutif provisoire et de fait le GPRA », dont la fusion pouvait être acceptée pourvu que « l'Algérie soit, conformément aux accords d'Évian, dotée, dans les moindres délais, d'un régime représentatif issu d'élections régulières ».

- au Conseil du 11 juillet (p. 148) : « la nouvelle représentation française a pour tâche d'assurer la mise en application et le respect des accords d'Évian. Qui l'emportera, de Farès, de Ben Khedda ou de Ben Bella? Ça ne nous concerne plus. Nous n'avons pas à prendre parti. Nous formons le souhait que les Algériens s'entendent entre eux, surtout que les élections aient lieu rapidement et dans des conditions d'apaisement ».

- après le Conseil du 11 juillet, à Alain Peyrefitte : « Faites donc comprendre à vos journalistes que la lutte des diverses tendances pour le pouvoir ne concerne pas le gouvernement français. Mais ce qu'il faut souligner, c'est l'accord qui semble s'être établi entre toutes ces tendances pour respecter les accords d'Évian. »

- C'est seulement après la victoire de Ben Bella qu'il en prend acte avec satisfaction, le 16 septembre, en donnant ses raisons (p. 150) « Il y a avantage à ce que Ben Bella ait pu s'imposer à Alger. Il y aura avantage à ce que les élections confirment cette tendance. Elles doteront d'une autorité cette Algérie qui en a bien besoin. Il y aura avantage à ce que se constitue, enfin, un gouvernement qui reçoive toutes les responsabilités et qui les assume sans pouvoir se dérober ». Que De Gaulle ne soit pas passé de Ben Khedda

à Ben Bella sans une phase intermédiaire de neutralité, c'est la conclusion qui me paraît logiquement s'imposer.

Bien cordialement,

Guy Pervillé.

SUITE DOSSIER De GAULLE /Ben-Bella

Comment voulez-vous convaincre un Pied Noir qu'il faille prendre pour référence les déclarations de Charles De Gaulle. Mais ayant eu une certaine expérience des services de renseignement il y a beaucoup de choses qui ne s'expriment pas publiquement voir même où on exprime le contraire attendons d'autres archives et examinons d'autres témoignages plus crédibles en tout cas c'est bien de confronter les points de vue.

NB :

Remarquer qu'après la tragédie du 5 Juillet d'Oran le consul de France à Oran va avec son attaché militaire JP Chevènement en hélicoptère voir Ben-Bella (qui n'a encore aucun rôle officiel) à Tlemcen pour poser le problème des disparus du 5 Juillet donc on a bien la preuve d'un contact diplomatique alors que le pouvoir officiel est toujours à Alger (pour les contacts secrets pas de preuves archivées bien sur).

Conviction pour conviction, mots pour mots, personnellement je pense qu'il aurait été irresponsable et impensable pour tout pouvoir politique ex colonial de ne pas essayer (même sous peine d'erreurs) d'influencer la prise de pouvoir dans l'ex colonie à fortiori lorsque le sort de la force de dissuasion va s'y jouer et je demeure convaincu que le pouvoir Gaulliste habile en double jeu (voir la prise de pouvoir dans la France Libre avec l'épisode Muselier au 13 Mai 58) n'a pas pu rester indifférent et "non acteur" dans la prise de pouvoir en 1962 en Algérie.

Voir la position de certains services Français obnubilés par "le danger communiste" et qui n'ont pas vu le danger islamiste comme les US qui le paieront très cher et cela continue.

BEN BELLA L'HOMME DE DE-GAULLE ! OUVERTURE D 'ARCHIVES EN 2012 DE 50 à 60 ANS INFORMATIONS

Sources Françaises et Algériennes.

Pensez-vous que de Gaulle savait que Ben Bella allait devenir président de l'Algérie indépendante ? Pis encore, je crois même qu'il le préparait pour le devenir. Bon, voir la suite «Jean Méo membre du cabinet de De Gaulle a révélé que c'est bien de Gaulle et le pouvoir colonial qui ont conditionné et préparé Ben Bella depuis bien longtemps et décidé qu'il serait le 1er président algérien». Ce n'était donc ni Nasser, ni Hassan II, ni Boussouf et encore moins Boumediene. C'est donc une opération d'infiltration qui semble avoir réussi. Suit un passage très intéressant dans une note de la DST : «Les chefs historiques de la révolution, notamment les « Six », ainsi que Abane Ramdane, Dahleb et Ben Khedda savaient que Ahmed ben Mahjoub ben Embarek le Marocain, alias Ben Bella, représentait un véritable danger pour la bonne marche de la révolution, et c'est ce qui explique sa mise à l'écart afin de ne pas l'associer aux grandes décisions qui engageaient l'avenir de la révolution.

Pour nous tout cela est problématique, mais nous avons fait remarquer que dès le 5 Juillet 1962 rien n'a été fait du côté Français au contraire en n'intervenant pas pour défendre ses ressortissants et en ouvrant les frontières à l'ALN extérieure pour faciliter sa prise de pouvoir avec B Bella rallié par F Abbas autre "poulain" de De Gaulle sur le GPRA d'Alger jugé à l'époque trop "Marxisant" ce qui était évidemment un Gag.

Extrait du Quotidien d'Algérie.

Quoi qu'il en soit, sans le soutien de Ben Bella, la prise du pouvoir par l'armée aurait soulevé l'indignation de la communauté internationale. Or avec son aura forgée notamment par le soutien des Égyptiens et entretenue, pendant sa détention, par la presse coloniale (elle parlait toujours de Ben Bella et de ses compagnons), son implication n'a pas suscité une grande crainte sur le plan international. Ainsi, profitant d'une telle opportunité, Ben Bella engage un bras de fer avec le GPRA dont il est, pour rappel, le vice-président. En effet, le 19 avril 1962, au moment où Ben Khedda se réunit avec ses ministres, Ben-Bella se rend à Ghardimaou, le quartier général de l'EMG en Tunisie. En outre, bien que le GPRA ait adopté dans la réunion du 22 mars 1962 la proposition de ne pas convoquer le CNRA (Conseil national de la révolution Algérienne) avant le référendum d'autodétermination, Ben Bella exige désormais sa convocation. Son but : créer un autre organisme en remplacement du GPRA.

QUELQUES CITATIONS DE L'AMIRAL MUSELIER CHEF DE LA MARINE DE LA FRANCE LIBRE VÉRITABLE CRÉATEUR DE LA CROIX DE LORRAINE (Ordre aux bâtiments de la France libre du 4 Juillet 1940).

En parlant de De Gaulle à l'intérieur même du mouvement ses façons d'agir inadmissibles et les moyens employés par son entourage pour assurer son hégémonie.

Diviser pour régner semblait être sa devise et il n'hésitait pas à employer ou à laisser employer par ces hommes de confiance des méthodes de corruption morales et financières, le général plus soucieux de gloire politique que de victoires militaires. Intrigues inutiles et nuisibles engageant des hommes dans une lutte fratricide au mépris des engagements solennels des principes de notre mouvement méprisant la leçon tant de fois répétée de l'histoire utilisant l'enthousiasme et la foi patriotique des Français, il continue sa route vers un but bien défini, la prise du pouvoir personnel dans un régime présidentiel.

Ealing/Paris Nov. 1942 / Aout 1946. "De Gaulle Contre le Gaullisme " Amiral Muselier Edition du Chêne 1946 Introuvable aujourd'hui.

.....

ADDITIFS D'ACTUALITÉS

Étonnant

VUE SUR El Watan du 3 juin 2013

**Oran 1962. un essai pas concluant du tout - le massacre imaginaire
Fantasmes morbides et subterfuges rédactionnels...**



Le cinquantenaire de l'indépendance de l'Algérie continue d'alimenter certains fantasmes éditoriaux en France. Ainsi,

Guillaume Zeller vient de se distinguer avec un ouvrage que l'on peut qualifier d'imposture historique, fait sans doute à la hâte pour servir des desseins familiaux de réhabilitation. Dès l'introduction, on fait connaissance avec l'auteur, journaliste à la télévision, mais aussi «petit-fils du général Zeller, l'un des organisateurs du putsch du 21 mai 1961» et donc membre du «quarteron de généraux» qui s'était rebellé

contre l'autorité de la métropole pour garder l'Algérie sous domination française. Nourri de cette histoire familiale, l'auteur rassure le lecteur qu'il a pris suffisamment de distance pour jeter sur cette période un regard lucide, expurgé des inimitiés. Mais le lecteur le moins averti se rend compte, dès qu'il referme ce livre intitulé Oran 5 juillet 1962, Un massacre oublié, que le contrat d'objectivité promis en préambule par l'auteur vole en éclats au fur et à mesure que les pages défilent.

En journaliste qui connaît son métier, Guillaume Zeller promet beaucoup sans arriver à fournir les preuves accablantes d'un supposé «massacre» commis par des Algériens nourris de haine à l'égard de gentils «pieds-noirs» qui ne demandaient qu'à rester dans un pays qu'ils aiment. Pour retarder l'échéance avant les grandes révélations et tenir en haleine le lecteur, l'auteur use de subterfuges multiples. D'abord, il raconte l'histoire d'Oran depuis l'Antiquité jusqu'à l'arrivée des Français. Puis, il fait l'éloge de ce havre de paix où il faisait bon vivre. Les pages commencent alors à sentir la kémie et l'anisette. On est dans une sorte de paradis sur terre que viennent parasiter les combattants du FLN à partir de 1954. Oran, dont la population est essentiellement européenne, ne tolérait l'Algérien qu'à sa périphérie. Le lecteur reste dans l'esprit du roman de Camus, La Peste, où l'Algérien n'existait même pas, même en tant que personnage négatif.

Cette balade à travers les grands boulevards et le quotidien nonchalant des habitants va basculer d'un coup lors de la création de l'OAS de sinistre mémoire. Une organisation terroriste créée en février 1961 pour s'opposer à l'indépendance de l'Algérie. L'auteur oublie de rappeler les méfaits et ravages commis par les sanguinaires qui la composaient. Guillaume Zeller passe sous silence leur sinistre bilan, aujourd'hui établi par des historiens français sérieux (voir page suivante). Ce qui l'intéresse, c'est la cruauté supposée des combattants de l'ALN.

Ainsi, il écrit pour travestir la dure réalité de la guerre, prenant à témoin le lecteur, que le FLN est une organisation terroriste tandis que l'OAS ne commet que des attentats. Et vogue la galère de l'objectivité. L'auteur continue ses tours de passe-passe pour enfin aboutir à cette journée du 5 juillet 1962, tant attendue par les Algériens pour célébrer la fin de l'oppression. On apprend que les Algériens avaient voté massivement pour l'autodétermination après que les Français de métropole aient fait de même. Jusqu'à onze heures du matin, c'est la liesse et point de massacre. Guillaume Zeller, familier des annonces télévisuelles, semble nous dire : attendez, ne vous impatientez pas, le pire est à venir !

A 11h15 donc, quelques coups de feu éclatent en plein centre d'Oran et des scouts algériens tombent raides morts. La population oranaise ne peut plus contenir sa haine et sa colère. Commencerait alors une véritable chasse à l'homme. Des pieds-noirs seraient pris à partie et lynchés publiquement. L'auteur, pour rapporter les faits, s'appuie sur des témoins qui ont vu le déchaînement de cette haine. Mais toujours point de bilan et, pour noyer le poisson, l'auteur abuse du «conditionnel», ce temps qui exprime l'éventualité et procure un confort intellectuel. On est dans le doute, on ne peut rien affirmer, Guillaume Zeller se réfugie derrière une conjugaison aléatoire pour asséner des vérités suggérées par une légende familiale.

Le lecteur finit par se lasser car un massacre suppose des victimes en nombre important. Mais on reste ici dans le «on dit». Pour étayer ses assertions, l'auteur se fonde sur les témoignages de quelques rescapés. Mais comme la ficelle du massacre s'effiloche au fil des pages, il doit s'appuyer sur «le bilan établi par le Dr Mostefa Naït, membre du FLN, qui dirige l'hôpital civil d'Oran», lequel «annonce 101 morts – 76 Algériens et 25 Européens – d'après les corps retrouvés dans les morgues oranaises».

L'auteur, pour contrebalancer les propos du médecin, donne la parole au général Katz, qui était le chef militaire de la région d'Oran, lequel écrit dans ses souvenirs : «Ce drame ne dura guère plus d'un quart d'heure», parlant d'une dizaine de morts du côté européen. Quel intérêt un chef militaire français aurait-il à minimiser l'ampleur des faits ? Son témoignage va dans le sens du bilan établi par le médecin algérien. Donc, le lecteur, à la fin de ce livre qui se voulait une contribution à l'histoire commune des deux pays, est en droit de se demander pourquoi un tel titre-choc annonçant des révélations fracassantes pour aboutir à une baudruche que l'auteur perce lui-même ? Il faut dire que certains esprits ne sont pas encore guéris et le temps est resté figé pour eux sur une horloge historique détraquée.

Guillaume Zeller, «Oran 5 juillet 1962, un massacre oublié», Ed. Tallandier, 2012.

Slimane Aït Sidhoum

http://www.elwatan.com/hebdo/arts-et-lettres/le-massacre-imaginaire-26-01-2013-200892_159.php

A noter le judicieux commentaire de Mr Guillem : du 01.06.13 | 13h56

« Imposture????!!!

Monsieur Slimane Aït Sidhoum, s'il y a un imposteur qui dénie des faits réels, c'est bien vous; non seulement vous êtes un imposteur mais de surcroît vos ^propos reflètent la "haine du roumi". Comment expliquez-vous les 2500 familles qui ont déclaré un parent disparu? Certes disparu ne veut pas dire mort? mais dans le cas du 5 juillet, disparu signifie bordels du FLN, emprisonnements illégaux dans des camps, massacrés enfouis sous de la chaux vive au Petit Lac. Alors oui on ne peut déterminer le nombre de morts puisque l'on ne les a pas trouvés. Mon oncle GUILLEM Gilbert a été enlevé à Choupot le 5 Juillet 1962; on ne l'a JAMAIS retrouvé. Selon vous est-il mort? ou s'est-il enfuit quelque part? Soyons sérieux. Je comprends que cette pillule est dure à avaler mais c'est un fait ATTESTE par des Algériens eux-mêmes. Quand on veut écrire l'histoire Monsieur Slimane il faut être CAPABLE d'assumer la vérité. Je vous plains de tout coeur car l'on sent bien en vous cet endoctrinement macabre.

Le 05-06-2013

DÉJÀ LE JOURNAL ALGÉRIEN MINIMISAIT LE MASSACRE MAIS LE RECONNAISSAIT

Le journal algérien " Le Quotidien d'Oran " du 20 Septembre 2006 qui avait longtemps occulté le sujet s'est senti obligé devant nos diverses manifestations et publications en France de publier un article sous un titre de diversion " Oran de nouveau dans l'engrenage de la peste de l'OAS " (voir sur internet) pour parler " des massacres contre les Européens à Oran entre le 5 et 7 Juillet 1962 " . Stigmatisant " la littérature des ultras du colonialisme, il utilise un article de l'Express du 14 Septembre et le livre de notre compatriote Jean Monneret " la Tragédie Dissimulée " qui table sur un total de 365 personnes disparues pour faire remarquer " qu'on est loin des chiffres avancés dans la littérature des ultras de l' OAS " .

Comme nous l'avons signalé à l'auteur, ce chiffre qui serait basé sur une publication aléatoire du quai d'Orsay et sur des documents archivés du 2ème Bureau (références non données dans les annexes du livre) est relatif à un recensement non exhaustif de certaines disparitions signalées par certaines unités dans les rapports de routine au 2ème bureau de leur secteur, mais pas le fruit de recherches approfondies.

Pour avoir été sur le terrain en Oranie à cette époque, je puis témoigner qu'aucune enquête sur les causes et les conséquences du 5 Juillet n'a été sérieusement entreprise. D'ailleurs J. Monneret n'a rien trouvé dans les archives.

On peut même dire que des consignes pour ne pas enquêter ont été données dès le premier jour du massacre. Il aurait fallu signaler que ceci se faisait dans le désordre d'une population affolée qui tentait de quitter le territoire et que de nombreuses personnes isolées (surtout masculines, familles étant parties) n'ont pu être signalées et ciblées plus tard le 5 Juillet en France. De même le fait que JP Chevènement, attaché militaire au consulat d'Oran a déclaré dans un ouvrage " avoir été chargé de rechercher les 800 disparus du 5 Juillet " sans en retrouver aucun à Oran ! (mission qui semble de pure forme).

Se souvenir aussi que le consul M. Herly a déclaré plusieurs années après, que ses services avaient enregistré 440 plaintes mais selon certains témoignages dont le mien, une plainte pouvait recouvrir plusieurs personnes d'une même famille (deux amis en ce qui me concerne).

Le quotidien Algérien sur la défensive déclare ensuite que des coups de feu ont été tirés sur la manifestation (ce que nous n'avons jamais nié vu les témoignages recueillis tome I de l'Agonie d'Oran) " provoquant l'émeute puis la vendetta " en les impliquant bien sûr à des desperados européens issus de l'OAS, thèse non retenue en 1962 où les nouvelles autorités parlaient de " bandits de grand chemin musulmans " en éludant les responsabilités dues à la crise interne du FLN en Juillet 62 (voir notre enquête dans le Volume 3 de l'AGONIE D'ORAN) et sans évoquer les complots pour la prise du pouvoir du groupe dissident Boumediene - Ben Bella opposé au GPRA qui avait ses partisans dans l'organisation FLN d'Oran.

Comme aucun européen n'avait été pris, il était évident qu'il était très facile pour des provocateurs algériens de se fondre parmi les miliciens en civil ou en treillis militaires armés (il existe des films) .

Toutes choses dont Jean Monneret ne tient pas compte. Par contre, il suggère dans son livre p 96 et 111 que ce seraient les Européens d'Oran qui auraient été provoqués par la pose des drapeaux Algériens sur les bâtiments publics : ici on sort de l'histoire pour entrer dans la pure subjectivité.

Enfin il faudrait souligner l'importance de la présence des unités militaires françaises (12000 hommes intra- muros) consignées par le général KATZ sur ordre du pouvoir central à Paris. C' est ce qui fait la spécificité de ce drame et le fait que sous prétexte de rétablir l'ordre, l'ALN du Maroc est entrée en masse le 8 juillet à Oran pour prendre le pouvoir tout en liquidant ses opposants.

Un autre objectif de la provocation fut de faire fuir un maximum d'européens d'Oran, ville où ils étaient les plus nombreux. Provoquer ce départ en masse était tout à fait dans la ligne du congrès FLN de Tripoli en avril 1962.

Mohammed Harbi a affirmé qu'au-delà de fausses contradictions idéologiques (marxistes /Islamistes par ex) C'était surtout l'envie de postes de places et de butin qui animait certains de» l'extérieur" ! Voilà toute chose dont le quotidien d'Oran ne pouvait bien entendu pas parler

ANNUAIRE DES FRANÇAIS D AFRIQUE DU NORD
JEAN FRANÇOIS PAYA CLASSE HISTORIENS PAGE 161

<http://fr.calameo.com/read/000059729310077f2ef20>

Le 05-06-2013

SUR LE REFERENDUM EN ALGÉRIE DU 1er JUILLET 62

Simple remarque à mon avis pas la peine de remettre en cause (bourrage des urnes) un résultat évident pour se faire plaisir! un million de plus un million de moins ne change rien au résultat massif et évident de l'autodétermination de l'Algérie sans oublier la masse des réfugiés Algériens du Maroc de Tunisie et d'ailleurs de l'armée ALN aussi que nous avons vu inscrits en toute urgence sur les listes électorales ,femmes et hommes; par les juges de paix où les greffiers musulmans accrédités par l'exécutif provisoire "(pouvoir légal) pour le faire

Contrairement à certains dires beaucoup d'européens présents ont participé au scrutin (ne serais ce que par crainte de contrôles ultérieurs) et d'ailleurs l'OAS d'Alger représentée par JJ Susini passé à radio Alger avait appelé à Voter OUI ! Et OUI !

C'est un débat inutile Mais plutôt se demander

qu'elle avait été le rôle de l'Armée pour faire voter OUI aux musulmans dans les campagnes **pour le référendum du 8 Janvier 1961** qui adoptait le principe de "l'autodétermination" et donc de la sécession qui était beaucoup plus "mortel" comme dit le docteur JC Perez (Le FLN pour l'abstention et le Parti Communiste en France pour le NON!)

RÉSULTAT MÉTROPOLE ALGÉRIE 53,65 % seulement

C'est cela qu'il faut étudier et remettre en cause les responsabilités

je réitère ma question

Le chiffre donné est juste mais il s'agit de celui des inscrits au total 71;54% (Fr et Algériens) des exprimés dont se contentera le général De Gaulle! Si certains cadres de l'Armée et l'Administration moins zélés en Algérie **on aurait pu avoir un OUI avec moins de 50% des inscrits**. Mais certains avaient encore l'illusion de pouvoir peser sur l'autodétermination alors qu'on venait d'entériner le changement de statut de l'Algérie

Voir Commentaires Dossier JF PAYA

<http://etudescoloniales.canalblog.com/archives/2012/03/19/23498869.html>

Je réitère ma question

Point d'Histoire / Je trouve étonnant qu'à l'époque on n'ait pas eu connaissance de ce qui se passait en commission consultative ! Et que des chefs militaires et civils se soient laissé duper! (les "Algérie Française" pour les autres!)(Voir lien ci-dessus)

Référendum du 8 janvier 1961. Qui à mon avis consacras la possibilité séparatiste et auquel

L Armée et la population d Algérie tombées dans le "piège" ont participé

Objet : « Approuvez-vous le projet de loi soumis au peuple français par le président de la République et concernant l'autodétermination des populations algériennes et

l'organisation des pouvoirs publics en Algérie avant l'autodétermination ? » (Référence à l'article 72 dont l'utilisation à cet effet fut niée en 68 par Michel Debré (réponse à question écrite de certains députés; archivée)

ce statut ayant été désormais modifié, **il fera ratifier les accords d'Évian par la seule métropole** lors du référendum du 8 avril 1962 ; l'Algérie étant appelée à les ratifier à son tour par la question posée lors de la **consultation du 1er juillet 1962** relative au choix de l'Indépendance dans le cadre des accords d'Évian ". Il faut se souvenir que la déclaration générale d'Évian stipulait " si la solution d'indépendance et de coopération est adoptée, le contenu des dits accords s'imposera à l'État algérien ". On sait ce qui advint de cette déclaration utopiste et les drames qui s'en suivirent.

Voilà pour l'utilisation du texte de cette constitution primitivement niée par Michel DEBRÉ.

Posté par JF Paya, samedi 18 août 2012 |

Énigme historique

Référendum du 1 er Juillet 62 accessoire

Au sujet de la constitution de 58 dont certains doutent encore qu'elle fut le point de départ du processus de largage prémédité de l'Algérie il ressort de mes commentaires exprimés sur les liens ci-dessous (archives ouvertes à 30 ans) à partir des archives de la préparation du texte constitutionnel de 58 (réf ouvrages joints) qu'à plusieurs reprises en "groupe préparatoire" au "comité constitutionnel" à la "commission du conseil d'État" il ait été question explicitement de l'adjonction du fameux article 72 pour pouvoir modifier le statut de l'Algérie (qui sera effectivement utilisé pour) à l'époque 2 députés inquiétés par cet article posèrent une question écrite (voir ci-dessous René Vinciguerra député d'Alger et J-Marie Le Pen Paris) au gouvernement et M Debré répondit par la négative la plus formelle à toute possibilité de modification !

D'où toujours mon étonnement sur une certaine "cécité" à l'époque de certains responsables civils et militaires attachés à "l'Algérie française" dont J Soustelle Chantre de "l'intégration" Après tout le débat sur la Légitimité des "accords d'Évian " et des différents référendums découle à mon avis de cette procédure

Évian dossier Pervillé / Monneret. Lien ci-dessous commentaire précédent

<http://etudescoloniales.canalblog.com/archives/2012/05/05/24202891.html#c49623528> Réponse à Coll. / Pervillé

<http://etudescoloniales.canalblog.com/archives/2012/04/30/24143953.html> Sur Évian B Coll.

Le 27 août 1958, devant le Conseil d'État, Michel Debré : « La France d'outre-mer comprend d'abord les départements qui font partie de la République et ne peuvent ni ne doivent la quitter. Qu'il s'agisse à notre porte des départements d'Algérie, il n'est rien changé. Il ne peut être rien changé quant au principe. » Le 9 février 1959, Michel Debré au général Challe et aux principaux responsables militaires : « Le gouvernement ne veut pas céder en Algérie. Et même s'il le voulait, il ne le pourrait pas : nous avons maintenant le dos au mur, car toute solution d'abandon avec recasement (sic) des Français d'Algérie en métropole entraînerait immédiatement la communisation totale de la France. »

Le 31 juillet 1959, Michel Debré, en réponse à une question écrite de M. Vinciguerra, député d'Alger : « Les départements d'Algérie et du Sahara font partie de la République au même titre que les départements métropolitains. » Alors que tout est prévu pour changer leur statut ! Inqualifiable!

JF Paya, lundi 27 août 2012

.....

Le 5 juin 2013

POUR UN DÉBAT HISTORIQUE SEREIN

Avant de commencer une étude autant que possible sereine et objective sur un aspect de la guerre d'Algérie, il conviendrait avant d'employer des qualificatifs à base idéologique de replacer toute les diverses composantes de ce conflit dans leur contexte. L'OAS fut un des éléments inéluctable dirons certains de ce conflit vu les attermolements et les roueries du pouvoir gaulliste Français mais aussi la crainte qui se révélera justifiée de se voir chassée de chez elle de la part de la minorité Européenne .

Ici les sentiments rationnels n'ont plus de prises et l'action de l'OAS devient partie du contexte historique mais pas plus que celle du FLN et de ses diverses composantes et oppositions musulmanes, pas plus aussi que celle des forces armées Françaises. Car la guerre d'Algérie comme l'a démontré le professeur Pervillé fut une triple guerre civile : Franco-Algérienne:/ Algéro-Algérienne/ Franco-Française en une sorte de guerre de sécession à l'envers. On estime le nombre global des victimes entre 350000 et 400000 dont 105000 après le « cessez le feu » du 19 Mars et l'indépendance (harkis et familles inclus) du fait du FLN et 2500 du fait de l'OAS soit entre 0,7% et 0,6% du nombre total des victimes. Certes toute victime est une victime de trop surtout lorsqu'elle survient après la fin du conflit, rappelons que ce dernier pris fin officiellement le 2 Juillet 1962 à la suite d'un vote unanime du parlement de la loi du 10 Juin 99 qui reconnut l'état de « guerre » en Algérie et l'attribution de la carte du combattant jusqu'à la date précitée.

L'OAS dernière venue dans le triptyque pour une analyse objective fut la résultante difficilement évitable du Sentiment de trahison ressenti par les partisans de l'Algérie Française et d'abandon par la majorité des Français D'Algérie qui n'avaient aucune confiance quant aux « garanties » proposées par le pouvoir Gaulliste et le FLN. (La suite leur a donné tragiquement raison).

Tenant compte de tous ces préalables les qualificatifs péjoratifs en histoire deviennent des catégories idéologiques utilisées indifféremment suivant le camp dans lequel on se trouve. Mais sur le plan concret de la légalité toutes les exactions de part et d'autre furent l'objet d'une amnistie réciproque incluse dans les « accords d'Évian » jusqu'au 19 Mars 1962 . Les actions suivantes furent ensuite amnistiées jusqu'au 2 Juillet 1962 et les protagonistes même réhabilités par une loi votée en 1982 sous l'impulsion de François Mitterrand Voilà tout simplement un rappel des faits utiles indispensables pour un débat historique serein.

Jean-François PAYA le 9 Janvier 2007

Le 5 juin 2013 en Espagnol

GUERRA DE ARGELIA 5 DE JULIO DE 1962

LA MATANZA DE ORAN.

Artículo publicado en la revista “les dossiers Secrets de l'Histoire” (Francia) n° 42 de septiembre 2002, con la benévola autorización del autor : Jean-François PAYA

Cinco de julio de 1962. Esta fecha es la de la independencia para los argelinos, sin embargo, para los franceses de Orán, única ciudad de la Argelia de entonces, donde eran más numerosos que los moros, esta fecha evoca una jornada espeluznante cuando cerca de un millar de ellos fueron matados en presencia de un ejército francés de dieciocho mil hombres, estrictamente consignado en sus cuarteles.

Sin embargo, estas fuerzas francesas desempeñaban un papel teórico de protección a sus conciudadanossegún las declaraciones públicas y las promesas escritas, divulgadas en Argelia como en Francia. Los acuerdos de Evián contemplaban la entrega de los poderes a un “ejecutivo provisorio”, ya instalado desde el 19 de marzo de 1962. Este debía mantener el orden apoyado por una “fuerza local”, prácticamente desaparecida en Orán, asistida por el ejército francés. Y eso, en principio hasta la entrega de

sus poderes a una asamblea nacional elegida al sufragio universal. Este proceso no fue efectivo sino hasta el 27 de septiembre de 1962. Pero los acuerdos de Evian no aludían de ninguna manera al G.P.R.A. (Gobierno Provisorio de la República Argelina) ni al A.L.N. (Ejército de Liberación Nacional) en este procedimiento. .

...

Los acuerdos de Evian fueron masivamente ratificados por la población argelina el 1ro de julio de 1962, así, de echo, ellos se establecían como Ley, inclusive en el ámbito internacional, pues figuran con el rango de tratado internacional en la ONU y contenían una cláusula de amnistía general recíproca, que violó expresamente el FLN (Frente de Liberación Nacional) en el caso de los “harkis” (soldados musulmanes del ejército francés).

En realidad la independencia de Argelia fue proclamada oficialmente el 3 de julio de 1962 con la llegada del GPRA y de su presidente Ben Khedda a Argel. Pero éste decretó como fecha histórica la del 5 de julio (toma de Argel por los franceses en 1830) que había sido escogida por el Comité de las Willayas (divisiones administrativas en Argelia) del interior (en ausencia de la V, de la región de Orán) opuestas al Estado Mayor del ALN exterior, ubicado en Oujda, Marruecos, y a su jefe, el coronel Boumediène. El 30 de junio, éstos fueron destituidos por el GPRA , pero encontraron un aliado en la persona de Ben Bella.

La O.A.S. (Organización Ejército Secreto) abandona la región de Orán y zarpa rumbo a España.

Entonces, la lucha por el poder empezaba. Según el historiador y ex responsable del FLN: Mohamed Harbi :” con Francia, Tunes y Marruecos hay que maniobrar con fineza porque si estos estados apoyan al GPRA y bloquean el ALN fuera de Argelia, será el fin de la coalición entorno a Ben Bella”.

En la región de Orán, la willaya V, subyugada a la ALN de Oujda, estaba esencialmente compuesta de alistados de última hora y de desertores de la Fuerza Local, esta última formada principalmente de militares musulmanes. Es preciso subrayar que dentro de la región de Orán las “katibas”(compañías del FLN) del interior habían sido prácticamente aniquiladas por el ejército francés. El jefe de esta willaya, el coronel Othmane, sometido a Boumediène, organizó manifestaciones con desfiles controlados por militares sobre todo para el 3 de julio incluso en Orán donde cuatro a cinco compañías de la ALN del interior desfilaron al limite de los barrios musulmanes. Y así fue en toda la provincia de Orán, sin ningún incidente notable.

En la ciudad de Orán, un “comité de reconciliación” había sido creado con personalidades europeas (no musulmanas) y, los últimos “comandos OAS” navegaban rumbo a la costa española con el acuerdo tácito de las autoridades, mientras que los Europeos, resignados, participaban en mayoría positivamente, a la votación del día primero de julio.

El Ejército de las fronteras en contra del G.P.R.A.

Pero, por la radio de Argel, nuevas manifestaciones fueron exigidas por el GPRA para el 5 de julio, manifestaciones destinadas a darle importancia; esta concentración en Argel debía ser presidida por Ben Khedda y Krim Belkacem, dirigentes del GPRA y enemigos declarados de Boumediène y de Ben Bella.

Para los conjurados de Oujda que luego se instalarán en Tlemcen (ciudad fronteriza con Marruecos), ésto no podía suceder de esta manera: les era necesario demostrar que los simpatizantes del GPRA no eran capaces de asegurar el orden, y para también conjurar el riesgo de la creación de una enclave europea en la zona de Orán – Mers-el-Kebir.

Pero sobre todo, necesitaban un pretexto para que este Ejército de las Fronteras interviniera sin que esto pareciera a un golpe de estado.

Evidentemente la población no entendía nada de lo que sucedía y nosotros la hemos visto, después del 5 de julio, a orillas de la carretera de Tlemcen – Orán, acoger y aclamar estas tropas, con cascos, armamento y indumentaria nuevos, que tenían supuestamente como misión : “ir a combatir el OAS en

Orán”. Pero, una vez llegadas en la ciudad, sirvieron esencialmente para someter los oponentes y los elementos musulmanes revoltosos que la provocación había desenfrenado.

“No al culto de la personalidad”

Hay que subrayar que en el interior de la región de Orán, bien controlado por los simpatizantes de Ben Bella, ninguna “festividad” estaba prevista el día 5 de julio, pero para las masas era difícil no acatar el llamado de Radio – Argel, sobre todo en Orán donde los oponentes al Estado – Mayor eran influyentes entre ciertos dirigentes, intelectuales del FLN, sindicalistas de la UGTA (Unión General de los Trabajadores Argelinos) y scouts musulmanes, y con un viejo sabor de boca a las ideas de Messali Hadj, el precursor del movimiento independentista. Y además, una pregunta lancinante atravesaba las mentes :”¿Dónde estaba este ejército fantoche cuando los años abrasadores?”.

Entonces estos responsables hicieron hincapié en acatar las consignas de Argel, cuando el capitán Bakhti, representante de la Willaya V y comisionado en Orán después del “alto al fuego” había pretendido que “nada estaba previsto en Orán” donde reanudaban las actividades.

Unos carteles significativos fueron diseñados como:” ¡ No al culto de la personalidad!”, “Un solo héroe : el Pueblo!”, entre los eslóganes comunes a los “martirios de la Revolución”.

Una provocación que encaminará hacia la matanza de Europeos.

(La ciudad de Orán contaba con una mayoría de franceses originarios de España)

Hoy en día está admitido, y nuestras encuestas lo demuestran, que los agentes de Boumediène y ciertos simpatizantes de Ben Bella tuvieron como misión el sabotaje de esta manifestación usando disparos de armas de fuego desde terrazas en dirección de la concentración popular cuando llegaba en el centro de la ciudad. Un scout musulmán fallece, otros están heridos entre ellos un agente auxiliar. Unos provocadores se mezclan a la muchedumbre gritando:

“ ¡ Es el OAS !”, “ ¡ Es el OAS !”.

Y la matanza de europeos comienza, anárquica o estructurada, después de secuestrar a la gente y llevarla hacia los barrios moros periféricos.

No es posible, en este artículo, desarmar completamente el rompecabezas de esta tragedia. Sin embargo, lo hicimos, con otros autores, en una obra colectiva llamada: “ la agonía de Orán” (l’Agonie d’Oran), obra ignorada por la prensa escrita como audiovisual desde más de veinte años y cuyo tercer volumen contiene el recuerdo de los hechos, nuevos testimonios y los resultados de la encuesta que se desarrolló en los lugares de los hechos y se persigue todavía hoy en día.

Hemos podido eliminar la causa puramente fortuita de la provocación apoyándonos en el análisis de los testimonios, incluyendo los de militantes argelinos, en los escasos archivos militares, en el desarrollo de los hechos y en algunas escenas filmadas al principio de la provocación. De fuente privada, tuvimos también acceso a textos inéditos, clasificados “secreto confidencial” por el ejército francés y procedentes del Estado Mayor del ALN, con fecha del 5 de julio de 1962, día del drama. Textos que demuestran la saña con la cual se oponía al GPRA y como preparaba a sus tropas para intervenir en el restablecimiento del orden, cuando nadie sabía lo que pasaba en la ciudad de Orán!!

Los bomberos incendiarios del ALN :

Obviamente, nunca encontraremos una orden de marcha escrita y firmada por Boumediène. Pero Mohamed Harbi (historiador y ex responsable del FLN) escribió : “El Estado Mayor tiene una visión cínica de las cosas; desea arruinar la autoridad del GPRA; con Ben Bella, no escatimará los medios y sus esfuerzos para apropiarse el poder”.

¡Y conservarlo.....Lo que siguió, lo comprobó!

Si se necesitara otras pruebas para comprobar lo que avanzamos, la crisis habiendo sido denunciada en pleno día, hemos encontrado en la prensa (después de la publicación de nuestro libro), comunicados menos confidenciales que el nuestro : “mientras que el grupo de Tlemcen llamaba al Estado Mayor “para restablecer el orden y la seguridad en Argel”, un comunicado de las Willayas III y IV acusaba un grupo organizado encabezado por Yacef Saadi de disparar sobre los “djounouds” (soldados del FLN), con el propósito de aprovecharse de la confusión para apoderarse de la Capital y preparar la llegada de los batallones del ex Estado Mayor” (citación del periódico Le Monde). No pudieron entrar en Argel sino hasta el 9 de septiembre.

Otra prueba: un mensaje “muy apenado” del ejército francés señala: ¡ Unos tiros de provocación en los barrios del Agha y de las Universidades, en Argel; unos gritos acusando a la OAS hubieran sido escuchados también ¡ Pero aquí, no funcionó la artimaña que había tenido éxito en Orán. En esta ciudad, la avanzada del ALN de Marruecos (que tuvo, sin embargo que requisar camiones y autobuses privados) venida para restablecer el orden como “bomberos incendiarios”había sido avalada por un GPRA engañado, el cual, en un comunicado del 6 de julio, anunció “un ataque de la OAS”, anunciado en un primer tiempo, por los simpatizantes de Ben Bella de Orán, aserción rápidamente abandonada y luego cambiada por la tesis de “unos grupos anárquicos” incontrolables.

Las víctimas del 5 de julio expulsados de la Historia!

Este tercer volumen de “La agonía de Orán” (“l’Agonie d’Oran”, editorial Gandini; Niza, Francia) quiere ser más técnico que los anteriores, enumera los elementos y las unidades de las fuerzas militares presentes en Orán, ubicando sus cuarteles repartidos dentro de la ciudad, bastante cerca de los sitios donde se perpetraron las primeras matanzas: 18 000 hombres estrictamente acuartelados, como lo recuerdan en varias ocasiones los diarios de marcha de ciertas unidades que relatan con parcimonia lo que pudieron ver y oír desde “sus balcones”. Algunas hasta intervinieron a veces para abrir sus puertas a fugitivos o en caso de legítima defensa comprobada, como en la estación de Orán.

No obstante, hay que subrayar una iniciativa notable : la del teniente Khelif, de origen cabila, que intervino con sus hombres lejos de su cuartel. El general Katz, jefe del sector autónomo de Orán se aferrará más tarde a estas escasas pero loables intervenciones de iniciativas “humanitarias” protegiéndose tras unos “órdenes superiores”, procedentes de la cumbre del Estado. Sin embargo, la Señora de Ternant, coordinadora de la obra, tiene toda la razón cuando escribe : “Es el único ejemplo en la historia, de una matanza ejecutada en contra de una población sin defensa, en presencia de un ejército que deja asesinar y secuestrar a sus compatriotas sin intervenir”. Y podría añadir : “ ¡de un ejército invicto! ”.

Según la votación unánime de la Asamblea Nacional de la República Francesa, la guerra de Argelia terminó oficialmente el 2 de julio de 1962.

No hay razones que valgan para expulsar fuera de la Historia a los masacrados del 5 de julio de 1962, en Orán.

Jean-François PAYA

.....

Une des origines de la Prise d'Alger par la France en 1830

Retrouvé dans les Archives

En Août 2004 au gré d'un article sur l'histoire des USA et relatif à la première expédition qui atteint la Côte Pacifique en 1805 on lit « Le Chef de cette expédition LEWIS arpenta la cote pour essayer de voir s'il n'y avait pas un bateau qui les attendait comme promis par son bienfaiteur le Président JEFFERSON Rien ! Le gouvernement n'avait pas envoyé de secours »

« IL EST VRAI QUE TOUTE LA MARINE DES ÉTATS UNIS (7 navires à l'époque) ÉTAIT MOBILISÉE EN MÉDITERRANÉE OU ELLE SE BATAIT DÉJÀ CONTRE LES BARBARESQUES QUI PRENAIENT DES OTAGES SUR LES BATEAUX OCCIDENTAUX » Fin de citation.

la Marine Américaine avait même bombardé le port d'Alger à une certaine époque, sans oublier les tours de guet encore visibles qui jalonnent toute la cote de la Méditerranée du sud de l'Espagne au bas de l'Italie afin de signaler les incursions terrestres des pillards barbaresques.

Le Débarquement de Sidi Ferruch en Juin 1830 devait mettre définitivement fin à cette situation.
JF Paya

A « Riposte Laïque » et quelques autres sur les effets positifs de la colonisation en Algérie.

En complément à l'article de Jacques Guillemain sur la Colonisation en ce qui concerne l'Algérie permettez à "un vieil Algérien"(5 générations) d'en parler en remontant à la genèse de notre histoire, mais tout de suite je mets un bémol à l'affirmation de certains "Deux communautés que peu de choses reliaient" il faut voir les choses en allant de l'Est vers l'Ouest; dont je suis: et où "la rébellion" pour certains où "Révolution" pour les autres à bien eu du mal à se développer.

Suivent les Effets probables de la Colonisation du Maghreb central devenu Algérie, grâce à une question simpliste "Les Algériens avaient ils besoin d'être colonisés" ce qui ramène au débat à mon avis stupide du rôle positif ou négatif de la colonisation. Qui fut un fait historique comme les migrations et conquêtes des peuples de l'Est vers l'Ouest, si positif veut dire créateur d'une entité de l'espace de facto nouvelle. Par définition cela le fut pour cette création territoriale, à partir de cela on peut dire pour l'Algérie que le 5 juillet 1830 fut l'événement qui a provoqué le processus qui conduisit à l'émergence de ce Pays dans ce Maghreb Central dont les habitants ne se nommaient pas encore "Algériens" réservé aux seuls habitants de la ville d'Alger qui deviendront plus tard "Algérois" lorsque le toponyme "Algérie" fut instauré par la France avec une définition des frontières encore floues à l'Est et à l'Ouest sans parler du Sud Saharien qui n'avait rien d'Algérien à l'origine . On ne peut refaire l'histoire mais que seraient devenus ces territoires vaguement sous tutelle Ottomane comme tout le Sud méditerranéen après le dépeçage de cet Empire par les puissances gagnantes de 1918? Comme la Palestine, la Syrie, l'Arabie, la Jordanie etc.

Constructions laborieuses autour de noyaux institutionnels existants, l'ouest de ce Maghreb central aurait bien pu se trouver dévolu au royaume du Maroc pour les coutumes maraboutiques la langue parlée et les parentés et l'Est au beylik Tunisien pour des raisons voisines où supposées aux grés des découpeurs de l'empire Ottoman, cela n'a pu se produire car l'Algérie constituée par la France lui était constitutionnellement attachée et les deux ailes sous son " protectorat " après bien des vicissitudes dans le passé avec l'Allemagne et le Royaume Unis. Donc la réponse à la question primitive est matériellement oui pour simplement exister en tant que tels. Après le sujet à grandit et c'est émancipé dans un processus historique complexe et douloureux qui n'est pas achevé à notre avis !

COMMENTAIRE d'un berbérophone ami :

Il est certain que l'arrivée des Français dans ce Maghreb central Ottoman qui sera l'Algérie à infléchis l'histoire comme l'arrivée des Francs en Gaule Romaine qui donna son nom à votre pays sauf que les Gaulois disparurent (en tant que dominants). Les Algériens actuels auront du mal à admettre votre thèse pour nous on nous inculque que l'état Algérien a toujours existé du moins depuis l'arrivée de Arabes, et à

quoi sert de débattre la dessus si tout le monde est content et demeure avec sa mythologie comme l'histoire Grecque.

Une première réponse est donnée par le président Algérien dans un message à François Hollande, il écrit: «Il est temps d'exorciser le passé en faisant ensemble, dans des cadres appropriés, un examen lucide et courageux qui contribuera à renforcer nos liens d'estime et d'amitié. Les relations entre l'Algérie et la France ont précédé la période coloniale qui a marqué plus particulièrement notre histoire commune et laissé des traces durables chez nos deux peuples. Alors espérons que le débat stupide positif-négatif de la colonisation tombera dans les poubelles de l'histoire.

Domination historique d'un peuple :

Rien ne justifie de mettre un peuple sous la domination d'un autre et surtout de lui imposer ses coutumes et sa religion mais le mouvement peut-il se justifier ou non? Il se constate et il s'explique tout simplement selon des rapports de force et de résistance.

Ex: Les Arabes conquièrent sous Mahomet (leur législateur) une grande partie de l'Asie. Après sa mort (en 632) sous leurs Califes ils s'emparèrent du nord de l'Afrique de l'Espagne (en 711) et s'avancèrent jusqu'en France repoussés par le Comte Eude et Charles Martel à Poitiers en 732. Musulmans Arabo-Maures chassés d'Espagne qu'en 1492.

D'autres occupations coloniales comme aux Amériques se traduisirent par la disparition de peuples entiers avec imposition de la religion chrétienne. Les Européens y sont demeurés et ont prospéré.

Que dire de l'Australie où de la nouvelle Zélande? Voir aussi le passé de l'Empire Ottoman ou depuis la nuit des temps des peuples se déplacent et en domine d'autres. En Europe en Asie et en Amérique même précolombienne Mayas, Aztèques et...

Alors la France dans tout cela passe pour un enfant de cœur qui ne fut même pas capable de préserver ces malheureux Pieds Noir en Algérie et ses musulmans fidèles car c'était leurs droits comme celui de ceux qui vivent en France aujourd'hui.

Jean François Paya.

COURRIER A UN HISTORIEN SUR LE 5 JUILLET 62

Selon vos critères si l'on fait abstraction de divers témoignages et d'une enquête déjà réalisée sur le terrain depuis 1962 le seul document archivé dont nous disposons est le rapport officiel du général Katz qui signale des tirs vers 11 h sur la manifestation FLN et sur des poseurs de drapeaux venus des toits au niveau de la place karghenta et de la place d'armes à Oran.

Bien sur Katz impute ces tirs à des « desperados PN » résidus de l'OAS sans aucune preuve. Il indique ensuite 25 victimes européennes. D'autres témoignages confirment ces tirs tant du côté musulmans que dans le livre de Mme Geneviève de Ternant (notamment celui du commandant de l'action sociale des armées avec sa secrétaire bd Joffre).

Ces tirs déclenchent l'émeute aux cris de « c'est l'OAS » poussés par des meneurs. À partir de ces faits qui a tiré?

Comme dit un ami : où c'est eux où c'est nous, vous faites une suggestion sans preuves vous aussi P111 de votre ouvrage éludant la crise grave que traverse alors le FLN quasiment inconnue du grand public et notamment de la population Algérienne.

D'autre part vous semblez attacher beaucoup d'importance aux dires de Fouad Soufi qui haut fonctionnaire algérien en poste ne peut à aucun moment avaliser la thèse d'une provocation venue de l'EMG d'Oujda (Ben Bella n'étant qu'un comparse).

Bouteflika aujourd'hui au pouvoir ayant été le bras droit de Boumediene et de ses services d'action, mais il en a dit déjà beaucoup au colloque de Jussieu, division du FLN à Oran avec reconnaissance de charniers. Il en a dit beaucoup plus en privé à Paya, mais vous n'y attachez pas beaucoup de crédit et c'est

vos droit en tout cas il n'a pas non plus infirmé publiquement l'enquête de ce dernier et c'est déjà beaucoup.

Les articles Algériens ne reprennent pas non plus la thèse éculée de la cause OAS que vous avez aussi récusée. En tous cas la thèse définitive de Soufi (enfant au moment des faits) n'est jamais sortie car il y a encore des témoins vivants à Oran qu'il ne faudrait pas prendre pour des idiots (voir également Mohamed Harbi).

Voilà cher compatriote ce que nous pouvons avancer et en l'absence de documents qui vous sont chers, vous pouvez bien sur récuser tous les témoignages y compris celui du professeur émérite Bruno Etienne qui ne nous était pas particulièrement favorable.

Courrier à J Monneret du 10/07/2007

FORCE LOCALE ORAN JUILLET 1962

Extrait d'un témoignage reçu dans la revue en ligne « ÉTUDES COLONIALES »

J'avais 21 ans, sous-lieutenant du contingent détaché depuis le **6è RTA de Tlemcen** à la Force Locale à ORAN de mars à juillet 1962.

Ma compagnie commandée par le capitaine N, dont j'étais le seul officier adjoint, était basée dans une école désaffectée, dont j'ai oublié le nom, située près du ravin dit de "Ras El Ain" au sud de la ville.

Dans la nuit du 4 juillet 1962, vers 3h du matin, notre compagnie a été investie par un détachement de l'ALN arrivant du Maroc. Nous avons été désarmés manu militari et, sans explications aucune mais avec des regards menaçants, emmenés les mains en l'air dans une banlieue lointaine du quartier arabe. Nous nous sommes arrêtés vers 5h du matin dans un endroit désert. Le capitaine et moi-même avons été séparés de nos hommes et tout laissait présager que nous allions être exécutés car les conciliabules entre les chefs de l'ALN de notre groupe semblaient ne faire aucun doute sur leur issue.

Nous avons été sauvés par l'intervention in extremis des chefs locaux du FLN que nous connaissons bien pour avoir été en contact quotidien avec eux. Ils ont pu témoigner de notre travail de trois mois pour contenir les débordements de l'OAS ainsi que de notre parti pris pour l'indépendance de l'Algérie.

Le jour même le général Katz nous a fait tous deux embarqué définitivement pour la métropole. Que sont devenus les 200 tirailleurs algériens ? J'aimerais bien le savoir. Si quelqu'un peut me renseigner sur ce point, j'en serais ravi car j'avais de très bons amis parmi tous ces hommes placés sous mon commandement.

M G, lundi 12 mars 2012

Ce témoignage important 50 ans après les massacres du 5 juillet à Oran prouve qu'un élément au moins de l'ALN du Maroc comme l'avait signalé le professeur Bruno Etienne (repris par JJ Jordi p75 de son livre "Silence d'état") "responsable des massacres d'Oran" dit il se trouvait à Oran la veille du 5 Juillet.

L'action que vous citez visant à neutraliser les forces locales habilitées à maintenir l'ordre sous les directives de l'exécutif provisoire d'Alger. **Mais attendant l'émeute provoquée pour "rétablir l'ordre"** et manquant aussi de logistique (transport) le gros de l'ALN du Maroc ne rentrera à Oran qu'après le 3 juillet par Oujda.

"**Votre parti pris** pour l'indépendance" (c'est vous qui le dites) aux ordres du gouvernement gaulliste ne vous empêchent pas d'être suspects pour ces fanatiques. Vos hommes comme d'autres ont du être interrogés et cuisinés par les services de l'ALN et on a du faire massacrer les plus pro français par les autres et pas fusillés ce qui serait la meilleure des fins dans ce cas. Le général Katz c'est vite débarrassé de vous et je suppose qu'il n'y a eu ni enquête, ni traces dans les archives de cette affaire. Merci.

JF Paya, lundi 12 mars 2012

"Parti pris"

Oui, cher Monsieur, le capitaine et moi-même, étions favorables à l'indépendance algérienne. Je vous rappelle à toutes fins utiles que c'était alors l'opinion de la majorité des français si ce n'était pas, à ma connaissance, celle d'une grande partie du corps des officiers.

Ainsi nous n'étions pas "aux ordres du gouvernement gaulliste" mais au service de la France. Au risque de notre vie dans cette période de grande violence ou les armes parlaient si facilement. Nous nous sommes interposés entre les deux communautés afin d'empêcher, à la mesure de nos moyens, qu'elles ne s'entretuent plus encore et ce jusqu'à notre départ. Je crois que, pour ce qui concerne notre circonscription, nous n'avons pas mal réussi.

A l'évidence votre parti pris n'était pas le même mais nous étions assez clairvoyant pour comprendre la détresse de la communauté pied noire et le manque de prévoyance du gouvernement à son égard. Aussi agissions-nous en soldat et non en fonction de nos opinions. Parti pris certes, tout comme vous d'ailleurs, mais non pas violence aveugle et partialité ...

MG, mardi 13 mars 2012

Cher lieutenant les "partis pris" d'il y a 50 ans ont pu évoluer sur le plan légal, la majorité des Français s'était prononcée par référendum pour l'autodétermination des Algériens et pas pour « l'indépendance » consultation à laquelle nous n'avons pas participé en Algérie encore Française.

Mais ceci étant précisé, votre témoignage est significatif car il prouve qu'une unité de l'armée Française du 6^{em} RTA et pas de harkis (abandonnés depuis le 19 Mars) a pu disparaître sans aucune trace dans les archives ni dans les rapports du général Katz commandant Oran.

Vous étiez bien donc des témoins gênants. Votre unité devait être basée dans l'école sur la "route du ravin Raz-El-Ain" non loin du camp Saint-Philippe d'où les unités consignées la veille de ce 5 Juillet auraient pu vous prêter main forte.

C'est vrai que des consignes de vigilance envers les éléments ALN n'étaient pas données et Katz était plutôt enclin les mois précédents à travailler avec eux et croyez moi d'après nos sources vos hommes ont du regretter de ne pas avoir désertés plus tôt.

Cordialement AC Algérie classe 54.

JF Paya, mardi 13 mars 2012

Simple rectification: Nous étions une unité de Force locale et ne dépendions en aucune manière du 6^è RTA. Avancer, après mon témoignage, qu'une unité du 6^è RTA aurait disparu le 5 juillet n'est pas conforme à la réalité. Quant au sort de ces soldats, il est un peu rapide de parler sans preuves de leur disparition. Vous avez l'air d'être informé, savez-vous s'il existe des archives de la Force Locale, laquelle je vous le rappelle, dépendait de l'autorité provisoire dirigée par A. Farés?

Par ailleurs, j'aimerais bien retrouver précisément sur un plan d'Oran cette école où nous étions cantonnés. Pouvez-vous m'aider car 50 après je n'arrive pas bien à la situer. Merci d'avance.

MG, mardi 13 mars 2012

Réponse et plan Oran.

Cher Lieutenant (en Algérie)

A notre connaissance le mode de recrutement de la "force locale" fut divers mais si possible à majorité musulmane par unité entière" recrutés d'office dans les régiments de tirailleurs" comme dito. Alors ne jouons pas sur les mots, à Oran vous ne pouviez pas évoluer sans les directives du commandant militaire de la place.

L'exécutif provisoire y était une fiction (la preuve est que c'est bien Katz qui vous a fait évacuer). cela n'empêchait pas vos hommes d'être tenus pour suspects aux yeux du FLN car ils auraient du déserté avant avec armes et bagages et si possible après vous avoir trucidés à l'arme blanche donc bravo pour leur fidélité et votre courage non mis en cause. Perso étant resté à la base de Mer-El-Kébir jusqu'à la fin 1964 et d'après les services de renseignement Marine (qui a rapatrié tous ses harkis) nous avons pu savoir que selon les procédures ALN une partie des "récupérés" Algériens de FAF étaient exécutés, une autre partie était envoyée en camp de travail (déménagement par ex) une autre (techniciens) était intégrés à l'ALN mais selon quels critères? Quant au "plan d'Oran 1962" allez Google cote Planteurs Marine, route Raz-El-Aïn vous trouverez votre école.

Bien cordialement.

Toujours sur Google pour certains de mes articles taper "Jean François Paya".

JF Paya, mardi 13 mars 2012

ALN et Force Locale par le Cheikh Benzaoui à JF Paya

J'avais donné mon témoignage sur cette tragique journée du 5 juillet 62 à Oran diffusé sur le site de réconciliation "d Algérie/Djezair". Des amis de ce site me font connaître votre débat dans "Études-Coloniale" sur la Force Locale qui avait servi de tampon entre les communautés jusqu'à l'indépendance.

Sans revenir sur cette "guerre civile" attisée par les exaltés des deux camps restons sur ce rôle trouble de l'ALN des frontières qui n'avait pratiquement pas combattu contre l'armée Française et uniquement destinée à prendre le pouvoir en Algérie. En effet il y avait une unité à Oran niveau compagnie entrée on ne sait comment avant l'ouverture de la frontière du Maroc le 3 Juillet (donc avec l'aval des autorités Françaises) depuis le 19 Mars seuls les réfugiés civils étaient présumés passer.

Cette unité très discrète avant le mois de juillet a eu comme rôle essentiel de neutraliser la "force locale" supposée aux ordres de « l'exécutif provisoire » d'Alger donc du GPRA et c'est bien ce qui s'est passé dans toute l'Oranie après le 5 Juillet (not avec unités de GMS) et là il ne s'agissait plus de Harkis car désarmés et dissous depuis le 19 Mars.

Mais pour Oran la veille de ce jour fatidique du 5 Juillet il s'agissait bien d'une action visant de créer les conditions des émeutes provoquées du lendemain par des tirs sur notre défilé pacifique suivant les directives du GPRA d'Alger et mis sur le compte par les meneurs de pieds noirs de l'OAS!

Alors ne revenons pas sur les fautes, disparition de la force locale sauf la compagnie du capitaine R Kheliff qu'un certain message déclara force locale (à vérifier) mais qui a été efficace sans user de ses armes comme d'autres actions individuelles

Mais surtout neutralisation des forces importantes des FA Françaises et faiblesse de notre propre organisation débordée par les agitateurs partisans des putschistes de l'état-major ALN d'**Oujda qui fut bénéficiaire de cette mauvaise action.**

Dès le lendemain les autorités Françaises militaires et consulaires d Oranie traitaient avec B Bella et le "groupe de Tlemcen"

C Benzaoui, jeudi 15 mars 2012

RÉPONSE DU LIEUTENANT GM

Cher Monsieur Benzaoui,

Je suis heureux de pouvoir avoir le contact avec vous qui êtes un ancien responsable du FLN intérieur d'Oran. Vous allez peut être pouvoir m'aider à répondre à quelques questions que je me pose :

- Qui étaient ces soldats de l'ALN du Maroc qui m'ont réveillé à 3h du matin dans la nuit du 3 ou du 4 juillet (il faut que je vérifie la date exacte mais je n'ai pas mon livret militaire sous la main étant en déplacement). Que voulaient ils exactement?
- Qu'ont-ils fait des algériens de la Force locale que je commandais?
- En temps que responsable du FLN d'Oran, avez-vous connu ceux de vos amis (ravin de Raz-El-Ain) qui m'ont probablement sauvé la vie cette nuit-là en témoignant en notre faveur, le capitaine Neveu et moi-même, auprès des officiers de l'ALN Maroc. Est-il possible d'entrer en contact avec eux s'ils sont toujours en vie?

Merci à l'avance de votre aide.

GM

ALN Maroc

Comme je l'ai dit ci-dessus cette katiba ALN est entrée du Maroc avant l'indépendance et ce ne le pouvait pas sans l'aval des autorités Françaises!

Engagés pour la prise de pouvoir contre le GPRA ils auraient du respecter les accords d'Évian qui venaient tout juste d'être adoptés par le peuple Algérien par le referendum du 1er Juillet 1962 et qui entérinaient aussi la force locale et l'exécutif provisoire jusqu'à des élections libres.

Cette rupture des accords permettait à notre avis à la France d'intervenir au moins pour protéger ses ressortissants.

Votre unité aurait du être en relation avec les FAF les plus proches car dans ce cas ces pseudos combattants n'auraient pas osé vous aborder comme ce fut le cas pour d'autres unités. Il y a eu aussi une carence évidente du renseignement français (pour rester pondéré!)

Pour le devenus des vos hommes la procédure décrite par Paya est assez exacte, mais ayant dû nous protéger nous-même après l'entrée de l'ALN des frontières nous ne savons pas tout, et en suite entré en France (ironie du sort) après le coup d'état de Boumediene de Juin 1965 et retourné quelques fois à Oran depuis peu, beaucoup d'anciens ont disparus bien à vous.

C Benzaoui

JF Paya, samedi 17 mars 2012

Voir notre étude sur l'armée des frontières cantonnée au Maroc jusqu'au 3 Juillet 1962. Leur progression fut retardée par le manque de logistique niveau transport. Le Maroc ayant limité leurs véhicules pour ne pas trop les voir circuler sur son territoire, ils durent réquisitionner des véhicules civils en Oranie (camions agricoles, bus, etc...). Voir les films de l'époque ou leurs armes n'étaient pas dégraissées et les tenues étaient flambant neuves avec casques yougoslaves pour les distinguer de l'intérieur, la compagnie d'Oran était certainement moins visible.

Additif, dimanche 25 mars 2012

Au sujet des présumées « Archives de la force locale » à mon avis s'il en a, elles sont restées en Algérie puisque dépendant depuis le 19 Mars et a fortiori du 3 juillet 62 de l'exécutif provisoire d'Alger.

D'autre part nous avons fourni la preuve écrite (archives gendarmerie) que des archives avaient disparues où avaient été détruites après l'indépendance.

Enfin ces officiers rapatriés en France rapidement par le General Katz (donc impliqué) pas de trace de commission d'enquête à leur arrivée :

Conclusion une compagnie de 200 hommes disparaît sans laisser de traces !!

En violation flagrante des accords d'Évian que les Algériens venaient de ratifier massivement. On voit la fiabilité de leur parole pour la suite sauf pour les bases d'essais atomiques du Sahara qui seules intéressait De Gaulle.

JF Paya

Réponse lieutenant MG mardi 27 mars 2012

C'est vrai qu'à ma connaissance il n'y a eu aucune enquête sur les événements que j'ai relaté. Je suis rentré en France et n'ai plus jamais entendu parler de cet "incident" où j'ai non seulement risqué ma vie mais où, peut être, 200 hommes ont disparus.

Rien ne figure à ce propos dans mes états de service.

Duplicité des autorités ou simple oubli dû à la confusion générale et au statut ambigu de la force locale? J'aimerais bien pouvoir répondre avec quelque certitude à cette question.

Croyez-vous qu'il y ait un moyen d'obtenir du gouvernement algérien actuel l'accès, s'il en reste, aux archives de la Force Locale de l'époque et si oui que suggérez-vous de faire?

Par ailleurs avez-vous une idée de l'identité du responsable du groupe de ce détachement d'avant-garde de l'ALN Maroc qui nous a "kidnappé" dans la nuit du 3 juillet, s'agirait-il de ce BAKTI dont je vois le nom sur ce blog et qui serait impliqué dans le massacre du 5 juillet? Lui-même ou un membre de son groupe est (ou sont) probablement encore vivant, avez-vous une idée sur le moyen de le (ou les) contacter?

ÉPILOGUE

À ce jour toujours aucune trace de présumées archives ni même de savoir s'il y en a eu, ni du côté Français et encore moins du côté Algérien, rien comme aussi sur la trace du massacre de harkis ou du massacre d'Oran du 5 Juillet 1962 et des jours suivants.

Les exécutions de « disparus » qui se poursuivirent selon certains témoins Algériens jusqu'au 10 Juillet ont fait que nous n'avons jamais bouclé ce dossier, volontairement occulté et qui incrimine aussi bien les autorités Algériennes que Françaises d'hier et d'aujourd'hui pour leur silence.

Mais comme les massacres de KATYN en 1940, un jour la vérité éclatera. La seule ambition de cette étude est d'y contribuer.

Merci à tous ceux qui ont participé notamment à l'édition du blog « popodoran » et à son webmaster.

JF PAYA JUIN 2013